

Salvador : les surprises de la démocratie...

Contraints et forcés, les Etats-Unis, qui ont dû se résoudre à se féliciter du bon déroulement des élections législatives et municipales au Salvador, le 20 mars, vont à présent pouvoir méditer sur la démocratie et certains de ses effets pervers. La nette victoire de l'Alliance républicaine nationale, cette droite rouscarienne et muscadée créée par le prolétaire major d'Aubusson, l'instigateur des sinistres « commandos de la mort », ne fait pas seulement échouer à une démocratie chrétienne tenue à bout de bras par le gouvernement Reagan. Elle ternit considérablement la belle vitrine « démocratique » salvadorienne que Washington citait comme sa plus belle réussite en Amérique centrale.

C'était l'époque heureuse où, élu avec l'appui non négligeable des dollars américains, en 1984, le président Duarte, venu s'entendre faire la leçon sur les droits de l'homme et le besoin d'ouverture, embrassait publiquement la bannière étoilée sur la pelouse de la Maison Blanche.

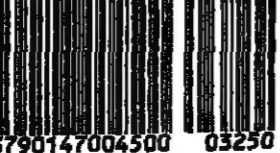
L'ennui, c'est que si la tentative d'ouverture a été bien réelle le dialogue amorcé avec la guérilla d'extrême gauche n'a pas abouti, en dépit de l'aide de l'Église. Comme n'ont pas réussi non plus les réformes économique et agraire qui se sont heurtées à la double incompréhension du secteur privé et de l'oligarchie. L'intransigence de la droite et d'une fraction de l'armée, la cupidité de certains dirigeants devant ces 2,5 milliards de dollars insufflés dans le pays en six ans, ont fait le reste. Venu pour restaurer la paix et la stabilité, le président Duarte, qui achève son mandat cette année, laisse un lourd passif : 30 % de chômage, un pays pratiquement ingouvernable - sans parler des soixante mille victimes d'une guerre civile qu'il n'est pas parvenu à éteindre.

A Washington, pourtant, de payer le plus gros de l'addition. Dans ce casse-tête permanent qu'est devenue l'Amérique centrale pour des Etats-Unis bien décidés à circonscire ce foyer d'épidémie que représente le gouvernement de Managua, l'expérience salvadorienne devait jouer un rôle-clé. Comment maintenir à présent la stabilité de ce petit pays écartelé entre une guérilla d'extrême gauche et une extrême droite légitimée par le processus démocratique, bien qu'elle ait érigé l'assassinat en méthode de gouvernement ? L'Arena a eu beau renouveler ses dirigeants en les choisissant moins « voyants », d'Aubusson et ses amis sont encore aux commandes.

On voit mal le Congrès américain, effarouché - souvent pour des raisons plus morales que politiques - par l'aide apportée aux Contras sandinistes, se mettre à voter des crédits massifs pour maintenir au pouvoir les assassins présumés de l'archevêque de San Salvador, Mgr Romero, en 1980, et ceux du dirigeant du Mouvement des droits de l'homme, M. Anaya, tué le 26 octobre dernier...

La croisade « moralisatrice » engagée contre le général Noriega à Panama risquerait de souffrir d'un soudain laxisme de l'administration américaine pour sauver l'apparente stabilité du Salvador. Déjà le gouvernement de Washington s'est quelque peu déconsidéré avec cette « pantomime » militaire qu'il vient de jouer à la frontière hondurienne pour impressionner, avant tout, le Congrès. Si tous les moyens paraissent bons à la Maison Blanche pour défendre la démocratie, ils ne font pas tous bon effet.

M 0147 - 0325 0 - 4,50 F



3790147004500 03250

Nouveau sommet le 29 mai à Moscou

Afghanistan : désaccord persistant entre M. Reagan et M. Gorbatchev

Les entretiens Shultz-Chevardnadze ont pris fin, le mercredi 23 mars à Washington, sur un résultat concret : le sommet entre M. Gorbatchev et M. Reagan aura lieu du 29 mai au 2 juin, à Moscou. Ce sera pour M. Reagan le premier voyage en URSS. Les ministres des affaires étrangères ont constaté d'importants désaccords, notamment sur l'Afghanistan, mais aussi sur le désarmement et une série de conflits régionaux.

WASHINGTON
de notre correspondant

Un désaccord persistant sur l'Afghanistan, peu ou pas de progrès sur les armements stratégiques, des « divergences aiguës » sur le Proche-Orient et l'Amérique centrale, tout cela à l'issue de deux longues journées d'intenses pourparlers américano-soviétiques. Si ce n'est pas un échec, c'est au moins une absence de succès, à un moment où on attendait au moins de cette rencontre entre M. Shultz et M. Chevardnadze un coup de pouce susceptible de remettre en marche la négociation pakistano-afghane de Genève.

Pourtant, signe que les relations entre les deux superpuissances sont désormais stabilisées, cette absence de résultat n'a pas empêché qu'on fixe une date pour le prochain sommet. M. Reagan a annoncé lui-même, bien avant la fin des entretiens entre son secrétaire d'Etat et le ministre soviétique des affaires étrangères, qu'il se rendrait à Moscou du 29 mai au 2 juin.

Ce sera sa quatrième rencontre avec M. Gorbatchev, mais son premier voyage en URSS, et aussi la première visite à Moscou d'un président américain depuis quatorze ans, c'est-à-dire depuis le second séjour de Richard Nixon en 1974. Ce pourrait aussi être une sorte de couronnement de la politique étrangère de Ronald

Reagan, à condition que cette rencontre au sommet soit autre chose qu'une coquille vide.

Il reste de toute évidence énormément à faire pour remplir cette coquille, et si les deux ministres ont beaucoup travaillé (ils ont passé près de douze heures ensemble mercredi), s'ils ont, comme d'habitude, très largement dépassé le temps imparti aux discussions, ils ne sont pas au bout de leurs peines. Les deux hommes ont d'ailleurs décidé de se revoir non seulement du 21 au 25 avril à Moscou, mais également à la mi-mai.

Aucun des deux interlocuteurs, qui semblent s'apprécier mutuellement, n'a voulu donner l'impression, au cours de leurs conférences de presse respectives, que les choses allaient mal. L'un comme l'autre ont souligné que leurs conversations avaient été « utiles ».

Mais ils n'ont pas non plus caché leurs désaccords, particulièrement nets à propos de l'Afghanistan, auquel les deux ministres ont pourtant consacré « beaucoup de temps ».

M. Shultz a expliqué que les Etats-Unis avaient proposé que Moscou et Washington cessent pendant trois mois d'approvisionner en armes les parties en présence (le régime de Kaboul et la résistance).

JAN KRAUZE.
(Lire la suite 6.)

Divisions dans la majorité sur l'après-8 mai

M. Barre ne censurerait pas automatiquement un gouvernement désigné par M. Mitterrand

M. Barre a déclaré, le jeudi 24 mars à Europe 1, qu'il ne censurerait pas automatiquement un gouvernement désigné par M. Mitterrand, si celui-ci était réélu. M. Barre préférerait attendre et voir, à l'inverse de M. Chirac, qui voudrait contraindre immédiatement le chef de l'Etat à dissoudre l'Assemblée nationale. D'autre part, MM. Bérégovoy, Lang et Rocard seront les porte-parole principaux du candidat Mitterrand.



C'est pas bien de dire ça ! M. Chirac, qui a du mal, a su parfaitement jouer la bonne foi ouverte pour exploiter la levée de bouilliers provoquée dans la presse par l'usage de quelques mots - « bande », « faction », « clan » - puisés dans le vocabulaire gaullien et surtout barriste. Ça n'était peut-être pas bien de le dire mais, en tout cas, c'était bien fait. Le sondage de la SOFRES

pour le Monde et RTL mesurant l'impact de la déclaration de candidature de M. Mitterrand, montre que, si l'intervention présidentielle a accentué la polarisation de la campagne, le candidat-président en est, pour le moment, le bénéficiaire.

JEAN-MARIE COLOMBANI.
(Lire la suite page 11.)

Un sondage de la SOFRES pour le Monde et RTL sur les réactions des Français à la candidature de M. Mitterrand. Une entrée en campagne relativement réussie. Un entretien du président de la République publié dans la revue Pourvoir. « Droit, justice, démocratie, ça fait du pain sur la planche ». Pages 10 et 11.

Accord au Nicaragua
Les sandinistes et la Contra décident un cessez-le-feu de soixante jours.
PAGE 6

Toujours les boat people...
Des centaines de réfugiés vietnamiens refoulés par la Thaïlande.
PAGE 4

Chèques volés
Un fichier national pourrait être mis en place sur minitel.
PAGE 32

L'OPA sur Télémechanique
Schneider a de plus en plus de chances de l'emporter.
PAGE 40

La Bourse après le krach
Les OPA ne font pas le printemps.
PAGE 34

Le sommaire complet se trouve en page 40

La stabilisation des prix du pétrole

L'OPEP sauve les meubles

Le président de l'OPEP a annoncé, le 23 mars, la réunion, début avril, du Comité de surveillance des prix de l'organisation. Cette annonce a provoqué un vif redressement des cours du brut sur tous les marchés libres. Les pays producteurs non membres de l'OPEP devaient également annoncer des initiatives destinées à assainir le marché pétrolier.

Les « pétroliers » respirent. Après trois mois d'angoisse, le spectre d'un nouvel effondrement des prix du brut paraît enfin s'éloigner pour de bon. Il était temps. Les prix, tirés à la baisse par l'engorgement du marché, frôlaient depuis trois semaines le niveau fatidique de 14 dollars, en deçà duquel un véritable effondrement des cours était presque inévitable. Mais, après des semaines d'attente et de débats internes, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, poussée par une dizaine de pays producteurs non membres, inquiets à l'extrême, a, semble-t-il, décidé de réagir. Comme le nageur touchant le fond de la piscine, l'OPEP a finalement pris l'initiative attendue pour retourner le marché.

Mercredi 23 mars, M. Rilwanu Lukman, président de l'organisation et ministre nigérian du pétrole, a en effet annoncé à Lagos la réunion, au cours de la première semaine d'avril, du comité de surveillance des prix de l'OPEP, organisme habilité à éventuellement convoquer, si la situation du marché l'exige, une conférence extraordinaire de l'OPEP. Le même jour, l'Arabie saoudite - premier exportateur mondial - qui s'était jusqu'à présent opposé à toute initiative, a brutalement changé son fusil d'épaule en appuyant la convocation de ce comité, et en précisant même, par la voix de son ministre du pétrole, M. Hisham Nasser, que cette réunion devrait examiner « sous les aspects » de la situation du marché pétrolier.

Cette annonce, amplement attendue par les opérateurs depuis la semaine dernière, a immédiatement entraîné un vif redressement des cours sur les marchés libres. Le brut de référence européen, le « Brent » qui était brièvement tombé en dessous de 14 dollars au cours des semaines écoulées, a nettement repassé la barre des 15 dollars (à 15,5 dollars par baril), tandis que le pétrole américain frôlait, lui, les 17 dollars.

Bien que la réunion des cinq pays membres du comité des prix de l'OPEP (1) n'ait en soi qu'une importance limitée et ne préjuge en rien d'éventuelles décisions destinées à apurer le marché, que seule une conférence extraordinaire à quinze peut prendre ultérieurement, cette annonce marque à l'évidence un tournant. Par son seul impact psychologique, l'attente de la réunion devrait en effet permettre de soutenir les cours d'ici au début avril. Or, comme l'a souligné le ministre nigérian du pétrole le printemps marque traditionnellement la fin du déstockage saisonnier des compagnies, et donc la fin des « vaches maigres » pour les producteurs. Une fois passée la période critique, l'OPEP n'aura peut-être pas besoin, en avril, de décider une nouvelle baisse de sa production, actuellement jugée nécessaire par les analystes pour équilibrer le marché, la reprise normale de la demande se chargeant d'assainir la situation.

VÉRONIQUE MAURUS.
(Lire la suite page 34.)

(1) Arabie saoudite, Nigéria, Venezuela, Algérie, Indonésie.

Le Monde DES LIVRES

John Updike, inspecteur de Fimoui
Quand le romancier américain nous prouve que la vie est un miracle

Les démons du nazisme

La querelle qui agite les intellectuels allemands sur « ce passé qui ne veut pas passer »

- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : une biographie de Jean Genet.
- Romans : les terres d'enfance de Jean Cau ; Jean-Noël Pancrazi à la recherche de sa jeunesse algérienne.
- Civilisations : le barbare est une idée ancienne au Japon ; la France est un beau sujet pour les géographes.
- La chronique de Nicole Zand : pastiches de Khazaris et d'ailleurs.

Pages 17 à 23

FRANCOISE DOLTO

Francoise Dolto
Inconscient et destins

Quelques pas sur le chemin de Francoise Dolto

grand livre Seul

Éditions du Seul

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Liban, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 135 pes. ; G.-B., 90 p. ; Grèce, 160 dr. ; Hongrie, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Québec, 22,50 \$ CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

سكوا من الأمل

Débats

EUROPE

Heidegger, le « trou noir » et le futur

par JEAN-PIERRE FAYE (*)

Le débat qui a ouvert l'année 1988 s'est trouvé d'avance enfermé dans un piège. Et celui-ci risque de devenir le renfermement de toute discussion possible, dans une salle de miroirs curieusement enfumée.

On a pu lire en effet, dans les semaines qui ont clos l'année précédente, que Martin Heidegger, d'avance proclamé sans réserve « le plus grand philosophe du siècle », a été certes un adhérent enthousiaste du Troisième Reich hitlérien, mais qu'il n'a fait en cela que subir le destin qui était inscrit d'avance dans « la métaphysique occidentale », nécessairement nihiliste, depuis son commencement. Car, dans l'apocalypse d'Auschwitz, nous assure-t-on, c'est « l'Occident, en son essence, qui s'est révélé », et l'on ajoute : « Ni plus ni moins... Ainsi il ne s'agit pas d'une erreur, mais d'une conséquence ». Heidegger est donc absous du crime auquel il a pris part. Car, concède-t-on cependant, « être nazi était un crime ».

Dans ce que, pour le Peuple de François Rabelais, on a appelé un tourniquet, va-t-on pouvoir s'y retrouver? Oui, sans doute. A condition de souligner une indication importante, et presque toujours omise : c'est que l'absurde proposition qui veut voir dans la « métaphysique » l'équivalent du « nihilisme » est elle-même une affirmation nazie. Nous devons même lui donner sa date : elle s'énonce en avril 1934.

Paradoxe suprême : elle a été perfidement lancée contre Heidegger, par son ami nazi de la veille : le recteur de Fribourg, qui un peu plus tard sera Obersturmbannführer SS, Ernst Kriek, déclenche contre lui dès février 1934 une sourde opération de désignation, notamment pour empêcher de garder la « qualification courante » de « philosophe du national-socialisme », alors reconnue « par un large public » — et afin d'être lui-même admis comme le « philosophe compétent » du Reich.

La métaphysique n'est pas le nihilisme

En avril de l'an 1934, le complot sournois devient offensive ouverte, et dans la revue nazie *Peuple en devenir* (*Volks im Werden*, cahier 4) « le sens de cette philosophie » de Heidegger est qualifié de « nihilisme métaphysique ». Et l'auteur ajoute : « Comme il est représenté par nous avant tout par les littérateurs juifs ». Accusation dangereuse entre toutes, en 1934. Car, pour les nazis et malgré son adhésion fracassante du 1^{er} mai 1933 (1), Heidegger reste l'auteur de sa belle conférence inaugurale, intitulée : « Qu'est-ce que la métaphysique ? ».

La parade de Heidegger va consister à accepter aussitôt l'équation nazie : métaphysique occidentale = nihilisme. Faut-il rappeler que « métaphysique » n'est pas un terme « occidental »? Celui-ci l'inventa, pour désigner les quatorze livres aristotéliens de la philosophie première, chez Nicolas de Damas, philosophe officiel de Hérode le Grand qui est né près de Gaza. Et il a été fixé dans le langage universel par le philosophe arabe d'Espagne et du Maroc, Ibn Rushd, nommé Averroès par les Latins. Faut-il redire que le « nihilisme » est une invention ironique de Tourgeniev dans *Pères et Fils*, reprise par Dostofevski? Le personnage « nihiliste » de Bazrov est l'opposé d'un « métaphysicien » :

c'est un expérimentateur et il meurt de la blessure qu'il se fait au cours d'une autopsie, par dévouement.

En acceptant l'idéologie de la dénazification nazie envers le métaphysicien Nihilismus, Heidegger entend détourner alors l'accusation — en la renvoyant vers un « événement fondamental », où la métaphysique depuis les Grecs, « depuis Platon et Aristote », est tombée dans « l'oubli de l'Être » qui définirait le prétendu « nihilisme ». Les grands cours heideggeriens de 1935 à 1945 vont développer inlassablement ces thèses en les appuyant sur Nietzsche, — indifférents au fait que Nietzsche dit l'opposé et, dans les fragments notés à Leuzer Heide en juin 1887, souligne au contraire la rupture qu'opère ce qu'il nomme le « nihilisme européen » des années dostoïevskiennes avec l'ancienne métaphysique — grecque, chrétienne, cartésienne ou kantienne. La métaphysique n'est pas le nihilisme, Averroès n'est pas Stavrogine...

1945 : « Le philosophe à la mode »

Le redoutable paradoxe va se déployer avec une continuité insistante, qui concourne les retournements de situation. Avec l'année 1945 s'effondre le Reich nazi. Heidegger écrit alors au nouveau recteur de Fribourg : « A partir de 1936 j'entreprends une série de cours sur Nietzsche, prolongés jusqu'en 1945 [...]. L'explication avec la métaphysique de Nietzsche est l'explication avec le nihilisme en tant qu'il se manifeste [...] sous la forme politique du fascisme » (lettre du 4 novembre 1945). Le terme qui visait les « littérateurs juifs » est donc tout simplement retourné pour signifier le « fascisme ». Dès lors, et avec le secours crédule de la philosophie soviétique en France (« Je suis soutenu par Paris et par la France où je suis le philosophe à la mode », écrit-il à son disciple Stadelmann, le 1^{er} septembre 1945), la répétition infatigable du plus évident contresens sur l'histoire de la pensée deviendra peu à peu le poncif « philosophique » le plus répandu, en France et ailleurs. Certes la pensée allemande de l'après-guerre, dans son ensemble, sera un lieu de résistance, appuyée sur la grande diaspora des persécutés et des exilés — Adorno, Marcuse, Horkheimer, Bloch, Benjamin — et par la critique lucide de Jürgen Habermas. Mais la dissimulation a été placée par Heidegger au cœur de la philosophie européenne.

L'Occident et l'« oubli de l'Être »

La référence constante à la philosophie grecque est chez lui exclusive : elle écarte la réflexion sur les pensées latine, hébraïque, arabe, italienne, anglaise ou française. Mais elle repose sur une dépréciation permanente de la pensée albanaise, accusée d'avoir introduit l'« Occident » dans l'« oubli de l'Être », sa chute, son « Verfall ». « De Parménide jusqu'à Hegel », disait Kriek en 1940. « D'Anaximandre jusqu'à Nietzsche », renchérit Heidegger en 1949. Affirmation grave : l'éthique, comme d'ailleurs la logique, est ce moment philosophique à partir duquel « la pensée dépeint ». Tel est le message pervers, adressé dès 1946, sur les ruines de l'Europe dévastée par le Reich de l'extermination.

Le message ressemble au syllogisme du menteur : tout philosophe serait menteur ; je serais donc le seul philosophe qui ne mente pas en disant que tout philosophe est menteur.

Mais, à cette date, qui donc se souvient de la profession de foi de novembre 1933, prononcée par le recteur de Fribourg, Martin Heidegger, à Leipzig? Cette *Bekanntnis zu Adolf Hitler*, « Confession de foi en Adolf Hitler » (que l'on vient de retraduire en l'intitulant « Appel pour un plébiscite ») professe que « la révolution nationale-socialiste est le bouleversement total de notre être-là » ; et que, avec elle, désormais « la claire dureté du questionner inflexible [...] retourne à l'essence de l'Être ». Car si l'« oubli de l'Être » était la « chute », alors le Reich meurtrier deviendrait le retour salvateur... (2).

Il y a une ironie accablante et involontaire dans l'application française à assumer pareille série de contre-philosophes. Car la lumière de la pensée athénienne, pour laquelle « autant il y a de l'Être, autant il y a de vérité », et par qui cette proportion d'être rayonne dans l'énoncé de l'axiome, sur lequel va s'élever la clarté occidentale en effet, eudémonisme ou pascalisme, rëmanisme ou existentielisme, cette belle et longue démarche s'obscurcit de manière menaçante dans ce que Heidegger lui-même nomme en 1935 son propre chancellement. « Ne pas se fermer [...] à la terre de ce qui se déchaine et au tourbillon de l'obscur », dit encore sa « Confession de foi ». *Schrecken, Wirmis, Dunkel* : termes redoutables.

Nous nous devons d'être attentifs au vertige de ce tourbillon et de cet obscur qui alors a englouti l'Europe, (*) Responsable de l'Université philosophique européenne.

l'arrachant violemment à la luminosité qui lui venait de la rencontre entre pensée grecque et narration juive. Le séminaire de l'été 1933 est rempli de cette résonance dangereuse : grâce à la *Führung*, le peuple, « retourné à lui-même, crée son Être ». Et il ajoutait cette proposition que nous souhaitons donner à méditer — pour ceux qui voudraient encore choisir de se rendre captifs de ce trou noir : « Nous nous exposons nous-mêmes à l'obscurité nécessaire de notre histoire ». Proposition qui dit elle-même l'importance d'une prise en garde dont la mesure soit exacte. Là où l'enjeu est le plus grand.

On peut être indulgent pour l'erreur du penseur, mais on ne pourra pas prolonger ce qu'il a accepté de la pire des « visions-du-monde ». Le moment vient, sur ce chemin vers l'obscur, de commencer à voir clairement clair. Le futur s'y joue aujourd'hui. On il importe de saisir sans faux-semblants, selon les sobres paroles d'Adorno, « ce qui est arrivé en Europe ».

Il est grand temps qu'un nouveau futur puisse maintenant arriver. Nous voudrions voir s'ouvrir le débat libre et approfondi en vue d'un avenir. Il apparaîtra que notre vie quotidienne peut dépendre, pour le long terme, de quelques événements discrets dans la philosophie : quand Socrate meurt à Athènes, quand Nietzsche trébuché à Turin, quand Husserl, le maître tenu par Heidegger, vient à Vienne en 1935 et revendique face au Reich l'hérésie de la pensée.

(1) Le jour exact où Goebbels a piégé tout le monde syndical allemand, on invite ses leaders à Berlin pour les faire arrêter le soir même.

(2) La relation de Heidegger à Eugen Fischer, l'un des concepteurs du génocide et du maître de Mengele, médecin et eugéniste, est d'être dévoilé par Michel Tison-Cervellier.

BIBLIOGRAPHIE

Sur le « costume » des fonctionnaires

ACTUELLEMENT, les fonctionnaires français sont sujets et victimes d'un obscur débat idéologique qui occupe trop les tribunes, faute de meilleurs. Il y aurait deux conceptions opposées de l'administration et de la fonction publique, l'une dite libérale, l'autre dite socialiste. Héritiers d'une tradition à la fois hésitante et contraignante, les « commis », plus ou moins « grands », d'un Etat dont on discute grossièrement le poids plus qu'on ne révisé son rôle avec soin sont quelque peu désarmés face à des pouvoirs et à des opinions qui les maltraitent. Les plus anciens, qui sont en tout maintenant à la retraite, avaient, dit-on, une « assurance » (en tous les sens du terme) qui fait défaut à leurs cadets, lesquels souvent doutent ou désespèrent. Ce « clergé », à la fois religieux et enseignant, connaît-il un semblable désarroi ?

Le livre qu'Eveline Fléot et Pierre Bourret viennent de publier, sous les auspices de la Fondation Saint-Simon, aide fort intelligemment à voir plus clair sur le phénomène, hors du sérail comme d'habitude, à la lumière de la pensée et de la pratique, afin qu'on réagisse mieux de part et d'autre. Sans prescrire des issues et presque sans conclure, il offre des réflexions stimulantes, au prix d'une certaine abondance de subtilités (qui n'est pas, tant s'en fait, désagréable),

grâce à de précieuses références historiques et philosophiques, dûment interprétées.

Ces deux universitaires analysent les traits paradoxaux des agents du prince, devenus ceux de la République (comme, rappellent-ils, Grégoire, révolutionnaire de l'an III, parlait de leur « costume »). Ils s'interrogent successivement sur l'Etat changeant qu'ils servent, sur le droit complexe qui les régit et sur le carcan qui les enserrme de diverses façons.

Trois chapitres passent en revue les principales alternatives auxquelles ils sont exposés. Des alternatives logiques, qui sont plutôt — tel est le paradoxe essentiel — des conjugués nécessaires.

Ainsi en est-il de l'interrogation fondamentale que l'on retrouve à plusieurs étapes du raisonnement : indépendance et/ou subordination ?

Le fonctionnaire, à quelque rang qu'il soit placé, est un « agent » et non un « représentant ». Il n'exerce donc pas un pouvoir autonome. Mais en démocratie sa dignité de citoyen-administrateur, comme la protection des citoyens-administrés, commande qu'il dresse la neutralité en barrière devant le bon plaisir ou l'arbitraire de gouvernements qui sont des partisans élus, en même temps que des despotes en suspens. En vertu d'une sorte de

GUERRE

Iran-Irak : paix et droit

par LEILI ECHGHI (*)

La guerre des villes entre l'Irak et l'Iran fait rage, causant des centaines de morts et de blessés dans les populations civiles. La trêve qui s'est instaurée le 11 mars n'a pas duré quarante-huit heures. Il faut rappeler que c'est l'Irak qui, comme toujours, a tiré les premiers missiles sur des objectifs civils et lui qui a violé la trêve qu'il avait proposée. C'est ce que l'on fait d'oublier ou d'ignorer, quand on ne le justifie pas ouvertement.

On laisse croire de la sorte que l'Iran est punissable parce qu'il refuse la résolution 598 du Conseil de sécurité, parce qu'il n'accepte pas la paix. C'est là une vision des choses dangereusement simplifiée, fautive.

Quelle est cette paix que l'Iran refuse? Comme condition de la paix, l'Iran demande que l'agresseur soit désigné comme responsable du déclenchement de la guerre. Est-ce une demande absurde? Est-il faux de dire que le peuple iranien a été, il y a près de huit ans, attaqué dans un des moments les plus difficiles et fragiles de son histoire, alors qu'il avait besoin de toute sa force, un an et demi après sa révolution ?

Est-il faux de dire que l'agression irakienne n'a soulevé aucune protestation de la part des instances étatiques du monde entier? Les grandes puissances, par l'entremise du Conseil de sécurité, ont invité les belligérents à un cessez-le-feu alors que l'Irak était au Khouzistan iranien et occupait la ville de Kharramchahr. Aucune allusion aux « frontières internationales reconnues », comme cela a été le cas deux ans plus tard, en juillet 1982, quand l'Iran, poursuivant les troupes irakiennes, est entré en territoire irakien.

La discrimination se manifeste sous d'autres formes : rien n'est plus normal que de livrer massivement des armes à l'Irak, alors que toute vente d'armes à l'Iran est illégale. Isolé, l'Iran continue de réclamer la justice que l'on refuse de lui rendre. Il déclare que la paix ne peut exister tant que l'agresseur n'est pas puni. Est-ce là une invention de l'Iran? Non. Dans toutes les grandes guerres nationales, y compris et surtout en Europe, depuis presque deux siècles, on a pourchassé l'agresseur jusqu'à sa capitulation militaire et jusqu'à la chute de son régime politique. Les Occidentaux ne sont pas les mieux placés pour reprocher à l'Iran cette intransigence.

L'imposée actuelle de cette guerre insupportable ne peut être levée que par l'application d'un point de droit oublié : la reconnaissance, par la communauté internationale, de l'Irak comme agresseur. Cette reconnaissance est une chose due aux Iraniens.

Point n'est besoin pour cela de porter un jugement de valeur sur les deux régimes belligérants ni de soutenir l'un contre l'autre. La proposition est totalement indépendante de la question de savoir si on soutient ou si on dénonce le régime iranien. Reconnaître et stigmatiser une agression, lever un pesant silence complice est une exigence universelle du droit.

L'histoire a déjà donné bien des leçons sur le fait qu'il ne faut pas attendre un pays en révolution et que l'agression militaire est un instrument politique criminel, y compris dans ses effets internes. L'histoire veut peut-être que cela soit, cette fois, ponctué symboliquement.

(*) Sociologue iranienne.

mandat tacite de la nation. Une neutralité qui ne serait que une transparence par l'effet de la politisation de l'administration et du système des dépouilles. Comment donc séparer le corps administratif du corps politique tout en l'y soumettant, que le gouvernement soit dit socialiste ou libéral? En évitant, ainsi, la technocratie et le corporatisme. Démocratie et efficacité ont-elles la des exigences contradictoires ?

D'autres questions développées par les auteurs de ce livre ont tourné autour de celle-là, tout au long du siècle écoulé, où l'on a laborieusement perfectionné la théorie du service public. Ainsi le dilemme statutaire/contractuel, dont les implications ne se réduisent pas à la sécurité et au bonheur des personnes en cause.

Convient-il ou non, pour limiter des quiproquos qui sont mis ici en lumière, d'uniformiser par règlement les engage-

ments réciproques du serviteur et du service, quels que soient les emplois et leur multiplication ?

D'autres enseignements sont également rappelés. Forment-elles un paradoxe au singulier, si singulier que soit, tel un conditionnel, le « personnage » en question ? Et peut-on parler à ce propos de la crise actuelle de la fonction publique comme d'un « reflet d'une crise du modèle républicain »? En vérité, c'est un pluriel que les problèmes réels et les solutions possibles sont livrés aux lecteurs et les lecteurs — qu'ils soient acteurs ou spectateurs — à partir des équivoques évitables, sans ignorer les ambiguïtés naturelles, vers des compromis raisonnables.

FRANÇOIS BLOCH-LAINE.

* Le Paradoxe du fonctionnaire, d'Eveline Fléot et Pierre Bourret, éd. Calmann-Lévy, 252 p.

Il s'épanouissait là comme une fleur particulière, rare, s'installait rondement dans un fauteuil, faisait de l'esprit à satiété, éclairait lui-même d'un rire lourd, portait des regards gras sur Xenia Andréevna et sur un ou deux autres invités — gradés, fortunés, et que cajolait mamenka.

BERBEROVA ASTACHEV A PARIS

UNE ROMANCIÈRE QUE L'URSS POURRAIT ENFIN DÉCOUVRIR.

ACTES SUD

DIFFUSION PUF

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauret (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Duette de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620.000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.
Administrateur général : Bernard Wouff.
Rédacteur en chef : Daniel Verdet.
Correspondant en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS BP 507 09 75442 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
354 F	672 F	954 F	1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F
ÉTRANGER (par mandat postal)
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS
399 F 782 F 1 089 F 1 300 F
IL. - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 494 F 1 900 F
Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : une abonnée doit envoyer à l'éditeur son adresse dans deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Tapes LEMONDE

Le Monde PUBLICITE
5, rue de Montesson, 92067 Paris
Tél. : (1) 45-35-91-82 ou 45-35-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tapes LEMONDE
code d'accès ABO
365 jours par an, 24 heures sur 24

سودا من الاصل

URSS : une résolution du présidium du Soviet suprême

Moscou rejette les revendications arméniennes sur le Karabakh

MOSCOU De notre correspondant

M. Gorbatchev avait promis aux Arméniens de répondre cette semaine à leurs revendications. Il a tenu parole mais la réponse qui leur est parvenue, mercredi 23 mars, sous forme d'une résolution du présidium du Soviet suprême n'aura pu que susciter leur amertume.

Le comité central de proposer des solutions adéquates. Bref, on pléine alors même que se multiplient en Arménie les signes de radicalisation désemparée et que les réformes envisageables, surtout, sont à la fois simples et communes depuis longtemps. Le 26 février, lorsqu'il avait reçu au Kremlin deux émissaires arméniens de renom pour leur expliquer qu'il avait besoin de mois qui vint de s'écouler pour pouvoir prendre une décision, M. Gorbatchev les avait d'ailleurs éconvoqués de lui-même - montrant ainsi une ouverture qui avait contribué de façon décisive à la dispersion pacifique de millions de manifestants qui occupaient ce jour-là les rues d'Erevan.

On ignorait encore ce jeudi matin, mais, ce qui est sûr, c'est que le Soviet suprême n'aura rien fait pour aider les leaders arméniens à empêcher les débordements et la radicalisation de leurs compatriotes. A moins - ce n'est pas encore devenu impossible - que cette résolution ne soit prochainement suivie de l'annonce de mesures de réformes. Il est peut-être important à cet égard que le Soviet suprême ait demandé, mercredi, aux dirigeants arméniens et azérbaidjanais d'analyser en profondeur les causes de la détérioration des relations entre nationalités et à les supprimer rapidement. Et il est certain qu'il frappait que les investis, l'organe du gouvernement, aient publié mercredi soir un long article sur la crise du Nagorny-Karabakh où sont reconnues et dénoncées les mesures discriminatoires prises contre les Arméniens de la région.

On ignore encore ce jeudi matin, mais, ce qui est sûr, c'est que le Soviet suprême n'aura rien fait pour aider les leaders arméniens à empêcher les débordements et la radicalisation de leurs compatriotes. A moins - ce n'est pas encore devenu impossible - que cette résolution ne soit prochainement suivie de l'annonce de mesures de réformes. Il est peut-être important à cet égard que le Soviet suprême ait demandé, mercredi, aux dirigeants arméniens et azérbaidjanais d'analyser en profondeur les causes de la détérioration des relations entre nationalités et à les supprimer rapidement. Et il est certain qu'il frappait que les investis, l'organe du gouvernement, aient publié mercredi soir un long article sur la crise du Nagorny-Karabakh où sont reconnues et dénoncées les mesures discriminatoires prises contre les Arméniens de la région.

IRLANDE DU NORD : recrudescence du terrorisme

Catholiques et protestants sous le choc de la violence

BELFAST De notre envoyé spécial

Les dépouilles mortelles des deux soldats britanniques lynchés, puis froidement exécutés, samedi dernier à Belfast, pour s'être fourvoyés dans le convoi funéraire d'un militant de l'IRA, ont été transférées mercredi 23 mars en Grande-Bretagne. Elles ont été accueillies sur la base aérienne de Northolt par le premier ministre britannique, Mme Margaret Thatcher, entourée de représentants de l'armée et des familles. Plusieurs cérémonies à la mémoire des deux militaires ont été célébrées en Irlande du Nord, tandis qu'un enterrement à Ballyweary la dernière victime de l'IRA, le policier Clive Graham, vingt-cinq ans, abattu mardi dernier à Londonderry par un tireur isolé.

A chaque nouveau drame, on pourrait espérer que les responsables des organisations paramilitaires finissent par reculer devant l'engorgement de la terreur. Mais c'est apparemment se tromper. Les dirigeants de l'IRA, comme ceux de l'UDA - la principale des organisations paramilitaires protestantes - observent que qu'il n'y a rien d'étonnant à ce que vingt ans d'affrontements aient fini par créer des fanas.

Entre le diable et Dieu

Les voix pour dénoncer cette violence ne manquent pas, pourtant, côté protestant et côté catholique. « La différence, cette fois, est que nous avons tout vu, que cela ne s'est pas passé dans un coin caché : que ce soit l'IRA ou l'UVF (Ulster Volunteers Force), cela importe peu », a déclaré le doyen protestant de Belfast, mercredi, lors de la cérémonie en l'honneur des deux soldats britanniques. La hiérarchie catholique n'est pas demeurée en reste : « Le visage réel de la violence de l'IRA s'est montré et il était horrible à voir... Face à la campagne de violence actuelle des républicains, le choix de tous les catholiques est clair : il est entre le diable et Dieu », a touché l'évêque de Belfast, Mgr Cahal Daly.

Pas une bandelette partisane pourtant, pas un cri de vengeance. Encore sous le choc du déchirement de violence de la semaine passée, l'Irlande du Nord réfléchit pour le moment en silence sur le sang versé de part et d'autre, partagé entre l'envie d'oublier et la crainte du pire. Autant que l'horreur suscitée dans l'opinion par la diffusion à la télévision des images du lynchage, la crainte de représailles de la part des organisations extrémistes protestantes a conduit les autorités à annoncer, mercredi, un durcissement de leur attitude envers l'IRA. Les funérailles de militants d'organisations paramilitaires ne pourront désormais se faire, à nouveau, que sous surveillance policière. Le RUC avait accepté, ces derniers mois, de ne pas s'y montrer pour éviter des affrontements. Mercredi soir, d'autre part, des officiers de police ont perquisitionné aux rédactions de la BBC et de la chaîne de télévision privée ITN, à Belfast, pour y récupérer - malgré l'opposition initiale de celles-ci - tous les documents filmés samedi.

Les événements de la semaine dernière - aussi bien l'attentat commis mercredi 16 mars par un extrémiste protestant au cimetière de Milltown lors de l'enterrement des trois militants de l'IRA tués à Gibraltar (trois morts et soixante blessés) que le lynchage de deux soldats - confirment un dérapage de la violence terroriste qui inquiète. « Jusqu'à présent, chaque camp observait certaines règles. Ces règles ont éclaté depuis l'attentat d'Enniskillen », note un journaliste irlandais. En novembre 1987, une bombe, placée par l'IRA près du monument des cérémonies célébrant la fin de la première guerre mondiale, avait tué onze personnes et fait soixante-trois blessés.

Les forces de l'ordre se sont d'ailleurs elles-mêmes exposées à l'accu-

Ces appels se heurtent non seulement à un jusqu'au-boutisme des extrémistes, mais plus encore peut-être à une incapacité générale à sortir des schémas classiques pour tenter d'en finir avec cette guerre larvée. Il est symptomatique que le lord-maire protestant de Belfast se soit bien gardé, mercredi, en dénonçant la « barbarie » de l'IRA, d'évoquer les violences commises de l'autre côté. « Demandez-lui pourquoi il n'a pas fait de cérémonie après la fusillade du cimetière de Milltown ! », grommelait un catholique à l'écart de la cérémonie.

« Que faire ? », s'interrogeait mardi un pasteur protestant engagé, au sein du ghetto de Shankillroad, dans un difficile travail pour tenter d'établir des ponts entre les gens des deux communautés : « On a tout essayé », ajoutait-il, en avançant son « profond découragement ». Entre les républicains de l'IRA et du Sinn Féin, convaincus jusqu'à l'arrogance que l'histoire va dans leur sens, celui de la réconciliation des deux Irlandes, et la crainte obsessionnelle des loyalistes d'être lynchés en douceur par la Grande-Bretagne, les voies sont décidément fort étroites.

La résistance acharnée à laquelle se heurte l'accord anglo-irlandais de 1984, qui ferait pour la première fois à la République d'Irlande une sorte de rôle protecteur de la minorité catholique du Nord, est là pour en témoigner. Les tentatives actuelles pour rendre vie à cet accord paraissent pourtant, aux yeux de nombreux modérés, la seule carte à jouer dans le vide actuel.

HENRI DE BRESSON.

Devant le congrès des kolkhozes

Plaidoyer de M. Gorbatchev pour les coopératives

Moscou. - M. Mikhaïl Gorbatchev a plaidé mercredi 23 mars pour le développement du mouvement coopératif dans l'agriculture, en ouvrant les travaux du quatrième congrès des kolkhozes. Le précédent congrès de ce type remonte à 1969. Selon l'agence Tass, s'il y a eu une interruption de près de vingt ans, c'est parce qu'il a sous-estimé le rôle des kolkhozes (fermes collectives).

Pour le chef du Kremlin, le développement du mouvement coopératif est « un prolongement direct de la stratégie du parti axée sur l'élargissement de la démocratie, l'assainissement de notre économie nationale, et une composante organique des transformations économiques et sociales en cours dans le pays. L'un des objectifs visés, a précisé M. Gorbatchev, est d'atteindre d'ici à 1990 la production de blé de 50 % par rapport à la moyenne du quinquennat 1981-1985, pour atteindre une récolte annuelle de 260 à 280 millions de tonnes.

Pour que les choses soient encore plus claires, la résolution invoque en préambule l'article 81 de la Constitution qui dispose que « les droits souverains des républiques fédérées sont protégés par l'Union des républiques socialistes soviétiques ». Autrement dit, le Soviet suprême se porte garant de l'intégrité territoriale de l'Azərbayjan.

Mise en garde

Pour que les choses soient encore plus claires, la résolution invoque en préambule l'article 81 de la Constitution qui dispose que « les droits souverains des républiques fédérées sont protégés par l'Union des républiques socialistes soviétiques ».

Selon des informations recueillies de sources indépendantes mais qu'il n'a pas encore été possible de recouper de Moscou, où les correspondants étrangers demeurent bloqués, la télévision arménienne aurait interrompu, mardi soir, ses programmes normaux pour diffuser une mise en garde à la population et annoncer que tous les rassemblements étaient désormais interdits. Selon ces mêmes sources, des hélicoptères survoleraient régulièrement Erevan dans un but d'intimidation, et la question est maintenant de savoir quelle sera l'attitude des responsables du comité Karabakh, l'organisation qui se sont donnés les Arméniens depuis un mois.

Maintiendront-ils en son leur appel à manifester en masse, samedi à Erevan ? Décideront-ils plutôt, comme ils l'avaient envisagé ce week-end, d'appeler la population à rester en canton chez elle, toute la journée, pour transformer la capitale arménienne en « ville morte » ? Ou bien encore l'intimidation suffira-t-elle à normaliser la situation ?

Morozov ou « la trahison légalisée »

Présenté à des générations d'écoliers soviétiques comme un modèle de dévouement révolutionnaire pour avoir dénoncé ses parents, koulaks et « ennemis du peuple », Pavlik Morozov est tombé à son tour, victime de la « glasnost » et de la réécriture de l'histoire en URSS.

Contrairement à ce que l'on met dans le titre des jeunes pionniers depuis un demi-siècle, Morozov n'était donc pas « un symbole de la révolution et de la conscience de classe », mais bien plutôt « un symbole de la trahison légalisée et idéalisée », si l'on en croit l'écrivain et historien Vladimir Alexandrov, qui vient de déboulonner un nouveau « héros » de la morale stalinienne, dans le dernier numéro de la revue soviétique *Izvestia*.

Morozov avait quatorze ans lorsque, en 1932, il apporta son précieux concours et celui de son groupe de pionniers au NKVD, la police politique de l'époque, dans l'application de la politique de collectivisation des terres à l'encontre des paysans privés. Il s'agissait, entre autres menus services, de livrer les noms des récalcitrants, fussent-ils père et mère - ce que fit le jeune Morozov. Arrêté, M. et sa mère furent, selon toute probabilité, fusillés. D'après le récit officiel, un groupe de koulaks, dont un oncle Morozov, se vengea en tuant le jeune Pavlik.

Sous Staline, écrit aujourd'hui Amilinski, « on ne se contentait pas de détruire les gens dans les camps ou en prison. Il existait une autre forme de destruction : une déformation profonde, psychologique et morale, dont l'esprit vit encore de nos jours ».

TCHÉCOSLOVAQUIE

La Charte 77 demande une discussion publique en Europe de l'Est sur l'intervention militaire de 1968

Prague. - Le mouvement tchécoslovaque de défense des droits de l'homme, la Charte 77, a lancé, mercredi 23 mars, un appel aux peuples des cinq pays du pacte de Varsovie ayant envahi la Tchécoslovaquie en 1968 - l'URSS, la Pologne, la Hongrie, la Bulgarie et la RDA - pour qu'ils discutent publiquement, vingt ans après, de cette intervention militaire « injustifiable ». « Aujourd'hui plus que jamais, nous pouvons affirmer que cette invasion a constitué une violation grossière des principes et normes du droit international ; de la Charte de l'ONU, du pacte de Varsovie et des traités conclus entre la Tchécoslovaquie et chacun des pays participants à cette intervention », écrit la Charte 77 dans son appel. Vingt ans après, le semblait de légitimité que les pays intervenants s'étaient efforcés de créer s'est parfaitement écroulé.

« Aout 1968 n'a pas été un désastre seulement pour nous, poursuit la Charte 77. Nous nous adressons donc à vous pour contribuer, selon votre propre réflexion (...), à la création d'une atmosphère qui pourrait contraindre les gouvernements de vos pays à reconnaître finalement l'arbitraire de cette intervention militaire en 1968. »

« Aout 1968 n'a pas été un désastre seulement pour nous, poursuit la Charte 77. Nous nous adressons donc à vous pour contribuer, selon votre propre réflexion (...), à la création d'une atmosphère qui pourrait contraindre les gouvernements de vos pays à reconnaître finalement l'arbitraire de cette intervention militaire en 1968. »

HONGRIE : M. Jean-Bernard Raimond en visite officielle

Trois ans de négligences

Le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, se rendra en visite officielle en Hongrie les 24 et 25 mars. Ce voyage, prévu depuis plusieurs mois, a pour but, souligne-t-on au Quai d'Orsay, de témoigner de l'intérêt que la France porte à ce pays avec lequel les contacts ont été fortement relancés ces trois dernières années. M. Jean-Bernard Raimond a, en revanche, renoncé à son projet de se rendre en Tchécoslovaquie. Avec un calendrier avant l'élection française ne lui permettant pas, précise-t-on au ministère.

France, rappelle-t-on, a toujours soutenu manifestement sa sympathie pour la volonté de réformes de ce pays (la Hongrie s'est ouverte aux réformes économiques dès les années 60), pour une société moins crispée que ses voisines, moins policée, plus ouverte au tourisme étranger et plus souple dans l'octroi des autorisations de sortie à ses ressortissants. Ces bonnes relations politiques n'ont toutefois pas eu leur pendant dans le domaine économique. Avec un volume global d'échanges de moins de 3 milliards de francs et 1,8 % des parts du marché hongrois, la France n'est que le douzième fournisseur de la Hongrie, le septième dans le camp occidental. La RFA exporte sept fois plus vers ce pays. L'Autriche, la Suisse, l'Italie font également beaucoup mieux.

On ne peut guère s'attendre à une amélioration spectaculaire de ces relations économiques à un moment où la Hongrie traverse une période particulièrement difficile. Avec une dette extérieure évaluée à 17 milliards de dollars, c'est le pays d'Europe de l'Est le plus endetté proportionnellement au nombre d'habitants, même s'il reste à ce jour bon payeur. M. Raimond ne sera, au demeurant, accompagné d'aucun représentant des milieux industriels français.

FRANÇOIS BOTT

Autobiographie d'un autre. Roman. Flammarion. François Bott. "Mon métier, c'est de conduire des enquêtes sur l'existence des autres. J'ai réuni dans ce volume les lettres que j'avais adressées à l'un de mes clients. Celui-ci m'avait prié d'éclaircir les secrets de sa propre vie..." Roman - 59 F.

Handwritten text in Arabic script.

Proche-Orient

Au Liban sud

L'aviation israélienne bombarde trois positions palestiniennes

BEYROUTH de notre correspondant

Trois positions palestiniennes ont été bombardées mercredi 23 mars en fin d'après-midi par l'aviation israélienne, à l'est de Sidon, dans le Liban sud. Les appareils sont revenus trois fois à la charge, faisant sept morts et quinze blessés, dont des enfants.

Les positions bombardées appartiennent au FPLP de M. Habache, au FDLP de M. Hawatneh. Trois bâtiments et des dépôts de munitions ont été détruits. C'est le troisième raid israélien contre des concentrations palestiniennes au Liban sud en une semaine, le nombre de victimes atteignant au total dix morts et dix-neuf blessés, soit un dixième des Palestiniens tués dans les territoires occupés en plus de trois mois.

L'Etat libanais envisage de déposer une plainte au Conseil de sécurité, accusant profitez du climat anti-Israélien qui prévaut actuellement pour arracher une condamnation des agissements de l'Etat hébreu au Liban sud. On craint cependant à Beyrouth que, au contraire, Israël ne dispose d'une marge de manœuvre accrue au Liban sud compensant en quelque

sorte la réprobation qu'il encourt pour les territoires occupés. Autant, en effet, la résistance des Palestiniens aux mains nues lancée à travers le monde, autant celle des combattants de l'extérieur est peu populaire. On constate que les trois derniers raids israéliens se sont déroulés dans l'indifférence générale aussi bien sur le plan international qu'arabe et libanais.

● L'ONU déplore la décision de Washington de fermer la mission de l'OLP à New-York. — Pour la troisième fois en moins de quatre mois, la quasi-totalité des pays membres de l'ONU ont manifesté mercredi 23 mars leur désaccord avec la décision des Etats-Unis de fermer la mission de l'OLP auprès de l'ONU, dans une résolution soumise à l'Assemblée générale par soixante-deux pays.

Seuls les Etats-Unis et Israël ont voté contre cette résolution, déplorant que Washington ait ignoré ses obligations internationales. Cent quarante-huit pays se sont prononcés en faveur de ce texte, à l'issue d'un nouveau débat d'urgence de l'Assemblée de quatre jours, au cours desquels près de la moitié des pays membres de l'ONU ont inter-

La révolte dans les territoires occupés

L'armée multiplie arrestations et condamnations

Les vagues d'arrestations se sont poursuivies, le mercredi 23 mars, dans les territoires occupés, tandis que les patrouilles militaires multipliaient raids et interventions à Gaza. Le *Jerusalem Post* signalait pour sa part, jeudi, qu'au moins deux hôpitaux de cette ville avaient recommencé, ces trois derniers jours, à accueillir « de très nombreuses victimes de passages à tabac, dont bon nombre d'enfants âgés de douze ans et moins ». Tous jours selon le quotidien, nous rapporte notre correspondant à Jérusalem. Alain Frachon, quelque trois cent cinquante militants palestiniens ont été condamnés à la détention administrative au cours de la semaine passée. Jamais, depuis 1967, un aussi grand nombre de personnes n'avaient été victimes de cette sanction, prononcée sans procès, sur seule décision de l'armée.

Le *Jerusalem Post* dénonce en outre vivement, dans un éditorial, l'autorisation accordée aux colons juifs des territoires d'ouvrir le feu sur les lanceurs de cocktails Molotov. « Quand les gardiens du Grand Israël, à peu près certains de l'impunité, se voient dotés de pouvoirs militaires, ce n'est pas à la

restauration de la loi et de l'ordre qu'il faut s'attendre mais à une véritable guerre entre juifs et Arabes » (dans les territoires), écrit le quotidien.

Par ailleurs, à Amman, où il participe à la dix-septième conférence ministérielle islamique, le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk al Charah, a indiqué que son pays était prêt à répondre au plan américain de paix au Proche-Orient par « une série de questions écrites », sans toutefois préciser quelle date. M. Charah a ajouté que Damas était « favorable à un dialogue avec les Etats-Unis, à condition qu'il soit utile ». Les autorités syriennes s'étaient auparavant montrées très critiques à l'encontre des propositions américaines, les rejetant même implicitement.

De son côté, le chef de la diplomatie égyptienne, M. Abdel Meguid, a déclaré que Le Caire n'« approuvait pas tous les points » du plan américain. Il a également fait état d'une coordination totale entre « l'Egypte, la Jordanie et les autres parties » sur les efforts de paix et les récentes propositions émanant de Washington.

L'acquisition par Ryad de missiles chinois

Washington craint que Jérusalem n'effectue un raid préventif contre l'Arabie saoudite

Les Etats-Unis se sont déclarés « inquiets » mercredi 23 mars, après les déclarations israéliennes évoquant la possibilité d'un raid préventif contre les missiles intermédiaires chinois que l'Arabie saoudite est en train d'acquies.

Dans une interview dimanche à la radio israélienne, M. Yosi Ben Aharon, un proche collaborateur du premier ministre, M. Itzhak Shamir, avait indiqué que « la possibilité existe » qu'Israël puisse attaquer les sites des missiles. « Nous avons la réputation de ne pas attendre qu'un danger potentiel devienne un danger réel », avait-il dit.

Le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, a indiqué mercredi que les Etats-Unis avaient « exprimé leur inquiétude concernant de telles déclarations ». « Nous ne croyons pas qu'elles soient utiles », a-t-il ajouté.

L'Egypte a, de son côté, menacé de riposter fermement à toute agression israélienne menée contre l'Arabie saoudite. « Toute agression contre l'Arabie saoudite sera considérée comme dirigée contre l'Egypte qui, le cas échéant, ripostera fermement », a affirmé une source responsable à l'agence égyptienne d'information MENA.

L'Egypte a obtenu des Etats-Unis d'être incluse dans la catégorie des fournisseurs privilégiés du Pentagone, aux côtés des pays de l'OTAN et de quelques autres alliés des Etats-Unis, dont Israël.

Un Mémoire d'accord (MOU) en ce sens a été signé mercredi après-midi au Pentagone par le secrétaire américain à la défense, M. Frank Carlucci, et le ministre égyptien de la défense, le maréchal Abdel-Halim Abou Ghazala, en visite officielle aux Etats-Unis.

Cet accord est semblable au MOU américano-israélien signé le 14 décembre 1987 par M. Carlucci et le ministre israélien de la défense, M. Itzhak Rabin. Le président égyptien Hosni Mubarak avait, lors de sa visite à Washington à la fin janvier, demandé que l'Egypte bénéficie des mêmes avantages. Ce statut permet aux deux pays d'être placés sur un pied d'égalité avec les pays de l'OTAN et autres alliés privilégiés comme l'Australie, qui peuvent répondre aux appels d'offres du Pentagone pour la fourniture d'armements ou de services, en compétition avec les firmes américaines. — (AFP.)

La guerre du Golfe

Les dirigeants iraniens menacent d'utiliser à leur tour l'arme chimique

Un haut responsable iranien a évoqué mercredi 23 mars la possibilité pour l'Iran de recourir à des armes chimiques contre l'Irak, mais a affirmé que la décision de Téhéran en ce sens dépendait de la capacité du Conseil de sécurité à empêcher Bagdad d'employer de telles armes. Le directeur du bureau iranien d'informations sur la guerre, M. Kamal Kharrazi, a dénoncé par ailleurs, le « silence mortel » du Conseil de sécurité des Nations unies et accusé ses membres d'être « impliqués » dans les attaques irakiennes à l'arme chimique. De son côté, le premier ministre iranien, M. Mir Hossein Mousavi, a estimé que l'« honneur » et le « prestige » des organisations internationales et des dirigeants politiques du monde dépendent désormais de la position qu'ils adopteront à l'égard du bombardement irakien de Halabja.

Ce n'est pas la première fois que les dirigeants iraniens évoquent la possibilité de recourir à l'arme chimique si l'Irak ne metait pas fin à ses attaques contre les troupes de Téhéran. M. Mir Hossein Mousavi démentait le 30 décembre dernier la production par l'Iran de telles armes, mais affirmait que son pays « est en mesure » d'en fabriquer et « ne le ferait que s'il était contraint ». L'Iran a toujours critiqué la position de l'ONU concernant l'emploi d'armes chimiques par l'Irak. Une déclaration adoptée par le Conseil de sécurité en mai 1987 condamnait l'emploi de telles armes dans le conflit sans toutefois établir explicitement la responsabilité de l'Irak.

Elle citait cependant un rapport d'experts soulignant la responsabilité de Bagdad. Téhéran avait critiqué ce texte, qui manquait, selon lui, de « toute dimension pratique ». Une précédente déclaration du Conseil en mars 1986 condamnait explicitement l'Irak avait été également jugée insuffisante par Téhéran, qui attendait une réaction dotée de « moyens de précision » sur Bagdad.

A Washington, le gouvernement américain a vigoureusement condamné mercredi l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak et la Maison Blanche a qualifié d'« horribles et dégoûtantes » les images des bombardements chimiques irakiens montrées la veille à la télévision

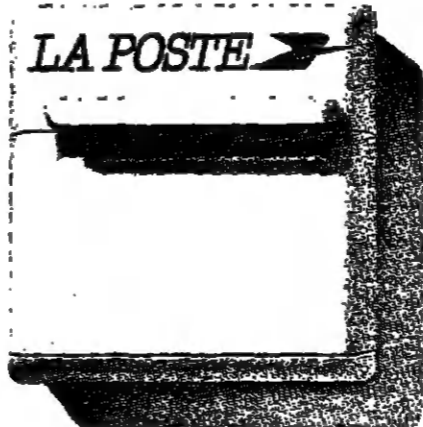
américaine. M. Redman, porte-parole du département d'Etat, a déclaré que l'affaire de Halabja, qui « semble le résultat de l'utilisation par l'Irak d'armes chimiques », constitue « une violation particulièrement grave » de la convention de Genève de 1925 sur la guerre chimique.

Il a par ailleurs fait état d'« indications » selon lesquelles l'Iran aurait également utilisé des munitions chimiques au cours des combats qui se sont déroulés au Kurdistan, sans donner de précisions sur l'origine de ces informations. Le quotidien britannique *l'Observer* avait récemment indiqué que l'Iran avait commencé à produire des îlots de missiles sol-sol à charge chimique à Damghan au nord de Téhéran.

A Genève, le Comité international de la Croix-Rouge a dénoncé fermement l'utilisation d'armes chimiques dans le conflit du Golfe, rappelant que l'emploi de telles armes était « condamnable en tout temps, que ce soit contre des militaires ou des civils » et était « absolument interdit par le droit international ». A ce propos, note notre correspondante à Genève, Isabelle Vichniac, « les milieux proches des Nations Unies s'étonnent de la mollesse des réactions de la communauté mondiale face aux massacres à l'arme chimique perpétrés par les Irakiens ».

● Manifestation à Paris. — La FIDH (Fédération internationale des droits de l'homme) et la Ligue pour la défense des droits de l'homme en Iran (LDDHI) appellent la population à manifester vendredi 25 mars à 18 heures devant le Palais de l'UNESCO, place Fontenay contre la poursuite de la guerre des villes et l'utilisation par l'Irak de l'arme chimique. Dans un communiqué rendu public à Paris, la LDDHI déplore l'absence de volonté de la communauté internationale à mettre fin à une guerre intarissable qui ravage l'Iran et l'Irak. « La seule constat qui s'impose, affirme-t-elle, est que les Etats comme la France et l'Union soviétique — et pas seulement eux — ne sont guère disposés à oublier leur intérêts stratégiques et matériels, et que les dirigeants iraniens et irakiens font il depuis longtemps de la vie de leurs citoyens ».

Le Ministère de la Poste et des Télécommunications remercie les Femmes et les Hommes de la Poste pour les résultats obtenus en 2 ans.



Ensemble, nous avons travaillé comme une véritable entreprise, plus dynamique. Ensemble, nous avons pu mener une politique de modernisation au bénéfice de nos clients :

- Informatisation de nos guichets.
- Mise en place d'une nouvelle signalétique.
- Développement de notre rôle de conseil.
- Modernisation de notre gamme de produits, qu'il s'agisse, par exemple, du courrier accéléré, du compte Odyssee pour les jeunes, ou de la vente de SICAV.

Cette politique, nous l'avons menée tout en mettant fin pour la première fois depuis 40 ans au déficit de la Poste et en maintenant le prix du timbre à 2,20F.

Le Monde

sur minitel

**ABONNEZ-VOUS
RÉABONNEZ-VOUS**

au Monde et à ses publications

3615 TAPÉZ LEMONDE puis ABO

مقاومة الاحتلال

Amériques

NICARAGUA : accord aux entretiens de Sapoa

Les sandinistes et la Contra décident un cessez-le-feu de soixante jours

Après plus de trois jours de discussions laborieuses, et contre toute attente, le gouvernement sandiniste et les rebelles de la Contra sont tombés d'accord, ce jeudi 24 mars. Un cessez-le-feu de soixante jours entrera en vigueur à partir du 1^{er} avril prochain. D'autre part, les deux parties se rencontreront à nouveau « au plus haut niveau », sans doute le 6 avril, pour poursuivre les négociations, cette fois, sur un cessez-le-feu définitif.

Le gouvernement du Nicaragua s'est par ailleurs engagé à respecter la liberté de la presse et à décréter une amnistie totale en faveur des rebelles incarcérés et des membres de l'ancienne garde somoziste détenus depuis le 19 juillet 1979, après la victoire de la révolution sandiniste. Trois mille prisonniers environ pourraient bénéficier de cette mesure.

L'accord a été conclu au terme de trois longues journées de négociations dans le petit bourg de Sapoa, dans l'extrême sud du Nicaragua. Il a été lu solennellement par le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains, M. Jose Baena Soares, venu en observateur, et en présence du président nicaraguayen Daniel Ortega, qui a participé personnellement à la mise au point des derniers détails.

M. Adolfo Calero, principal responsable de la résistance nicaraguayenne — organisation de la Contra — et chef de la délégation antisandiniste, a déclaré qu'il a signé l'accord « pour favoriser la réconciliation nationale et pour la paix ». Cela n'a pas empêché le président Reagan d'exhorter, une heure durant, la minorité républicaine de la Chambre des représentants à s'unir pour faire aboutir un nouveau projet d'aide « humanitaire » à la Contra, d'un montant de 48 millions de dollars. Un vote sur ce projet pourrait intervenir au Congrès dès la semaine prochaine.

Parallèlement, le Pentagone a annoncé que les trois mille deux cents soldats américains qui participent au Honduras aux manœuvres « Faisan doré », pourraient regagner les Etats-Unis dès lundi et mardi prochains. — (AFP, Reuters.)

cette nature seraient fournies sous le contrôle d'organismes neutres. Lorsque les rebelles seront regroupés dans les « enclaves » à définir, leurs représentants pourront participer au dialogue politique avec l'opposition interne. Masagua s'est enfin engagé à ce que toutes les personnes qui réintégreront la vie politique du pays pourront participer, à égalité de conditions, aux élections générales ou municipales, ainsi qu'à la désignation des représentants au futur Parlement centraméricain.

Création d'« enclaves »

Des délégations techniques de belligérants se réuniront à Sapoa le 28 mars prochain. Elles devront mettre au point la définition et les modalités de création des « enclaves » ou les guérilleros de la Contra sont appelés à se regrouper après la mise en application du cessez-le-feu.

A Washington, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a estimé que les résultats des pourparlers étaient « encourageants », mais il a souligné qu'il convenait de rester « prudent ». Cela n'a pas empêché le président Reagan d'exhorter, une heure durant, la minorité républicaine de la Chambre des représentants à s'unir pour faire aboutir un nouveau projet d'aide « humanitaire » à la Contra, d'un montant de 48 millions de dollars. Un vote sur ce projet pourrait intervenir au Congrès dès la semaine prochaine.

Parallèlement, le Pentagone a annoncé que les trois mille deux cents soldats américains qui participent au Honduras aux manœuvres « Faisan doré », pourraient regagner les Etats-Unis dès lundi et mardi prochains. — (AFP, Reuters.)

BRÉSIL : une décision de l'Assemblée constituante

Le président Sarney confirmé au pouvoir pour deux ans contre la volonté d'une majorité de l'opinion

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Le président Sarney a triomphé sur toute la ligne. Le système présidentiel a été maintenu et le mandat des chefs de l'Etat fixé à cinq ans. Coup sur coup, l'Assemblée constituante s'est prononcée sur les deux sujets qui traversonnent la vie politique depuis plus d'un an. Après avoir récusé le système parlementaire au profit du régime actuel (le Monde du 23 mars), elle a décidé implicitement que M. Sarney resterait au pouvoir encore pendant deux ans.

Sans doute n'a-t-elle défini, le mardi 22 mars, que le mandat des futurs présidents : celui de l'actuel chef de l'Etat ne sera débattu qu'à la fin des travaux de l'Assemblée, c'est-à-dire dans deux ou trois mois, mais nul ne doute qu'il sera soumis au sort commun. Ainsi, les Brésiliens se voient-ils trahis par leurs représentants, puisque tous les sondages montraient leur volonté — nettement majoritaire — de choisir un nouveau président cette année. M. Sarney battait tous les records d'impopularité.

Non seulement l'actuel chef de l'Etat gouvernera jusqu'en mars 1990, mais il ne perdra aucune de ses prérogatives : il ne sera pas obligé de nommer un premier ministre, alors qu'avec le régime parlementaire il y aurait été contraint. A cet égard, M. Ulysses Guimarães paraissait déjà un « premier » tout choisi. Président du parti majoritaire du PMDB (Parti du mouvement démocratique brésilien, de centre gauche) et de l'Assemblée constituante, il aurait été le seul capable de traverser une majorité de gouvernement. Aussi, la presse le



P. ANILHO

présente-t-elle comme le grand perdant du vote de mardi.

Son parti est également perdant. Il risque en effet d'éclater. L'un de ses dirigeants les plus connus, M. Fernando Henrique Cardoso, a annoncé qu'il ne tarderait pas à entrer en dissidence, entraînant avec lui la gauche du PMDB. Celle-ci souhaitait des « élections directes » cette année. Elle juge que M. Sarney n'a pas suffisamment montré son incompréhension et qu'il s'orientait de plus en plus à droite. On s'attend que les derniers progressistes du parti détenant des portefeuilles soient mis à l'écart lors d'un prochain remaniement ministériel.

M. Sarney n'aurait plus pour le second que des hommes à sa dévotion : beaucoup originaires, comme lui, du Nordeste, le « tiers-monde »



CHARLES VANHECKE

du Brésil. Beaucoup sont convaincus aussi de la nécessité d'un retour à l'orthodoxie économique et social après la mise sous le boisseau de la réforme agraire, l'échec de la politique de bras de fer avec les créanciers étrangers et la fin des illusions nées du plan Cruzado — tentative pour juguler l'inflation et augmenter le pouvoir d'achat par le blocage des prix.

« La voix des Urutis »

M. Sarney n'a pas lésiné sur les moyens pour obtenir de l'Assemblée constituante le mandat de cinq ans qu'il s'était déjà attribué lors d'une allocution télévisée l'an dernier. A plusieurs reprises, il a fait entendre ce que les Brésiliens appellent la « voix des Urutis », du nom des

blindés que l'armée sort désormais dans les rues à chaque menace de grève générale. Les chefs des forces armées ont déclaré l'un après l'autre que des élections n'étaient pas souhaitables cette année, qu'il y allait de l'ordre et de la tranquillité du pays, etc. Avertissements donnés avec la solennité nécessaire et qui ont fait trembler apparemment une bonne partie de la classe politique, celle qui ne brille ni par le courage ni par les convictions démocratiques.

L'autre moyen utilisé aurait été la corruption. Bien des voix auraient été achetées par le président et son équipe. Le principal quotidien de São Paulo, *A Folha*, a été particulièrement sévère dans son éditorial du mercredi 23 mars : « Peu importe apparemment la violence faite aux aspirations de la société et le fait que la population désire une élection présidentielle cette année, écrit le journal. L'acharnement du président à vouloir rester cinq ans à son poste n'a rien à voir avec le sens des responsabilités, la sagesse politique, l'intérêt du pays. Il répond seulement à son étroitesse de vues, à son manque de vision historique, à son incapacité à faire franchir au pays une nouvelle étape de son évolution démocratique ».

M. Sarney à la présidence encore deux ans, c'est la transition démocratique qui s'allonge d'autant. Commencée il y a quatre ans, avec l'arrivée du général Geisel au pouvoir, elle sera l'une des plus longues transitions de l'histoire contemporaine. Pour tirer ses pages courtes aux dernières décisions de la Constituante, la *Folha de São Paulo* a écrit : « Transition sans fin », ce qui exprime à coup sûr le sentiment général.

Diplomatie

Afghanistan : désaccord persistant entre M. Reagan et M. Gorbatchev

(Suite de la première page.)

Ce moratoire, tel que le proposent les Américains, entrerait en vigueur dès le début du retrait des troupes soviétiques. Il serait renouvelable et « exclurait pas la réaffirmation du droit des Américains et des Soviétiques à réapprovisionner » (les deux parties). En clair, il s'agirait là non d'un engagement pour l'avenir, mais d'une mesure temporaire destinée à préserver à peu près l'équilibre pendant la phase cruciale du retrait des troupes soviétiques.

Mais M. Chevardnadze a fermement repoussé cette idée : « L'Union soviétique a envers le gouvernement afghan des obligations fondées sur un traité, a-t-il déclaré. C'est une assistance légitime, nous n'allons pas réviser ce traité ». Le blocage semble donc total, ou, pour reprendre les mots de M. Shultz, « la situation reste ce qu'elle était ».

Les Américains répètent désormais, plus fermement encore qu'il y

a quelques mois, qu'ils continueront de soutenir les résistants afghans et que le problème n'est pas seulement celui du retrait des troupes soviétiques, mais de la possibilité pour les réfugiés de rentrer chez eux et de la formation d'un gouvernement conforme aux désirs des afghans.

« Notre proposition (de moratoire) reste sur la table », a ajouté M. Shultz, en indiquant explicitement que, si les Soviétiques n'en voulaient décidément pas, Washington « ne pourrait apposer, en tant que garant, sa signature au bas d'un accord à Genève ». C'est-à-dire que Moscou ne pourrait compter sur la coopération des Etats-Unis pour faciliter le retrait de ses troupes du pays.

D'autres problèmes régionaux ont été discutés, plus rapidement, mais également sans résultat. M. Shultz a exposé « en détail » sa conception d'une conférence internationale qui

permettrait de donner le coup d'envoi à des « négociations directes » entre Israël et ses voisins. Mais cette « difficile négociation » soumise à l'indépendance du secrétaire d'Etat, qui n'a toujours obtenu l'accord d'aucune des parties pour son plan de paix au Proche-Orient, mais ne se décide pas, officiellement du moins, à le passer par pertes et profits : « Personne ne semble prêt à monter dans notre train, mais tout le monde souhaite apparemment qu'il continue à rouler ».

Les discussions ont été tout aussi stériles sur l'Amérique centrale, si l'on en croit M. Shultz. Les Américains ont une fois de plus demandé aux Soviétiques de cesser de livrer des armes au Nicaragua. Ces derniers ont rétorqué qu'ils le feraient « à condition que les Etats-Unis mettent un terme à leurs relations de coopération militaire avec un nombre non spécifié de pays de notre hémisphère, ce qui ne me paraît pas une approche très fructueuse », a expliqué le secrétaire d'Etat : les Américains n'acceptent pas que l'URSS se place sur le même plan qu'eux dans l'hémisphère américain, où ils considèrent que Moscou n'a rien à faire.

d'autant moins renoncer que, selon lui, les Soviétiques eux-mêmes font en la matière de rapides progrès.

Lors du sommet de Washington, en décembre dernier, une « formule magique » avait été trouvée, qui, tout en laissant le problème entier, lui donnait une solution purement verbale : les deux superpuissances devraient s'engager « à respecter le traité ABM tout en poursuivant les recherches, le développement et les expérimentations nécessaires (as required) qui sont autorisés par ce même traité ». « Nécessaires », selon les Américains, signifiait nécessaires à la poursuite du programme IDS, mais les Soviétiques ont vite fait savoir qu'ils ne l'entendaient pas de cette oreille.

Selon M. Shultz, les deux parties sont à présent conscientes que cette « ambiguïté » ne peut pas être maintenue : on va donc tenter de la lever, a expliqué le secrétaire d'Etat, en s'attachant à élaborer un projet de texte commun qui développerait la formulation adoptée au sommet de décembre. Faire jaillir la lumière

d'une obscurité volontairement maintenue : l'entreprise s'annonce redoutable.

Quelques progrès ont aussi été réalisés — à Genève, avant même la venue de M. Chevardnadze à Washington — dans la mise au point de trois textes concernant les procédures de vérification : mais il s'agit de textes comprenant de très nombreux blancs, qui signalaient les endroits où un accord reste à trouver.

Paradoxalement, c'est sur la question, naguère si difficile à aborder, des droits de l'homme, que les deux parties ont le plus clairement affiché une certaine satisfaction. M. Shultz a pris acte des progrès réalisés en matière d'émigration pour les Soviétiques de souche allemande ou arménienne, mais il a fait remarquer que le nombre de juifs autorisés à quitter l'URSS restait insuffisant. Il s'est aussi étonné qu'il soit encore nécessaire d'évoquer des problèmes comme les mariages mixtes ou la libération des « prisonniers de conscience », qui selon lui devraient être réglés depuis longtemps.

M. Chevardnadze de son côté s'est inquiété du sort des mineurs condamnés à mort aux Etats-Unis et des manifestations de racisme : les Soviétiques acceptent désormais d'être systématiquement interrogés sur les droits de l'homme, mais à condition de ne pas se trouver seuls en position d'accusés. Un « groupe spécial » d'experts des deux pays va d'ailleurs poursuivre ces jours-ci les entretiens sur les droits de l'homme.

Faute de mieux, Soviétiques et Américains sont au moins d'accord sur un point : on peut parler, de tout, et de plus en plus souvent. Infatigables l'un et l'autre, MM. Shultz et Chevardnadze sont les premiers à donner l'exemple.

● Succès militaires soviétiques. — Les troupes soviéto-afghanes ont réussi à entrer dans la ville d'Urgun (est de l'Afghanistan) assiégées depuis trois ans par des moudjahidines afghans, a rapporté, mercredi 23 mars, l'agence Afghan Islamic Press (AIP), proche de la résistance. — (AFP.)

La démocratie, luxe ou nécessité pour les pays en développement ?

DEMOCRATIE ET DEVELOPPEMENT

Séminaire organisé par la **FONDATION LIBERTE SANS FRONTIERES**

Tous les mercredis de 18h à 20h30

Du 20 avril au 15 juin 1988

Animé par :

Rony BRAUMAN	Yves CHEVRIER
Jean ESMEIN	Jacques GIRI
Guy HERMET	Olivier ROY
Paul THIBAUD	Alain TOURAINE

Prix individuel: 600F Prix entreprise: 4500F (Agréé formation permanente)

Renseignements : Fondation Liberté Sans Frontières, 68, bd Saint-Marcel, 75005 PARIS. Tél.: (1) 45.35.65.56.

La négociation START : encore « beaucoup de travail »

Naturellement, une partie considérable des entretiens (et des travaux menés parallèlement par les groupes de travail) a été consacrée aux négociations sur la limitation des armements stratégiques. Mercredi en milieu de journée, M. Chevardnadze semblait vouloir croire que le traité START pourrait être prêt pour le sommet de Moscou. Mais dans la soirée, lui-même et M. Shultz sont restés plus que prudents. « Beaucoup de travail reste à faire », a déclaré le ministre soviétique, tandis que le secrétaire d'Etat reconnaissait qu'aucune percée n'avait été réalisée.

On a tout de même, apparemment, progressé un peu, sinon sur le fond, du moins sur la méthode à suivre. Ainsi, la question du respect (et de l'interprétation) du traité de 1972 sur les défenses antibalistiques (ABM) devra faire l'objet d'un accord particulier, distinct du traité START proprement dit, étant entendu que les deux questions restent liées et que les deux accords devront en fait être signés en même temps.

Le désaccord sur l'interprétation du traité ABM recouvre en fait toute la querelle sur l'initiative de défense stratégique, que les Soviétiques remettent régulièrement sur le tapis, et à laquelle M. Reagan veut

Afrique

ETHIOPIE

Les rebelles érythréens affirment avoir remporté une victoire majeure

Le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE), principal mouvement indépendantiste de cette province, affirme avoir remporté une victoire majeure à la fin de la semaine dernière en « occupant » la ville d'Asfabet sur les plateaux et en infligeant à l'armée gouvernementale des pertes qu'il évalue à 15 000 hommes, sur les 20 000 présents dans la région.

Engagé aux côtés du président Mengistu, l'URSS a confirmé que trois de ses « conseillers militaires » en Erythrée avaient été faits prisonniers à Asfabet et qu'un quatrième avait disparu. Pour la première fois, Moscou se trouve dans la position inconfortable de devoir reconnaître la capture des siens par un mouvement de libération qui se réclame lui aussi du marxisme.

C'est en 1970 que le FPLE, composé d'éléments chrétiens et « progressistes », commença à concurrencer, puis à supplanter sur le terrain, le Front de libération de l'Erythrée (FLE) pro-arabe et anticomuniste. Soutenu par le bloc communiste, il fut initié aux techniques de la guérilla par des Nord-Vietnamiens et des Allemands de l'Est.

Ancien ministre de M. Giécard d'Estain, M. Jean-François Deniau s'est intéressé au FPLE, dont il a suivi les combats sur le terrain, pour écrire *Deux Heures après minuit*, reportage sur les maquis d'Afrique et d'Asie. A la lumière de son expérience, il estime, nous a-t-il dit, que, sans aide évidente du FPLE, l'URSS se sert indirectement de lui dans la mesure où la nécessité de faire front contre les indépendantistes accroît la dépendance de M. Mengistu à son égard.

Selon les constatations de M. Deniau, les militaires soviétiques évitent soigneusement de prendre des risques personnels lors des opérations de l'avant-garde. Si trois d'entre eux ont été capturés, ce serait en raison de l'effet de surprise créé par les assaillants et surtout à cause du manque de combativité des Ethiopiens. M. Deniau nous assure que le FPLE ne peut avoir remporté une victoire de cette ampleur, avec les faibles moyens dont il dispose, sans une sorte de trahison parmi les grades de la garnison gouvernementale.

La raison de cette trahison serait une purge intervenue le mois dernier sur ordre du président Mengistu. Le général commandant le secteur de Netika, le point chaud de l'Erythrée, dans le nord du pays, aurait été fusillé le 15 février pour avoir déclaré que la guerre contre les indépendantistes ne serait jamais gagnée. D'autres grades de haut rang furent révoqués, et on se demanda s'il n'y a pas eu un complot contre M. Mengistu.

J. G.

سكوا من الأصل

Amériques

PARAGUAY : malgré la lassitude de la population devant la dictature

Après Stroessner, un autre Stroessner ?

Réélu, en février, président du Paraguay pour cinq ans, le général Stroessner ne se précipite pas à démissionner. Après plus de trente-trois ans de dictature, la lassitude de la population est de plus en plus évidente.

ASUNCION de notre envoyé spécial

Après Stroessner, un autre Stroessner ? En ce cas, ministre prophète, du moins pour les Paraguayens de moins en moins rieurs qui voudraient changer d'air. L'homme qui a jeté ce cri est un militant du Parti colorado, le parti officiel. Visage apocryphe, fardé, écarlate autour du cou, il est ce qu'on appelle ici un *hurrero*, un spécialiste des *hurras* lancés en l'honneur du général-président qui siège à la tribune officielle.

Juste avant les élections du 14 février dernier, qui ont reconduit pour cinq ans le général Stroessner à son poste après un simulacre de scrutin, les *colorados* avaient fait mine de terminer leur campagne par un meeting dans la capitale. Cérémonie exemplaire et significative. Le rouge est la couleur du parti. Rouges sont les banderoles et rouge l'énorme foulard - style gardien de troupeau - que le président Stroessner, comme tous ses *coreligionnaires*, arbore en cette occasion.

Les *hurreros* se succèdent, mêlant espagnol et guarani. L'un, particulièrement zélé, appelle Stroessner « l'anti-communiste mondial numéro un ». Le président sur son siège ne bronche pas. Les yeux bridés par l'âge, le visage compassé, il ne sort de son impassibilité que pour s'esclaffer en compagnie du ministre de l'Intérieur, Sabino Montanaro, qui, le reste du temps, a toujours l'air furibard.

Et puis voici : « Après Stroessner, un autre Stroessner ? ». A en croire l'opposition, il ne s'agit pas d'un *hurrero* improvisé. « Chaque fois que le régime a pris un tournant, il l'a d'abord fait clatrouner par la base », explique M. José-Félix Estigarribia, l'un des dirigeants du parti radical authentique. « On nourrit, depuis des mois, cette suspicion : Stroessner veut laisser sa succession à son fils aîné, Gustavo, lieutenant-colonel de l'armée de l'air. Pour y parvenir, il suit sa tactique habituelle : de même qu'il est depuis

plus de trente ans candidat à la réélection, « à la demande » de son parti, son fils lui succédera pour répondre « à une exigence populaire ».

Rien ne dit pourtant qu'une telle opération pourrait réussir. Le « stroessnisme », à son crépuscule, n'est plus ce qu'il était. Il ne réunit plus les foules mais des « cliques » qui s'effiloient au fil des ans. Le jour du meeting de clôture, il n'y avait guère plus de quarante mille personnes pour lancer ou applaudir le *hurrero* malgré la mobilisation générale des fonctionnaires, tous *colorados* par obligation.

« Tous des voleurs »

Dans la rue, les propos sont souvent contestataires. On parle de la « farce » électorale, du vieux président « qui se répète », des officiels en Mercedes qui sont « tous des voleurs ». Propos inimaginables il y a dix ans, quand la grande majorité des Paraguayens paraissent terrifiés ou subjugués par le général.

Sur la place des Héros, au cœur d'Asuncion, Domingo Laino manifeste avec une poignée d'opposants. Monté sur un mur, le chef du Parti radical authentique harangue ses camarades, profitant de la présence de journalistes étrangers à la veille des élections. De loin, les gens le reconnaissent, l'applaudissent. Avec son visage peigné aux traits légèrement mésestés, il est devenu la principale figure de l'opposition depuis son retour d'exil il y a moins d'un an. Il a le contact avec le peuple, dit-on, de même qu'avec les intellectuels qu'il séduit par son « parler vrai ». Quand la police intervient, matraque à la main, les passants protestent et applaudissent ceux qui continuent à crier sous les coups « *A har le tyran!* ».

Les Radicaux authentiques sont l'un des nombreux « groupes irréguliers » pourchassés par le régime. Il y a huit ans, ils ont signé avec les autres opposants un accord national dont le principal résultat, au dire de Laino, a été « d'apprendre aux uns et aux autres à se connaître car, auparavant, ils s'ignoraient ». Divisée, l'opposition compense ce défaut par un activisme redoublé. Le système répond à sa façon, à la fois « sélective et intelligente » de l'avoué général. Les uns après les autres, les « irréguliers » sont arrêtés, puis relâchés après un court séjour en prison. Pas de tortures, ni de dispari-

tions, qui appartiennent à une autre époque. La manière forte n'est pas dédaignée pour autant. Elle est laissée à « l'initiative de commandos colorados qui défendent, gourdins à la main, la « paix » et les « institutions ».

L'opposition existe malgré tout. Depuis le mois d'août, en effet, le Parti colorado a éclaté. Les « militants » ont chassé les « traditionnalistes » et pris les postes de direction. En langage décodé, les inconditionnels du général ont pris la place de ceux qui ne l'étaient pas. A un octogénaire respecté, Ruan Ramon Chaves, a succédé, à la tête du « coloradisme éternel », ce « godillot entre les godillots » Sabino Montanaro. L'opération a été menée de main de maître avec les méthodes habituelles - fraude et intimidation.

Pour l'opposition, c'est là pain bénit. « Les traditionalistes étaient majoritaires. Le régime a donc perdu sa base de soutien politique », explique Gonzalez Casabianca, chef d'une vieille dissidence du coloradisme, le MOPOCO (Mouvement populaire colorado). Et de spéculer sur ces colorados

marginalisés qui pourraient être récupérés pour la bonne cause et avec qui les « irréguliers » pourraient signer un pacte pour l'ouverture politique et la démocratie.

« Professionalisme »

Aldo Zucoillo, directeur d'ABC Color, quotidien fermé il y a quatre ans par les autorités, n'est pas aussi optimiste. Il pense que les « colorados » expurgés reviendront les uns après les autres manger dans la main qui les a frappés. « Stroessner est très habile, très compétent. Il connaît bien ses gens. Son projet, c'est de laisser la classe militaire au pouvoir. Un autre général viendra après lui pour perpétuer un système qui fabrique des millionnaires et qui, grâce à la corruption, bénéficie de complicités dans les pays voisins ».

Les intérêts stratégiques du principal voisin, le Brésil, expliquent plus que la corruption l'appui apporté à Stroessner. C'est cet appui qui rend aléatoires, selon Aldo Zucoillo, les pressions américaines en faveur de la démocratisation du Paraguay. Les Etats-Unis sont loin en effet et ils ne

sont pas le principal partenaire commercial.

« J'ai toujours pensé que leurs intérêts étaient contraires aux nôtres », dit Francisco Vargas, l'un des responsables du Comité des Eglises, organisation humanitaire. Mais je suis obligé de reconnaître que, chaque fois qu'il y a un prisonnier politique, le seul gouvernement qui intervient, c'est celui des Etats-Unis. Depuis plusieurs années, les Américains ont cessé toute aide économique. On ne peut pas en dire autant de la France. Quand il y avait encore un gouvernement socialiste à Paris, la France a accordé des crédits pour des opérations scandaleuses comme la construction d'un hôpital qui coûtera cinq fois plus cher qu'il ne devrait ».

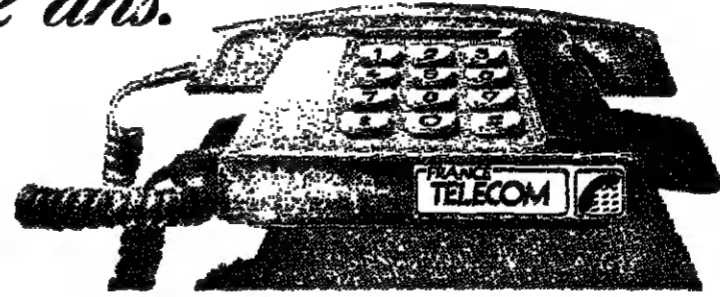
Francisco Vargas admet, lui aussi, que Stroessner est un dictateur compétent : « En tout cas davantage que l'Eglise et le pape, dit-il. Le pape doit venir ici en mai. L'Eglise avait prévu qu'il visiterait, entre autres villes, Concepcion, dans le nord. Mais Stroessner a refusé en alléguant des raisons techniques. A ses yeux, le Nord n'est

sans doute pas montrable car c'est une région pauvre et un fief de l'opposition. L'Eglise s'est laissé convaincre et le Vatican aussi. C'est pourquoi je dis que Stroessner est plus fort que les deux réunis ».

Devant tant de brevets accordés au « professionalisme » du général-président, on se demande si l'opposition peut tellement se réjouir de l'éclatement du parti officiel et spéculer sur le nombre de « colorados » qu'elle pourrait récupérer. Stroessner a sans doute pris dans cette affaire un risque calculé. Après une ouverture en trompe l'œil qui lui a servi à récupérer dans son parti ceux qui avaient des velléités d'indépendance, il a fait la grande purge « et s'est doté d'un parti tout neuf, kilomètre zéro », dit Aldo Zucoillo. Dans quel but ? Pour préparer sa succession comme il l'entend. « Ceux qui ont été expulsés étaient favorables à Stroessner mais pas à la continuité de la dynastie, explique José-Félix Estigarribia. Ils pensaient que c'était au parti, après la mort du chef, à prendre la relève. » Mais le chef est toujours vivant. Et il en a décidé autrement.

CHARLES VANHECKE.

Le Ministère de la Poste et des Télécommunications remercie les Femmes et les Hommes de France Télécom pour les résultats obtenus en 2 ans.



- Pour la première fois dans l'histoire du téléphone, le tarif des communications a baissé. Ensemble, nous avons pu entreprendre une politique de vérité des prix :
- Réduction de 16% du prix des communications téléphoniques (davantage encore pour l'interurbain, -20%) ce qui rapproche les Français.
 - Réajustement du coût des communications locales de longue durée pour une tarification plus juste.
 - Récupération de la TVA par les entreprises pour améliorer leur compétitivité.
 - Baisse successive de la tarification internationale, en particulier vers les Etats-Unis.
- Cette politique que nous avons entreprise ensemble depuis 2 ans, porte déjà ses fruits.

Demain à "Apostrophes"

BLEUSTEIN BLANCHET

Mémoires d'un lion



« La success story de Marcel Bleustein-Blanchet, ce n'est pas la simple histoire d'un fils de pub comme il en fleurit des douzaines. C'est un peu l'histoire vécue de l'Hexagone depuis les années 20, par un homme d'affaires qui est aussi un honnête homme. » JEAN BAUMIER "LE NOUVEL OBSERVATEUR"

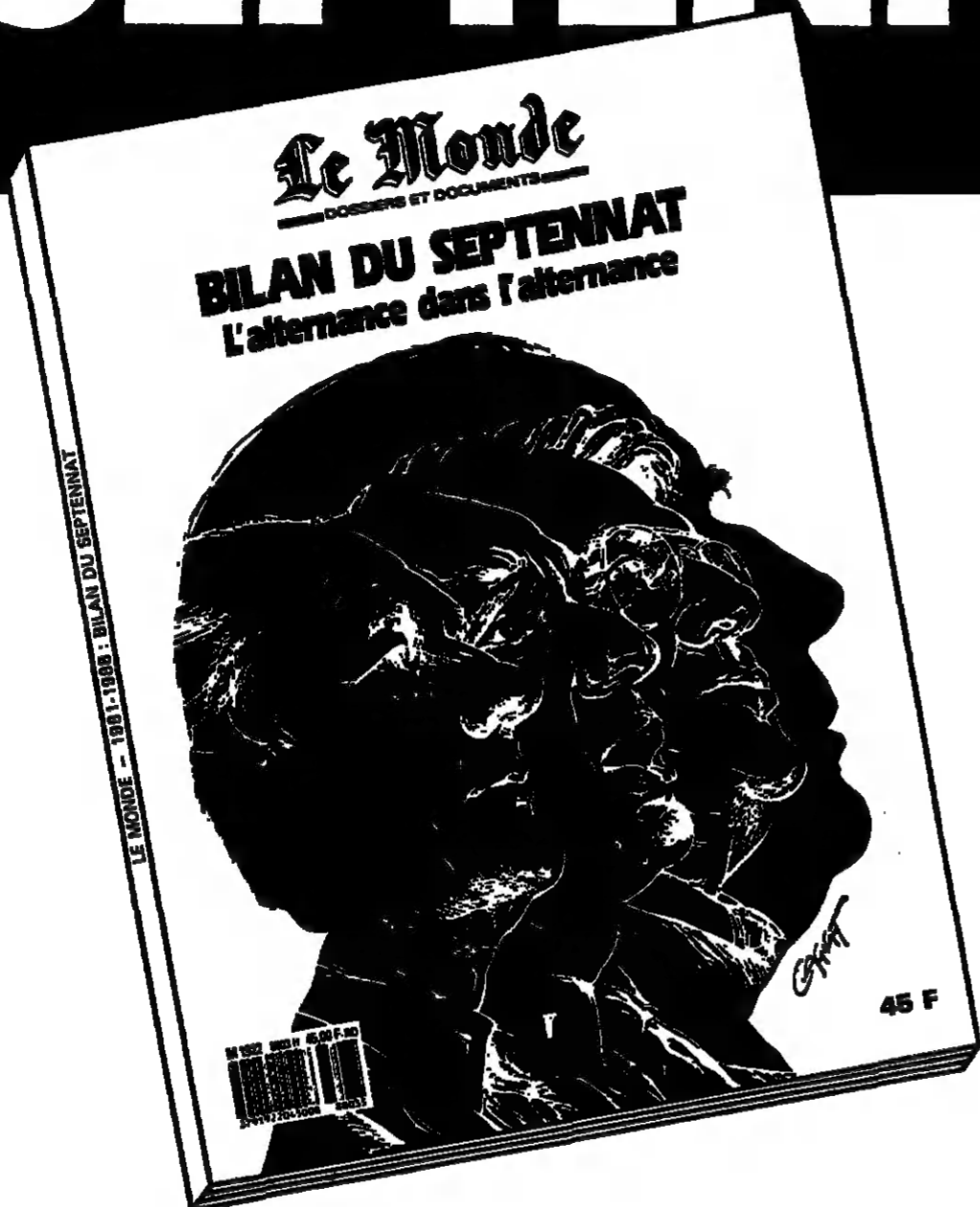
« Son entreprise a soixante ans. Lui, quatre-vingts. Sa plume, vingt. » PHILIPPE DUFAY "LE FIGARO MAGAZINE"

PERRIN

مكتبة الامم المتحدة

LE BILAN DU SEPTENNAT

**7 ANNÉES
QUI
ONT
MARQUÉ
LA
FRANCE**



La V^e République à l'épreuve de l'alternance et de la cohabitation.

La révision des valeurs idéologiques face aux réalités économiques.

La crise de régime évitée.

Un paysage politique profondément renouvelé.

Le septennat qui s'achève aura été une expérience-clé pour la société française.

LE MONDE RETRACE L'HISTOIRE DE CES SEPT ANNÉES RICHES EN REBONDISSEMENTS

● **Les règles du jeu et les acteurs :**
Le rôle récent du président. Les variations sur les lois électorales. La nouvelle place du Conseil constitutionnel. Trois gouvernements pour trois politiques. La valse des grands commis de l'Etat. Le reclassement des partis.

● **Ruptures et continuité**
La peine de mort supprimée. Le paysage audiovisuel bouleversé. La semaine de trente-neuf heures. Les nationalisations et les privatisations. Le code de la nationalité. Toutes les réformes faites, défaites, acceptées ou avortées au gré des alternances.

- La chronologie des événements.
- Le portrait des principaux protagonistes.
- L'annuaire du pouvoir.
- Les textes-clés et les chiffres.
- Huit pages de cartes en couleurs.
- Toutes les données de référence sur le septennat.

ÉDITÉ PAR

Le Monde

156 PAGES - 45 F
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX

LE BILAN DU SEPTENNAT

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

.....

CODE POSTAL.....LOCALITÉ

Nombre d'exemplaires..... X 45 F (frais d'expédition inclus)

Commande à faire parvenir avec votre règlement à :



Le Monde Service des ventes au numéro
7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

LM 2

سكوا من الأصل

La campagne pour l'élection présidentielle



DÉLÉGUÉ national du RPR à la jeunesse, M. Eric Raoult, député de Seine-Saint-Denis, est mal taillé pour faire un chef d'orchestre d'ensemble. Un borgne l'aurait reconnu, à demi dissimulé derrière un pilier de la Grande Halle de La Villette, au Salon de l'étudiant, lorsque, le mercredi 23 mars, quelques dizaines de jeunes gens ont accueilli le président-candidat aux cris de « Mitterrand, à l'Élysée ! Mitterrand fous le camp ! ». D'autant que ces contestataires, aussi pugnaces que l'avait été, la veille au soir, le chef de l'État en annonçant sa candidature à la télévision, balançaient par-dessus la tête du président de la République des fiolées d'autocollants à la gloire de Jacques Chirac.

s'écroulaient structures de stands et rampes d'éclairage. « Enfin ! » s'exclama-t-il en s'essayant à la stabilité dans les 50 centimètres carrés d'espace que lui préservait un dernier quateron de Toulouse offert au président de la République une écharpe assortie à son chapeau de candidat. Des chiraquiens vaincus par jet de l'éponge. M. Mitterrand remarqua : « Ils sont plus jeunes que moi, mais je suis plus résistant qu'eux. » Puis il s'en alla déjeuner avec des enseignants et — il l'avait exigé in extremis — des étudiants car « quand on visite une caserne et que l'on ne rencontre que des officiers, on vous dit toujours que la soupe est bonne ».

L'éducation tient lieu de potage. M. Alain Duquet serait-il ministre dans un gouvernement nommé par M. Mitterrand ? C'est un homme cultivé, humaniste, certes, répondit le président-candidat ; mais il reste le symbole d'une politique universitaire qui n'est pas la sienne. Confier au premier ministre le portefeuille de l'éducation nationale, conformément au rêve de M. Michel Rocard ? M. Mitterrand n'y est guère favorable, mais il veut faire de l'éducation l'un des premiers ministères.

Le dessert fut politique ! Plus disert, M. Mitterrand livra une explication de texte sur son intervention de la veille au soir à Antenne 2. Aurost-il été trop agressif ? Non, vraiment il ne le pense pas. Sans doute un peu sec au début, mais l'ambiance était tendue dans le studio. Il a dit « ce qu'il pense », brutalement interrompu, mais il y a des choses qui doivent être dites clairement ». M. Mitterrand déclara ensuite un cours magistral sur la défense, la dissuasion nucléaire, les négociations de désarmement et la responsabilité de sa fonction en la matière. Il ne souhaite pas transmettre pareille chose à n'importe qui. A droite, quelques-uns sont capables de l'assumer. « Il y en a », mais, à d'autres ses interlocuteurs ont tous compris qu'il parlait de M. Chirac — il ne « confierait jamais la bombe ». A gauche aussi, il « se méfierait » de certains. Il n'a pas dit de qui.

M. Mitterrand s'est ensuite rendu au Palais de la découverte dont on célèbre le cinquantième anniversaire. M. Maurice Schumann, sénateur RPR lui réserva un accueil fort civil et républicain. Le président-candidat s'intéressa aux pendules couplées et demanda aux petits enfants qui passaient par là comment fonctionnait cet étrange appareil. Il completa également ses connaissances sur les turpitudes des charaçons, le bonheur des papillons — « parfum : sex-appeal », indique l'exposition — et enfin sur « qui fait quoi chez les fourmis ». Puis il parla de la science, de la recherche et du savoir, cette forme de partage du pouvoir.

La première journée du candidat Mitterrand « Enfin ! »

« Enfin ! comme quoi l'un qui se relève à l'instant d'une indigestion de brochet consentue. M. Chirac aurait ajouté : « C'est pas bien de dire ça. » En deuxième mi-temps, la première ligne de l'UNEF-ID manifesta que, bien échauffée, elle est redoutable. Le camp adverse, épuisé, se sentant probablement un petit creux à l'estomac, quitta le terrain. L'Institut national polytechnique

Les réactions aux déclarations du chef de l'Etat

M. Barre : pas de censure automatique d'un gouvernement désigné par M. Mitterrand

S'exprimant le jeudi 24 mars sur Europe 1, M. Raymond Barre a pour la première fois indiqué quelle serait son attitude en cas de réélection de M. François Mitterrand et de nomination, comme l'a indiqué le chef de l'Etat, d'un nouveau chef de gouvernement dans les vingt-quatre heures. Question : « Censurez-vous le gouvernement ? » Réponse de l'ancien premier ministre : « Pourquoi ? Moi, je demande à voir. Le président de la République est élu. C'est donc à lui de la confiance des Français. A partir de ce moment-là, la donne est tout à fait nouvelle, c'est à lui de décider ce qu'il veut faire. Moi, je suis un citoyen et j'agis en conséquence. S'il nomme un premier ministre qui vient me proposer de nationaliser de nouveaux les entreprises en France, je vous garantis que je vais le censurer tout de suite. » Question : « Sinon, vous le laissez vivre un peu ? » Réponse : « Oh, oui, encore un instant, monsieur le bourgeois ! » Cette précision apportée, M. Barre a estimé qu'il se trouvait, sciemment, dans une situation confortable. Il ne craint pas de se retrouver tout nu. « Si d'autres candidats, dit-il, croient que ce que je dis n'est pas mal et qu'ils l'utilisent, pourquoi voulez-vous que je m'en formalise ! »

M. Chirac : il représente en réalité le passé

M. Jacques Chirac, interrogé lors du journal de 20 heures de TF 1, mercredi 23 mars sur les termes (« bandes », « factions », « clans ») employés par M. Mitterrand, la veille, a répondu : « Je ne me suis pas senti visé. Je ne reprendrais pas ces termes car je pense qu'ils ont dû dépasser la pensée de François Mitterrand. Ce ne sont pas des mots que l'on emploie dans la démocratie et on respecte ceux qui ne partagent pas votre sentiment. Je ne me suis pas senti visé par le mot de clans. Dans l'histoire contemporaine française, le seul moment où j'ai eu l'impression que la France était aux mains d'un clan, c'était au moment du congrès de Valence du PS. » A propos de la mise en accusation de « l'Etat-RPR », il a déclaré : « C'est une campagne qui est lancée par le PS. C'est un processus classique, pour masquer ce que fut, pendant des années, la manœuvre du PS sur tous les rangs de l'Etat. Nous n'avons pas du tout cette conception des affaires et cette campagne n'a pour objet que de masquer ce qui a été la réalité hier et ce qui pourrait être demain la réalité si le PS reprend le pouvoir. C'est à dire la manipulation sur l'ensemble des chaînes de l'Etat. C'est dans leur nature : ils s'assimilent à l'Etat. » M. Chirac a poursuivi : « Si M. Mitterrand s'imagine qu'il va par je ne sais quelle stratégie, récupérer son parti, la majorité, alors, il ne trouve pas de mots. » « Il n'a aucune chance. En revanche, je suis frappé par le caractère extraordinairement agressif à l'égard d'une partie des Français, celle qui n'est pas socialiste, de sa déclaration. Je n'ai pas, jusqu'à présent, le sentiment que la France soit, à deux doigts de la guerre civile, comme il le fait entendre. Ce n'est pas bien de faire des choses comme ça. Parce que ça peut provoquer des tensions, des réactions. On ne joue pas avec cela. Je crois qu'il a eu tort. Il y a, dans ce comportement, comme une espèce de sentiment de revanche de revanche. » M. Chirac a ajouté : « Nous avons deux approches, deux conceptions tout à fait différentes des choses. Je crois que M. Mitterrand représente en réalité le passé, c'est-à-dire une doctrine qui n'est pas la nôtre. L'histoire nous a prouvé que le pragmatisme nécessaire, de nous adapter à ce qui est le monde de demain. Le monde de demain ne devra pas être paralysé, étatisé. La dignité de l'homme ne pourra se satisfaire de l'assistance généralisée. C'est autre chose. C'est un monde de solidarité, de générosité, de dynamisme. C'est un monde jeune. Et vous ne pouvez pas demander à un vieux parti de concevoir un monde jeune. » « Je dis un vieux parti, non pas par référence à l'âge de ceux qui le représentent, mais par référence à l'ancienneté de sa doctrine, au caractère inadapte de sa doctrine. » Il a ainsi conclu : « Je ne sais pas ce que fera M. Mitterrand à partir du moment où il est candidat. Ce que je peux dire, c'est que, moi, je gouvernerai, si je suis élu, jusqu'au terme du mandat de mon gouvernement. Et il ne faut pas s'attendre, de ma part, à la moindre faiblesse dans ce domaine. Je garderai l'Etat et, s'il n'en reste qu'un, je serai celui-là. »

M. Jospin : il n'a pas dramatisé

Le bureau exécutif du PS, réuni le mercredi 23 mars, a accueilli « avec joie », selon les termes d'un communiqué, la décision du président de la République de se représenter. Le bureau exécutif « unanime » invite les socialistes à « s'engager massivement » derrière M. François Mitterrand afin qu'il exprime « l'état qui le conduit, grâce au rassemblement d'une large majorité de Françaises et de Français », à la victoire au second tour de l'élection présidentielle.

Pas de négociations d'Etat à Etat en cas de prises d'otages

S'adressant à l'Association de la presse diplomatique française, M. Raymond Barre s'est prononcé, le mercredi 23 mars, contre le principe de « négociations d'Etat à Etat » dans le cas de prises d'otages et a estimé, à propos du soutien éventuel à apporter à M. Mikhaïl Gorbatchev dans ses tentatives de réformes en Union soviétique, que « personne n'a intérêt, sur le continent européen, à ce que des difficultés assaillent une grande puissance du continent ». Voici les principales options de politique étrangère définies par le candidat à la présidence de la République au cours de ce déjeuner de presse : « Europe : la progression de l'Europe doit se manifester dans trois domaines essentiels, à savoir la création d'un grand marché unique intérieur, le renforcement du système monétaire européen et le développement de la coopération technologique. M. Barre a aussi estimé qu'il ne serait pas possible d'ignorer les pays non communistes de l'Europe occidentale - Autriche, Suisse, Scandinavie. [...] Je veux dessiner l'espace économique qui

Les « propos tonitruants » de M. Mitterrand n'ont pas convaincu M. Lajoinie

M. André Lajoinie a de la suite dans les idées. « La vérité fut toujours par se frayer son chemin », écrit le candidat du PCF à l'élection présidentielle sur le livre d'or de « L'heure de vérité », en octobre dernier. Invité de la même émission d'Antenne 2, le mercredi 23 mars, le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale a estimé, cette fois, que « la vérité commence à se frayer son chemin ». Dans un mois, au soir du premier tour, le seul qui intéresse présentement les dirigeants communistes, « la vérité » défendue avec une honnête abnégation par M. Lajoinie sera mesurée en nombre d'électeurs qui l'auront entendue et faite leur. Le verdict des urnes ne semble pas trop inquiéter « le seul candidat désigné démocratiquement » puisque M. Lajoinie situe, actuellement, le niveau d'influence du PCF entre 14 et 15 % des suffrages sur le plan national. Les sondages, dont la Place du Colonel-Fabien ne pense pas grand-chose, lui donnent une place plus modeste. Et l'amélioration est très lente. De la réceptivité à leurs propositions politiques et de leur crédibilité dans la société, M. Lajoinie et les responsables communistes présents sur le plateau ont pu avoir, pourtant, un aperçu à travers les sondages de la SOFRES commentés en fin d'émission. Victime de ce censurisme d'une supposée déformation de ses propos, le candidat communiste a constaté qu'un quart des personnes interrogées l'ont trouvé « convain-

« Factions » et non « factieux »

M. Jospin a affirmé que le PS ne sera pas « mis en veilleuse » pendant la campagne et s'est employé à justifier les inquiétudes de M. Mitterrand sur la « paix sociale » et la « paix civile » en France, en déclarant : « Quand vous pensez à ce que M. Chirac et ses amis [...] font subir à leurs alliés, réfléchissez à ce qu'ils peuvent être tentés de faire à ceux qui ne le sont pas. » Toutefois, M. Jospin a soutenu qu'en évitant de façon transparente le RPR à propos de « factions », M. Mitterrand n'a pas voulu traiter M. Chirac de « factieux » (1), mot qu'il n'a pas employé. « Une faction, c'est une chose : un factieux, c'en est une autre », a ajouté M. Jospin (1). « Vous avez l'air d'oublier [...] a continué le député de Haute-Garonne, qu'avant que finalement M. Chirac ne change d'avis, M. François Mitterrand a proposé d'utiliser la crise étudiante. [...] Ma thèse, c'est que si François Mitterrand n'avait pas été présent à la tête de l'Etat, n'avait pas dit ce qu'il a dit à Chirac, si nous ne nous étions pas nous-mêmes exprimés comme nous l'avons fait, peut-être aussi si des élections n'avaient pas été aussi proches, je pense que certains avaient la tentation d'utiliser la violence [...] contre le mouvement étudiant pour créer une crise politique. [...] Moi, je n'ai pas entendu de dramatisation hier soir (lors de la déclaration de M. Mitterrand). [...] Enfin, pourquoi le président de la République, dans sa responsabilité, ne ferait-il pas allusion tout haut à toute une série de choses que beaucoup de gens disent tout bas, y compris dans la majorité [...] ? Pour M. Jospin, si M. Barre disait tout haut ce qu'il dit tout bas de M. Chirac, ce serait un élément important de « clarification » de la vie politique française. J.-L. A.

Devant la presse diplomatique

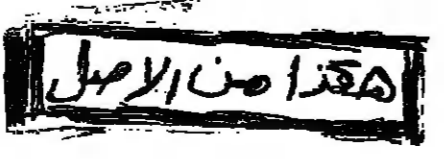
Devant la presse diplomatique, M. Raymond Barre a estimé qu'il se trouvait, sciemment, dans une situation confortable. Il ne craint pas de se retrouver tout nu. « Si d'autres candidats, dit-il, croient que ce que je dis n'est pas mal et qu'ils l'utilisent, pourquoi voulez-vous que je m'en formalise ! »

Le langage du patronat

Pour le reste, le candidat du PCF s'est montré fidèle aux critiques que les dirigeants communistes concentrent de plus en plus sur M. François Mitterrand. A-t-il entendu quelque chose de satisfaisant dans la déclaration de candidature du président-candidat ? « Non », répond

OLIVIER BIFFAUD

(1) NDLR. - Le Larousse en trois volumes définit ainsi le terme factieux : qui fomenté des troubles : ligues factieuses, Adj. Enrichi de l'esprit de faction, de sédition : caractère factieux. Des paroles factieuses. Une « faction » est définie comme un « parti de gens unis pour une action politique violente : constituer une faction ».



Politique

Un entretien de M. François Mitterrand publié dans la revue « Pouvoirs »

« Droit, justice, démocratie: cela fait du pain sur la planche »

Le président de la République a accordé à Olivier Duhamel, directeur de la revue Pouvoirs, un entretien dans le prochain numéro de cette revue, et dont nous publions les principaux extraits.

« Vous avez été élu président de la République au terme de près d'un quart de siècle d'opposition durant la V^e République. Ce que vous savez et ce que vous imaginez de la réalité du pouvoir présidentiel a-t-il été confirmé ? Quelles ont été vos surprises ?

« Non, je n'ai pas été surpris. Le président de la République, qui ne faisait pas tout, pouvait tout faire. Rien d'étonnant si le régime, demeuré parlementaire dans son principe, ne trouvait pas son équilibre. Je savais en arrivant à l'Élysée que la recherche de cet équilibre serait l'une de mes tâches principales. J'ai réduit peu à peu l'envahissement quotidien de dossiers qui n'avaient pas à remonter à la présidence. Ce n'était que le début d'une remise en ordre qui continue de me paraître nécessaire.

« Durant les cinq premières années de votre mandat présidentiel vous avez bénéficié d'une majorité absolue de députés disposés à vous soutenir, comme, avant vous, le général de Gaulle et Georges Pompidou. Les constitutionnalistes en disaient que le présidentisme dominant n'est possible sans grand changement. Or vous estimez, à l'inverse, avoir amorcé un réajustement de la pratique institutionnelle dans vos relations avec le gouvernement.

« Le général de Gaulle et M. Pompidou avaient obtenu la majorité absolue pour la coalition qu'ils dirigeaient. Première dans l'histoire de la République, cette majorité a été conquise en 1981 par un seul parti, le Parti socialiste. Certes, j'ai veillé à la bonne application des engagements que j'avais pris devant le peuple français. Mais les constitutionnalistes dont vous me parlez vont quand même un peu vite

dans leurs déductions. J'avais assez réfléchi et écrit sur ce sujet pour être prêt, devenu responsable, à changer la pratique constitutionnelle. Cependant, une trop longue absence du pouvoir et, par là, une certaine inexpérience des ministres ne nous ont pas permis, à Pierre Mauroy et à moi, d'aller aussi vite que nous le souhaitions. J'ai parachevé l'évolution avec Laurent Fabius. Après mars 1986, M. Chirac a souvent cru m'arracher des compétences que j'avais déjà réaménagées.

« Vous êtes le premier président de la V^e République qui ait perdu des élections législatives. Comment expliquez-vous cet échec ? Auriez-vous pu l'éviter ?

« On me pose régulièrement cette question en oubliant que j'ai appartenu pendant près de trente ans à un courant minoritaire dans le pays. L'union de la gauche, indispensable au succès, n'existait pas. J'ai pris la direction du Parti socialiste alors qu'il représentait 11 % de l'électorat. Luttant pour qu'un jour cette minorité devienne majorité, je ne pensais pas que cela se produirait avant longtemps.

« Mes 26 % du premier tour de l'élection présidentielle de 1981 ont battu le record de toute l'histoire du socialisme. La victoire massive de juin 1981 aux élections législatives, un mois après mon élection, risquait de faire illusion. En réalité, les Français avaient voté comme s'il s'était agi d'un référendum, et il n'aurait pas été sage de tabler durablement sur ce raz de marée. La réalité politique de la France ne permet pas ce genre d'illusions. Les choses se font plus lentement. C'était déjà un résultat remarquable pour les socialistes que d'atteindre 32 % des suffrages le 16 mars 1986. Je n'ai donc pas ressenti ce scrutin comme un échec. J'y étais préparé. Il me restait à poursuivre l'effort, là où j'étais.

« Plus précisément, quels ont été les principaux succès, quelles ont été les principales erreurs de la gauche entre 1981 et 1982 ?

« Les historiens se chargeront de

trancher ce débat. Nous avons en tout cas rendu l'alternance possible en démontrant que la gauche, au-delà de ses vertus propres, savait

« Le premier ministre est retourné aux habitudes de la IV^e République »

« Au lendemain de la victoire de la droite, vous avez appelé Jacques Chirac pour former un nouveau gouvernement. Au regard des prérogatives présidentielles, le choix du président du principal parti de la nouvelle majorité ne crée-t-il pas un précédent discutable ?

« Je me suis posé la question. Mais ce choix, c'était la sagesse, on le voit aujourd'hui. Il était mieux valu que M. Chirac se démit de ses fonctions de chef de parti. On fait avec ce qu'on a.

« Et la constitution d'un gouvernement composé des dirigeants des principaux partis n'est-elle pas dans la tradition de la IV^e République plus que dans celle de la V^e ?

« Vous avez raison. En appelant dans son gouvernement des dirigeants de formations politiques décidées à le rester, le premier ministre est retourné aux plus fâcheuses habitudes de la IV^e République. Je l'avais pourtant, et avec insistance, alerté. Il lui était difficile, sans

« La trace de la cohabitation sera profonde »

« Le candidat François Mitterrand proposait une modification du mandat présidentiel soit dans le sens du quinquennat, soit dans celui du septennat non renouvelable. Quelles sont vos pensées sur ce point sept ans après ?

« Je soucierais à celle de ces réformes qui pourrait réunir une large majorité dans les deux assemblées, ce qui n'a pas été réalisable après 1981.

« Quelles seront les principales traces laissées par la cohabitation, si vous préférez — mais pourquoi préférez-vous ce terme, — la coexistence institutionnelle ?

gouverner, et dans la paix sociale. Elle sait aussi maintenant que, lorsqu'elle gagne, c'est la France qu'elle prend en charge.

« Quels ont été les développements de la cohabitation les plus instructifs ?

« De mon point de vue, rien. Tout était prévisible. A la limite, me reportant à votre précédente question, je dirais que je ne pensais pas que les dirigeants de la nouvelle majorité répèteraient aussi vite les erreurs de la IV^e République. C'était sans doute leur pente naturelle. Ce n'est pas la mienne.

« Pourquoi avez-vous accepté en certains domaines un référendum, vous cantonnant parfois en deçà de vos prérogatives constitutionnelles ? Je pense par exemple aux nominations de hauts fonctionnaires.

« En deçà, non. J'ai maintenant ce qui devait être. Mais j'ai laissé le gouvernement gouverner, ce qui était aussi mon devoir.

« Je préfère cette dernière expression parce qu'elle souligne que la situation ainsi créée n'a pas résulté de ma volonté personnelle mais du seul souci que j'avais de respecter la Constitution, c'est-à-dire la loi commune. La trace qu'elle laisse sera profonde. Chacun des pouvoirs sait désormais qu'il existe et verra exercer sa pleine compétence, y compris lorsque majorité parlementaire et majorité présidentielle coïncideront de nouveau.

« Lorsque vous parlez d'un nouvel équilibre des pouvoirs, qu'entendez-vous exactement dans le partage du pouvoir entre le président et le premier ministre ?

« Le président de la République exerce à la fois une fonction d'autorité, notamment dans les domaines désignés par l'article 5 de la Constitution, et une fonction d'arbitrage, de conciliation, de conseil en de multiples circonstances. Sa fonction d'autorité ne peut se substituer à celle du gouvernement, et le gouvernement, de son côté, doit se garder d'empiéter sur la fonction présidentielle. Mais la Constitution est là, dans des termes très confus. Témoignage de l'ambiguïté de l'article 5 et de l'article 20. La République aurait beaucoup à gagner à une répartition plus précise des frontières au sein du pouvoir exécutif. Je trouverais excellent que le peuple, consulté, en décidât.

« Le président doit-il pouvoir révoquer le premier ministre ?

« Le premier ministre, qui met en œuvre la politique de la majorité parlementaire, ne peut être révoqué que par elle.

« La revalorisation de Paris a fait un peu figure de cliché

pour campagne électorale, sans grande conséquence. Quels sont les moyens concrets pour permettre à l'Assemblée de jouer un rôle plus utile et plus visible ?

« Vous touchez là l'un des problèmes centraux du système parlementaire, où l'on navigue entre deux écueils : d'une part, l'excès des procédures parlementaires, qui conduit au régime d'assemblée, d'autre part, la soumission aux volontés du gouvernement, qui conduit au système consulaire.

« Afin d'y remédier, je conseille au gouvernement de ne pas se servir que par exception des moyens contraignants dont il dispose et aux Assemblées de montrer une conscience plus fière de leurs droits. Elles devraient à cet égard s'affirmer beaucoup plus rigoureuses pour l'absentéisme qui les discrédite, ordonner plus strictement leurs débats, consacrer au moins deux après-midis par semaine aux questions posées aux ministres, contrôler de plus près leur action.

« Faudrait-il, à terme, aller jusqu'à déconnecter le gouvernement de l'Assemblée, supprimer donc le parlementarisme pour que, à l'image des États-Unis, le Parlement remplisse son rôle de législateur et de contrôleur en toute indépendance ?

« J'entends souvent cette suggestion : pourquoi ne pas adopter carrément le régime présidentiel, à l'instar, comme vous le dites, des

États-Unis d'Amérique ? Et il est vrai que la démocratie parlementaire n'a pas encore, chez nous, trouvé ses marques. La IV^e République, avec son assemblée souveraine est tombée aux mains des partis et a fini dans le désordre. La V^e, avec son président élu au suffrage universel, a trop longtemps cédé aux prestiges du pouvoir personnel.

« Ayant eu à gérer deux alternances, j'ai cherché à concilier la fonction d'arbitrage et la fonction d'autorité dont je vous ai déjà entre-tenu. Je vous parle donc d'expérience. Je crois possible, dans le cadre de nos institutions, au prix de quelques retouches, de situer le président à mi-distance des deux périls que je viens de souligner. Ni le « président-soigneur » de la IV^e, ni le « président commando-tout » de la V^e République ; mais un président qui choisit la route à suivre pour la nation, dans les domaines où se jouent sa sécurité et sa continuité. Quant au système américain, il présente les avantages que vous avez cités, mais aussi de graves inconvénients. Je ne le crois pas adapté à nos traditions et à nos façons de penser. Mais si l'équilibre que je souhaite se révérait, à l'usage, trop instable, il serait impossible d'éluder la question.

« Que penseriez-vous, dans cette hypothèse, de l'instauration d'une vice-présidence de la République ?

« Je ne retiens pas l'hypothèse.

Réfléchir au référendum d'initiative populaire

« Vous vous êtes prononcé à plusieurs reprises pour une extension du référendum. Pourquoi et comment ?

« La Constitution n'autorise le référendum que s'il porte sur un accord international ou sur l'organisation des pouvoirs publics. Pas sur ce que l'on appelle les « problèmes de société ». J'ai proposé en 1984 une révision constitutionnelle pour élargir le champ du référendum. Le Sénat l'a refusée. Cette idée s'imposera pourtant un jour ou l'autre. Il faudra de réelles réflexions à l'instar de la révision de l'initiative populaire, moyen d'expression intéressant pour les citoyens.

« Admettez-vous que l'article 11, tel qu'il existe, soit utilisé pour des référendums constitutionnels comme le fit le général de Gaulle, avec succès en 1962, sans succès en 1969 ?

« L'usage établi et approuvé par le peuple peut désormais être considéré comme l'une des voies de la révision, concurrentement avec l'article 89. Mais l'article 11 doit être utilisé avec précaution, à propos de textes non nombreux et simples dans leur rédaction. Sinon, il serait préférable que la population des Français fût éclairée par un large débat parlementaire.

« Que pensez-vous de la multiplication d'autorités administratives indépendantes : Commission des opérations de Bourse, Commission nationale d'informatique et libertés, Commission des sondages, Haute Autorité, CNCL, Comité d'éthique, etc.

« C'est une bonne chose que les domaines qui touchent de près aux libertés publiques soient protégés par des organismes indépendants des engagements et des revoirs politiques. A condition qu'ils soient réellement indépendants et non pas camouflés déshonorant pour ceux qui s'y prêtent, à condition aussi que ce ne soit pas une simple habitude de circonstance pour permettre à un gouvernement d'échapper à ses responsabilités. On ne peut pas dire que la totalité des organismes que vous me citez aient répondu à ces deux exigences. Leur autorité morale en dépend.

« La France a connu ces dernières années un développement démocratique non négligeable. Quels sont les principaux pas que vous aimeriez la voir accomplir d'ici l'an 2000 ?

« Les institutions représentatives doivent être plus vivantes, et je ne pense pas seulement au Parlement ; la décentralisation plus poussée ; l'état et son administration moins lourds, moins vanaux ; la justice plus accessible aux citoyens, moins chère, plus rapide, plus dégagée des pressions du pouvoir politique ; la vie politique plus transparente ; l'information vraiment libre ; les citoyens, les travailleurs consultés sur les grandes questions qui les concernent. Et, par-dessus tout, que soit repris le chemin de l'égalité des chances. Droit, justice, démocratie, ce sont des mots qui se confondent. Bref, cela fait du pain sur la planche.

Propos recueillis par OLIVIER DUHAMEL.

L'immuable présidence gaullienne

Une présidence d'un style nouveau, inédit en termes de pratiques institutionnelles, est-elle possible ? M. François Mitterrand n'a pas seulement souhaité au cours de son intervention du 22 mars. Il est apparu certain de la possible translation de la fonction (« autorité » plus « arbitrage ») à égale distance du rôle, incarnant ou répétant l'être, des chefs d'État de la troisième et de la quatrième République et du modèle supposé de l'excès inverse : de Gaulle tel qu'en lui-même la tradition le change.

Mais cette évolution souvent décrite au cours de la période récente comme inéluctable, après la cohabitation, mérite-t-elle tant d'honneur et autorité-t-elle tant d'assurance ?

Telle n'est pas l'impression que l'on retire des réflexions de M. Jean Massot, conseiller d'État, spécialiste de l'institution présidentielle à laquelle il a consacré plusieurs ouvrages (1). Dans un article (2) de Regards sur l'actualité, publication de la Documentation française, ce dernier défend le thème selon lequel rien de neuf n'a brisé sous le soleil présidentiel depuis de Gaulle qui aurait « contraint ses successeurs à calquer leur conduite sur la sienne ».

« De 1969 à 1969, soutient M. Massot, le général a fait jouer tous les ressorts du « présidentisme » à la française. » Constat qui relativise considérablement l'origi-

nalité imaginaire des phases ultérieures, puisque, « de 1969 à 1986, la présidentialisation a été moins grande qu'on ne l'a reproché à ses successeurs ». Sans parler de la période mars 1986-1988 : « Le retour à une lecture parlementaire de la Constitution a été beaucoup plus limité qu'on ne l'a annoncé », explique M. Massot.

De Gaulle : non seulement il a « utilisé ses pouvoirs propres beaucoup plus fréquemment qu'aucun de ses successeurs », mais il a « également pris soin de développer toutes les virtualités de la Constitution dans des domaines où les pouvoirs présidentiels ne peuvent s'exercer qu'avec l'accord du premier ministre, notamment pour affirmer la prééminence de l'exécutif sur le législatif ».

Quant à l'autre « présidentialisme » souvent décrite, celle de l'Élysée, instaurée sous de Gaulle, elle a, souligne M. Massot, été « durablement consacrée vis-à-vis de l'appareil administratif, de la classe politique, de l'opinion publique nationale et enfin, de la société internationale ».

Que M. Mitterrand ait présenté comme naturelle la fin de cette évidence, qui n'a été battue en brèche, dans une certaine mesure, que depuis mars 1986, n'est pas sans intérêt. Quant à dire aujourd'hui ce qu'il en adviendra après le 8 mai.

Après le départ du général de Gaulle, ses trois successeurs ont-

ils pu, comme le reproche leur en fut souvent adressé, « présidentialiser » encore un peu plus le régime ? Il n'y a là, souligne M. Massot, qu'un « pseudo-phénomène » souvent invoqué au cours de curieuses batailles « à front renversé ». Ne vit-on pas le RPR qui menait le vie dure à M. Giscard d'Estaing lui reprocher de se servir des armes très gaulliennes du parlementarisme rationalisé pour éviter la paralysie totale ou l'implosion de sa pseudo-majorité ? Ou l'opposition d'alors reprocher à M. Fabius des recours trop fréquents à l'article 49-3 de la Constitution pourtant si souvent utilisé auparavant ?

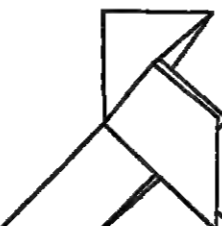
Enfin, au cours de la cohabitation, rappelle M. Massot, le comportement de M. Mitterrand « est resté beaucoup plus fidèle (...) à celui du général de Gaulle qu'à celui des présidents des troisième et quatrième Républiques ».

Imprimer un cours véritablement nouveau à la présidence d'après le 8 mai, ce serait échapper du même coup à ce tropisme exécutif. Hypothèse d'école à laquelle M. Massot voit mal le prochain chef de l'État, quel qu'il soit, donner corps.

MICHEL KAJMAN.

(1) Le dernier, *l'Arbitre et le Capitaine*, a été publié en 1987 par les Éditions Flammarion.
(2) Numéro 129.

(Publicité)



Nous voulons un président et un gouvernement qui libèrent enfin Paris de la dictature de l'automobile et du béton, du bruit et de la pollution.

Monsieur Chirac, assez de laxisme !

Jean-Claude Delarue
S.O.S. Environnement

Association des usagers de l'administration et des services publics (A.D.U.A.)
15, rue de l'Échiquier, 75010 Paris

سكوان الأصل

Politique

Un sondage de la SOFRES pour « le Monde » et RTL

Les réactions des Français à la candidature Mitterrand

(Suite de la première page)

Non seulement le contenu de sa déclaration est apprécié, mais surtout, en reprenant à son compte les arguments déjà utilisés par M. Barre, qui n'est pas en reste sur la critique de l'« accaparement » de l'Etat par le RPR, M. Mitterrand a parfaitement joué, lui aussi, des divisions potentielles entre électeurs baristes et chiraquiens. De surcroît, chiraquiens et baristes se séparent sur l'attitude qu'il conviendrait d'adopter face à un gouvernement formé par M. Mitterrand sur la base de sa majorité présidentielle : les premiers le censurent, les seconds jugeraient sur pièces.

Selon le sondage commandé par le Monde et RTL, l'entrée en campagne du chef de l'Etat est fortement approuvée. Ce n'est pas une surprise. Encore fallait-il que cette approbation fût confirmée. Elle est renforcée par la sincérité et la conviction dont le chef de l'Etat est crédité. En terme de contenu politique, le bilan est plus équilibré. Manifestement, l'opinion n'est pas convaincue de la

pertinence des menaces que le président perçoit sur la « paix civile » et la « paix sociale » du pays. M. Mitterrand est ici désavoué par une majorité de Français (47 % contre 40 %) et, surtout, il n'est pas suivi par une partie non négligeable de son propre électorat (30 %), ainsi que de celui de M. Lajoie (41 %). Mais le bilan reste positif, car le chef de l'Etat est approuvé lorsqu'il dénonce l'« intolérance » des partis de droite.

Division accrue à droite

An total, M. Mitterrand sort de cet examen de passage avec un soutien à gauche renforcé et une division accrue à droite. Tel était manifestement l'objectif recherché, puisque le président-candidat avait choisi de s'engouffrer dans la brèche ouverte par les baristes. Ainsi, par exemple, 32 % des sympathisants de l'ancien premier ministre ont trouvé le chef de l'Etat convaincant, contre seulement 16 % de ceux de

M. Chirac. Cette distorsion se renouvelle à chacune des réponses aux questions posées. Compte tenu de la tonalité de la presse et de la riposte de M. Chirac, M. Mitterrand peut donc considérer qu'il a réussi, mieux qu'on ne l'a écrit sur le moment, ce passage délicat du statut de président à celui de candidat. La question reste toutefois posée de savoir s'il en profitera à terme. Un sondage ne fait pas une élection : celui-ci a été réalisé à chaud, dans la journée de mercredi. Il n'enregistre donc pas l'effet de la riposte majoritaire, dont il n'est pas interdit de penser qu'elle va se durcir et s'amplifier.

Au fond, c'est peut-être André Lajoie qui, au cours de sa prestation à « l'heure de vérité », a le mieux rendu compte de l'intervention du chef de l'Etat, en dénonçant un discours d'autant plus « trompeur » qu'il est destiné à masquer « un projet d'alliance avec la droite ». Si la forme a pris à contre-pied les observateurs, en faisant apparaître un Mitterrand combattant là où l'on attendait un Mitterrand béneux, s'il a pris

un risque, dommageable, de décalage d'image, le fond est en ce point plus ouvert : pas une seule référence à la gauche ni au socialisme, pas davantage d'éventuelles renationalisations ; mieux même, M. Mitterrand, qui est censé incarner le « parti du mouvement », depuis sa première candidature en 1965, s'est en quelque sorte présenté en garant de l'ordre établi.

M. Barre ne s'y est pas trompé : faisant comme s'il devait être présenté au second tour face à M. Mitterrand, il prend garde de s'arrimer solidement au centre et professe volontiers que seul lui-même, ou M. Mitterrand, pourront réaliser l'ouverture nécessaire au réajustement de la vie politique, qu'ils appellent l'un et l'autre de leurs vœux. C'est sans doute pourquoi M. Barre se garde bien d'annoncer à l'avance, comme l'a fait M. Chirac, qu'il censurerait un gouvernement nommé par M. Mitterrand, laissant ainsi entrouverte la porte de l'après-8 mai.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Sur la façon de justifier sa candidature, avez-vous trouvé François Mitterrand convaincant ou pas convaincant ?

(Ensemble des interviewés qui ont vu M. Mitterrand à la télévision le 22 mars au soir.)

Ensemble	%
Convaincant	53
Pas convaincant	38
Sans opinion	9
	100

François Mitterrand vient d'annoncer sa candidature à l'élection présidentielle. Approuvez-vous sa décision ou pensez-vous qu'il aurait mieux fait de ne pas être candidat ?

Approuvez sa décision	61
Aurait mieux fait de ne pas être candidat	28
Sans opinion	11
	100

En cours de son intervention, M. Mitterrand a dénoncé l'intolérance des partis de droite. Estimez-vous que cette critique est justifiée ou pas justifiée ?

Justifiée	43
Pas justifiée	39
Sans opinion	18
	100

LA FICHE TECHNIQUE DE LA SOFRES

Sondage effectué pour : RTL et le Monde.
Date de réalisation : le 23 mars 1988.
Echantillon national de huit cents personnes représentatif de l'ensemble de la population française âgée de dix-huit ans et plus.
Enquête réalisée par téléphone selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

SCIENCES PO.

- STAGE INTENSIF D'ÉTÉ
- STAGE ANNUEL
- STAGE SEMESTRIEL

DROIT/SCIENCES ECO.

- STAGE 2^{ème} SESSION
- STAGE DE PRÉ-RENTRÉE
- STAGE DE SOUTIEN

documentation sur demande
IFPC
Face à la Sorbonne
Institut Privé d'Enseignement Supérieur
46, bd Saint-Michel, 75006 Paris
Tél. 46.33.81.23 / 43.29.03.71

Pouvez-vous me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec les déclarations suivantes de M. Mitterrand ?

Ensemble	%
« Il y a un risque de mise en cause de la paix civile et de la paix sociale »	
- D'accord	40
- Pas d'accord	47
- Sans opinion	13
	100
« Il n'y a pas eu jusqu'à présent de vrai projet de quel candidat que ce soit »	
- D'accord	54
- Pas d'accord	34
- Sans opinion	12
	100

M. Mitterrand a annoncé que s'il était réélu il désignerait un premier ministre issu des forces politiques qui l'auront soutenu. Dans ce cas de figure, souhaitez-vous que l'Assemblée nationale reverse le nouveau gouvernement ou ne le reverse pas ?

	Ensemble	Sympathisants de droite
- Reverse le gouvernement	41	46
- Ne le reverse pas	32	31
- Sans opinion	27	23
	100 %	100 %

An total, êtes-vous devenu plus favorable à l'égard de M. Mitterrand, moins favorable ou ni plus ni moins favorable ?

	Ensemble des Français	Ont vu l'intervention de M. Mitterrand à la télévision
- Plus favorable	23	25
- Moins favorable	17	18
- Ni plus ni moins favorable	58	56
- Sans opinion	2	1
	100 %	100 %

En 1965

La première fois

« Beau garçon, intelligent, astucieux, audacieux, parfois téméraire, éloquent, M. François Mitterrand est, sans conteste, une personnalité marquante de la République. On l'aime ou on ne l'aime pas : il ne laisse personne indifférent. » Le portrait date d'octobre 1958. Il est tiré d'un numéro spécial de la revue Lectures françaises dévouant par ailleurs de vif intérêt, consacré au député de la Mayenne, homme méconnu mais suspect de complaisance, venu d'une droite qui n'aime guère — c'est le moins qu'on puisse dire — la personnalité.

Sept ans plus tard, il y aurait peu à ajouter ou à retrancher de cette description, malgré l'œuvre du temps, quand se profile, à l'horizon politique, l'échéance présidentielle de 1965. Ce bémol peut être venu sous la plume d'un journaliste pourtant ami, Pierre Viansson-Ponté, dans ses colonnes, en septembre 1965 : « Impression de malaise (...) Sentiment de gêne. » La cause : l'affaire dite de l'Observatoire.

Cette réserve justement sort d'un portrait de circonstance. La circonstance, c'est l'annonce, le 9 septembre, dans une déclaration diffusée par l'Agence France-Presse en fin d'après-midi, de la première candidature de François Mitterrand à la présidence de la République : « ... J'ai donc décidé de solliciter les suffrages des Français et des Françaises le 5 décembre prochain. »

Ce 9 septembre, les téléspectateurs et les journalistes politiques sont bien fatigués : le général de Gaulle vient de tenir conférence de presse. On s'est ému, bien sûr : sera-t-il quant à lui candidat ? « Je vous réponds tout de suite que vous

le saurez, je vous le promets, avant deux mois d'ici. »

Mais à la fin de sa grand-messe, le général n'a pu s'empêcher de revenir sur le grand sujet : « La perfection n'est pas de ce monde. Mais, par rapport à ce qu'il était hier, l'Etat français apparaît à présent comme entièrement transformé en fait de solidité et de capacité. Nul ne s'y trompe dans l'univers. Avant trois mois, le pays dira, par ses suffrages, s'il entend revoir les pratiques du passé, ou s'il veut que le régime nouveau assure, demain comme aujourd'hui, la conduite de la vie nationale. Car, chacun le sent et le sait, tel sera bien l' enjeu de l'élection présidentielle. »

L'explicite mitterrandien bouscule donc l'implicite gaullien. Et, par surcroît, quelques hommes, diverses structures politiques et un certain nombre d'idées reçues. Avant même l'échéance avérée (le 25 juin) du projet de candidature de Gaston Defferre, le maire de Châteauneuf-Chinon a douté des chances de celui de Marseille et il s'est activé. Bien aidé par quelques proches, dont un certain Charles Hernu.

Un seul grain de sable

Une fois la — trop ? — vaste fédération rêvée par Gaston Defferre tombée à l'eau, la voie est libre. L'été 1965 voit flotter dans l'air tiède des négociations politiques divers noms de possibles candidats : Antoine Pinay, Maurice Faure... et François Mitterrand.

Le préjugé favorable de Guy Mollet (SFIO) est acquis. Celui de Valdeck-Rochet (PCF) aussi.

après des contacts d'abord noués par l'intermédiaire de l'avocat Jules Borker. Même Pierre Mendès France est enthousiaste. Du moins a-t-il fait parvenir une lettre en ce sens. C'est l'essentiel.

Un seul grain de sable se trouvera sur la route du redoutable stratège Mitterrand : le PSU ne l'aime pas. Le 8 septembre, dans le Monde, dans une tribune signée par l'avocat Pierre Sibbe, membre de cette organisation, est lancée l'idée d'une candidature Daniel Mayer.

Non seulement « les qualités personnelles et politiques » du président de la Ligue des droits de l'homme (qui sera nommé beaucoup plus tard président du Conseil constitutionnel) par François Mitterrand) y sont vantées, mais Pierre Sibbe dresse, entre les lignes, un sévère portrait de François Mitterrand que n'aurait pas désavoué Lectures françaises.

Qu'à cela ne tienne. A le hasard, usant auprès de chacun d'un consentement arraché aux autres, François Mitterrand confirme à Daniel Mayer, au cours d'un tête à tête sollicité d'urgence, puis à Guy Mollet qu'il sera, lui, Mitterrand, candidat. Gaston Defferre et Maurice Faure, déboutés pour des raisons différentes, doivent aussi se rendre à l'évidence.

Le 9 septembre l'évidence prend la forme du fameux communiqué. Le polémiste acerbé est toujours là qui souligne « l'incompétibilité d'honneur [...] entre le général de Gaulle et la démocratie ». Le candidat vient de naître officiellement. Un futur président sommeille-t-il en lui ? Peu nombreux sont ceux qui, ce jour-là, en auraient juré.

MICHEL KALMAN.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
sans visa

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES
8, rue de Savoie, 75006 PARIS — Tél. : 43-28-90-72

A CES TARIERS VOUS POUVEZ MAINTENANT VOUS OFFRIR LE STYLE AMERICAN AIRLINES.

NEW YORK 3 950 F

CHICAGO 4 605 F

DALLAS/FORT WORTH 4 945 F

LOS ANGELES 5 390 F

SAN FRANCISCO 5 390 F

LAS VEGAS 5 585 F

HOUSTON 4 945 F

SAN DIEGO 5 430 F

NEW ORLEANS 5 510 F

PHOENIX 5 430 F

DENVER 5 415 F

DETROIT 4 830 F

SEATTLE 5 730 F

CINCINNATI 4 830 F

RALEIGH/DURHAM 4 985 F



American Airlines

Tarifs aller-retour en classe économique, valables tous les jours jusqu'au 31.05.88, dans la limite des places disponibles. Emission et règlement du billet dans les 24 heures suivant la réservation. Durée minimale du séjour : 14 jours. Frais d'annulation : 11 %. Tarifs susceptibles de modifications sans préavis. Taxe de sécurité et autres droits : 150 F non compris (variables selon taux du dollar). Contactez votre agent de voyages ou appelez-nous au : (1) 42.89.05.22.

مكتبة العلوم الإنسانية

هتدرا صلا الإمبريل

22

E
Cet

L
rie c
Saint
de 1:
10 h
LJ
ne. J
L
Jusq
En
Gale
tion.
IV
Jusq
JA
Jusq
PA
SUB
LE
Col. J
SU
MIL:
Jusq
C
ralon

MU
ER
class
18 h
21 h 4
CA
Entré
M/
Jusq
DE
CAB
23 F.
FO
Jusq
MJ
DELL
LE
INDU
23 F.
VAI
Jusq

///
///

S

sch
R
W

S Y
N I
P A

L
D
D
DE
DE
RE
le 2
48

le

422

T

Soi

AN

NOUS IRONS PLUS LOIN ENSEMBLE.

Pour la France, pour chacun de nous, Français, les prochaines années vont être des années de défis.

Défi de l'économie: comment reconquérir les emplois et les marchés perdus? Défi de la solidarité: comment assurer à chacun d'entre nous et d'abord, aux plus démunis, une vie digne? Défi de l'Europe, enfin: comment faire l'Europe, sans défaire la France? Nous avons, ensemble, les moyens de réussir. Réussir l'économie, c'est la liberté des entreprises et le pari sur l'intelligence et la formation. Réussir la solidarité, c'est la famille renforcée, la sécurité sociale sauvegardée et une activité minimum garantie à chacun. Réussir l'Europe, c'est la France unie, forte de son identité, et c'est la France à la première place, fière de son destin.

Françaises, Français, ensemble, depuis deux ans, nous avons bâti les fondations du renouveau. Je vous appelle, aujourd'hui, à relever les défis qui nous attendent. Je vous appelle à aller plus loin, ensemble.



Chirac Président

مقتدا من الامير



Politique

La campagne pour l'élection présidentielle

Les réactions en RFA à la candidature de M. François Mitterrand

Vive « le roi objectif des Français » !

BONN
de notre correspondant

Le correspondant à Paris d'un journal de province, l'*Augsburger Allgemeine Zeitung*, décrit en ces termes le chef de l'Etat français : « A l'école des révolutionnaires, il a appris les ruses modernes, domaine dans lequel les Jacobins surpassent parfois les nouveaux Loyalistes. Ces lignes ont, en fait, été écrites le 25 février 1840 par le grand poète Henri Heine, qui présentait le roi Louis-Philippe à ses compatriotes. Elles sont malicieusement reprises par le journal d'extrême gauche *Tageszeitung*, qui se gaussait ainsi d'un François Mitterrand « roi objectif des Français », l'un de ces rois qui, comme l'ajoute Heine, sont traditionnellement « plus regardés que honnés ». Et le journal d'extrême gauche de se demander : « Les Français seront un jour maîtres devant le Père ».

Depuis plusieurs semaines, les milieux politiques de RFA étaient persuadés que M. François Mitterrand allait solliciter un nouveau mandat, et bien peu sont ceux qui mettent en doute l'hypothèse de sa victoire le 8 mai prochain.

Si le principal intéressé, le chancelier Helmut Kohl, se tient sur une prudente réserve et déclare bien connaître les trois principaux candidats et les apprécier tous, il a tenu à cultiver jusqu'au bout le rapport privilégié unissant depuis cinq ans au président français, en le recevant sans nécessité politique immédiate le 15 mars dernier dans le pays de

Bade. A-t-il recueilli la confiance suprême à cette occasion ? Fort probablement, et il a ainsi pu partir tranquille en Autriche pour ses vacances pascales, qu'il consacre chaque année à une cure d'amalgamement.

Du côté du ministère des affaires étrangères de M. Hans Dietrich Genscher, on ne fait pas de trop grand mystère : c'est bien évidemment M. Mitterrand que l'on préfère, en raison de l'appui sans réserves du président français au processus de désarmement en cours, et du souci qu'il a manifesté, lors de sa visite d'Etat en RFA, de comprendre les angoisses des Allemands devant la bombe, et notamment les armes dites à très courte portée qui les menacent seuls.

Chez les sociaux-démocrates, la situation est moins claire. Si l'on sent bien que le maintien au pouvoir d'un président de gauche est essentiel pour l'équilibre politique de l'Europe, on n'a pas encore tout à fait digéré le discours de M. Mitterrand au Bundestag le 22 janvier 1983, appuyant en pleine campagne électorale le stationnement des fusées américaines Pershing, auquel le SPD s'opposait de toutes ses forces. Mais, le temps passant, les contacts se sont renoués entre les deux partis. Signe des temps : le SPD apportera son concours matériel à la campagne pour M. François Mitterrand organisée auprès des Français vivant en RFA par un comité ad hoc qui vient d'être créé.

LUC ROSENZWEIG.

Les « propositions » socialistes « pour la France » : priorité à la recherche et à la formation, revenu minimum et impôt sur la fortune

« Le peuple », « la République », « la démocratie », « l'école », « l'Europe ». Tous ces mots ne figurent certainement pas par hasard dans le message adressé, dimanche 20 mars, aux élus socialistes par le président de la République. Ils forment la trame de sa campagne électorale. Pour le détail, il faut attendre pour en savoir plus. Mais à ses amis du Bourget, M. François Mitterrand a aussi déclaré : « Fidèle à mes idées, et nos idées. Il n'est donc pas interdit de regarder le contenu des propositions pour la France » rédigées par le Parti socialiste, et dont une version résumée est distribuée sous forme de magazine, pour se faire une idée de ce que pourrait être le programme du candidat Mitterrand.

Symboliquement, ce magazine s'ouvre sur un chapitre intitulé « l'audace industrielle ». Il s'agit de « moderniser l'appareil industriel » tout en « assurant aux travailleurs une partie des gains de productivité et en interdisant, par une politique des prix, aux revenus non salariaux de croître plus vite que les salaires ». Pour cela, il faut « un nouvel équilibre entre l'action de l'Etat et l'initiative privée », ne serait-ce que pour « stimuler l'investissement » (par une baisse de l'impôt sur les sociétés lorsque les bénéfices sont réinvestis) et parce que « le secteur public demeure un instrument majeur de l'orientation économique ». Aussi la composition des noyaux durs des entreprises privatisées sera « revue par le rachat de gré à gré, le rachat sur le marché ou la loi » ; de plus, « aucune privatisation ne doit être considérée comme irréversible ».

Une priorité sera accordée à la recherche, notamment par la création d'un « crédit d'impôt-recherche », l'objectif étant de porter « l'effort national de recherche à 3 % du produit intérieur brut ». Toutefois, les socialistes reconnaissent que, « aussi forte que soit la

croissance, elle ne suffira pas à rétablir le chômage » ; il faut donc aménager et réduire le temps de travail, des avantages fiscaux pouvant être accordés aux entreprises réduisant « de manière significative la durée individuelle du travail, tout en allongeant la durée d'utilisation des équipements ».

Il faudra aussi régler le problème de la transmission des PME et « mettre en œuvre un véritable droit à la conversion » après les mutations industrielles inévitables. De même, « une nouvelle législation sera mise en place afin de protéger les salariés » après la suppression de l'autorisation de licenciement.

Deuxième point fort de ces propositions socialistes : « le pari de l'intelligence ». L'objectif est là de « mener 30 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat, de ne laisser aucun jeune au bord du chemin, et accueillir deux millions d'étudiants dans l'enseignement supérieur et de permettre un nouveau départ à ceux qui n'ont pas bénéficié d'une formation initiale solide ». Cela nécessite « d'importants moyens matériels et des changements de mentalité des différents acteurs du système éducatif et de formation ». Il faudra aussi un plan en deux étapes : 1 milliard de francs en 1988, 4 milliards en 1989, et de 1990 à 2000 4 milliards supplémentaires chaque année.

Fidèle à la « nouvelle citoyenneté » de M. Pierre Mauroy, les socialistes veulent la faire entrer dans l'entreprise car « la participation des salariés aux décisions qui les concernent n'affaiblit pas les entreprises, elle les renforce ». L'accès des travailleurs « à des droits réels dans la gestion économique et dans l'organisation du travail » constitue donc « un impératif pressant pour la modernisation de la France ». Certes, « changer la vie sur le lieu de travail est un projet ambitieux qui prendra du temps », mais les socialistes proposent que « dans les sociétés du secteur privé employant plus de cinq cents salariés », ceux-ci soient « représentés » au conseil d'administration.

Justice et solidarité

Gauche oblige. Le PS souhaite « une société plus juste ». Pour ce faire, il propose notamment une augmentation significative des crédits d'aides ménagères, de soins à domicile et d'amélioration de l'habitat, et affirme que les retraites doivent augmenter au même rythme que les salaires. S'il refuse « l'alarmisme » sur l'avenir des régimes de retraites, il pense qu'il faut « rendre ces régimes plus justes en harmonisant les contributions, qui sont aujourd'hui inégalement réparties entre les catégories socio-professionnelles ». Quant aux familles, il faut aider en priorité les « modestes », mais l'Etat est « amené à se préoccuper des problèmes qui touchent à la vie des familles, il ne lui appartient pas d'imposer une norme ». Son action doit donc « tenir compte de l'évolution de l'emploi féminin, de l'augmentation des familles monoparentales et de celle des naissances hors mariage ».

Pour assurer la solidarité, la grande idée est la création d'un

« revenu minimum » qui soit pour « les défavorisés » non une « aumône » mais un « droit ». Son niveau serait de 2.600 francs par mois, financé par l'Etat et les collectivités locales, mais gérés par ces dernières. Il en coûterait 10 milliards par an, soit 16 francs par mois par Français. Il sera demandé aux bénéficiaires de ce revenu minimum « de participer à des travaux d'utilité collective ou de suivre des formations ».

Les socialistes souhaitent aussi réformer la fiscalité : rétablissement d'un impôt sur les grandes fortunes, relèvement des taux d'imposition des plus-values pour « orienter l'épargne vers l'investissement », suppression de certaines mesures facilitant la fraude, comme l'anonymat des transactions sur l'or, modification de la taxe d'habitation pour « mieux adapter aux revenus », ainsi que celle sur le foncier non bâti. Pour les prélèvements sociaux serait mis en place « un prélèvement proportionnel sur tous les revenus qui allègera la charge de ceux qui vivent essentiellement de leur travail, qu'ils soient ou non salariés ».

Pour améliorer « les droits du locataire », la loi Méhaignerie « inique » sera corrigée ; de plus, les socialistes pensent qu'en « conjuguant les politiques municipales de maîtrise foncière et la mise en œuvre d'un vaste programme de réhabilitation, il est possible d'accroître l'offre de logements ».

« La France est un Etat de droit », cela veut dire que les décisions des juges « ne doivent pas être un enjeu du débat politique » et que la réforme du code pénal préparée par M. Badinter doit être « poursuivie ». De même, « l'immigration est une chance pour la France », et il n'y a pas « trop d'immigrés en France ». Il faut « intégrer » ceux se trouvant en situation régulière, par exemple en assouplissant « les conditions de la naturalisation ». Le PS demeure favorable à la participation des immigrés « aux élections locales », mais cette réforme « devra être précédée d'expérimentations locales ». Quant à la sécurité, il faudra poursuivre « le plan de modernisation de la police », « développer l'litige », car « la sécurité est l'affaire de tous les citoyens ».

L'écologie n'est pas oubliée puisqu'elle doit « devenir une dimension permanente des acteurs économiques et sociaux, des élus ». Pour cela, un « grand ministère spécialisé » sera créé. La communication étant « la première des libertés » et la CNCL étant « discréditée », il faudra que « l'indépendance de la communication soit garantie par la Constitution », créer « une nouvelle autorité distincte du pouvoir politique », celle-ci devant « mettre en œuvre une législation limitant la concentration dans les médias ». Le PS souhaite aussi que « les sociétés de rédacteurs participent à la gestion des organes d'information ». Pour la télévision, il recherchera « un nouvel équilibre » entre secteur privé et secteur public, celui-ci étant « renforcé par le retour de TF 1 ».

Les socialistes ont, bien entendu, aussi des propositions sur l'Europe et la défense. Mais sur ces deux sujets, le président de la République s'est suffisamment exprimé pour qu'il ne soit pas nécessaire d'aller chercher chez ses amis les idées qu'il va défendre devant les Français.

Malgré l'attitude de sa fédération parisienne

Le MRG sera associé à la campagne du chef de l'Etat

Le MRG avait appelé le 20 février dernier à une nouvelle candidature du président de la République et il s'était engagé à le soutenir. La décision de M. François Mitterrand correspond au souhait du mouvement mais aussi de ceux qui avaient pris quelques distances avec leur formation et qui, de leur côté, avaient lancé, eux aussi, des appels à une nouvelle candidature présidentielle de François Mitterrand.

Sur l'objectif il y a accord. Mais la fédération de Paris a trahi cette unité. Son président, M. Jean-Pierre Mattei, regrettant qu'il n'y ait pas de candidature autonome de sa formation a décidé de soutenir... M. Jacques Chirac. Deux secrétaires nationaux, MM. Michel Scarbonchi et Jean-François Dauriac, ont été chargés de reprendre en main cette fédération qui dans le passé déjà s'était singularisée par sa proximité avec le maire de Paris.

La direction du MRG, réunie le mercredi 23 mars a confirmé le rôle de M. Dominique Saint-Pierre, député de l'Ain, comme directeur de campagne. De même M. Claude Catesson, conseiller municipal de Lille, a été confirmé dans ses fonctions de président des comités de soutien, tandis que M. Emile Zuccaroli, député de Haute-Corse, et M. Scarbonchi occupent les fonctions respectivement de porte-parole et d'organisateur.

Le MRG entend mener campagne avec l'Etat-major de M. Mitterrand : « Génération radicale » fera campagne à côté de « Génération Mitterrand ». Le mouvement sera associé aux quatre grands meetings du chef de l'Etat à Rennes, Montpellier, Lyon et Paris. En outre, chaque fédération est appelée à mener une action autonome dans la période qui vient.

Le thème politique central retenu par les radicaux de gauche consiste à insister sur la nécessaire cohésion sociale.

PROPOS ET DÉBATS

M. Gaudin

Pas de censure

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe à l'Assemblée nationale, a déclaré, le mercredi 23 mars, qu'il n'était pas favorable à une censure immédiate du gouvernement formé par M. François Mitterrand en cas de réélection le 8 mai prochain. M. Gaudin a précisé qu'il ne resterait pas « muet », mais qu'il lui semblait délictueux de censurer tout de suite un gouvernement constitué par un homme qui vient de remporter les élections.

M. Balladur

Caricatural

Le ministre de l'économie et des finances, M. Edouard Balladur, a estimé, le mercredi 23 mars à Châlons-sur-Marne (Marne), la candidature de M. Mitterrand était une « candidature caricaturale qui prête à sourire (...). M. Mitterrand s'est présenté comme un candidat militant du socialisme. Cela ne m'a pas paru un langage d'arbitre ».

M. Guichard

Méphisto

« J'aurais aimé que le président de la République ait nous demandés de le confirmer dans son rôle de « petit père du peuple » (...) et voilà qu'il se déguise en Méphisto satanique et dramatique », a ironisé dans un communiqué M. Olivier Guichard. Le député RPR conclut : « Les Français, éberlués, ont hésité à sortir de chez eux mercredi matin par crainte de ces « bandes » qui menacent notre paix quotidienne ».

M. Le Pen

Phantasme

L'annonce de la candidature de M. Mitterrand est pour M. Jean-Marie Le Pen une « mobilisation autour d'un phantasme ». Car, « pour se présenter comme l'alternative de la guerre civile, il faut une certaine dose d'imaginaire », a-t-il déclaré le mercredi 23 mars à Amiens (Somme). M. Le Pen a, d'autre part, affirmé que si premier ministre, M. Jacques Chirac, était un « rosbouf point en fer ».

M. Rossinot

Agression

M. André Rossinot, président du Parti radical valaisien, a affirmé, le mercredi 23 mars, que si M. François Mitterrand espérait faire, mardi, une OPA sur le centre et les radicaux, c'est un échec total (...). En deux minutes M. Mitterrand a perdu une partie du capital reconstruit par la cohabitation. Il s'est placé dans une optique d'agression et de dramatisation ».

Ministres UDF

La préférence Barre

« L'ensemble des ministres UDF » ont tenu le mercredi 23 mars à réaffirmer « leur préférence » pour M. Raymond Barre, « au moment où le chef de l'Etat et le chef du gouvernement sont candidats (...). Ils attendent marquer leur préférence pour celui qui leur paraît devoir être le meilleur président de la République pour la France ». Il n'en est rien dans le communiqué publié par le cabinet de M. François Léotard.

M. Juquin

5 %

M. Pierre Juquin a assuré les communistes rénovateurs du nord des Hauts-de-Seine, le mercredi 23 mars, qu'il pouvait « maintenant atteindre et dépasser, et de loin, le barre des 5 % au premier tour de l'élection présidentielle », estimant « notamment que, après l'annonce de la candidature de M. Mitterrand, il restait « la seule représentation crédible pour la gauche ».

Fraude électorale à Bourges

La Cour de cassation a rejeté, le mercredi 9 mars, le pourvoi engagé par MM. Alain Gauvin (PCF), adjoint au maire (PCF) de Bourges (Cher), et Jean-Claude Lesnier, employé municipal, à la suite de leur condamnation pour fraude électorale lors des élections cantonales le 28 février 1987. L'arrêt de la cour d'appel, qui se trouve ainsi confirmé, avait condamné M. Gauvin à quinze mois de prison avec sursis, 6.000 francs d'amende et à cinq ans de privation de ses droits civiques et M. Lesnier à huit mois de prison avec sursis, une amende de 2.000 francs et à deux ans de privation de ses droits civiques. (Corresp.)

VOUS ÊTES ATTIRÉ PAR CE QUI SORT DE L'ORDINAIRE ? DEVENEZ
Graphologue MSI
Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à : MSI, L.M. Ecole Supérieure de Graphologie, Beau-Site St. Christophe, Paris, France, Suisse.

L'ÉVÈNEMENT

du *Journal*

AU SOMMAIRE CETTE SEMAINE

DOSSIER SPECIAL:

Israéliens - Palestiniens

40 ans de guerre ça suffit!

EXCLUSIF:

Voilà ce que nous prépare Mitterrand II

DROITE:

Comment le R.P.R. a saboté la candidature Barre

سكوان الأصيل

ACTIONNAIRES DE SUEZ, en matière de dividendes nous ne changeons pas de cap.

En matière de dividendes, la politique de Suez a toujours été de verser aux actionnaires une part importante de ses résultats.

Le résultat net de gestion de la Compagnie s'est élevé à 425 millions de francs en progression de 7% sur l'exercice précédent. En 1988 le dividende global versé aux actionnaires représentera 382 millions de francs. C'est donc un dividende net par action de 6 francs

qui sera proposé à votre Assemblée Générale du 21 juin soit une hausse de 30% par rapport à l'an dernier. Votre revenu global par action s'élèvera ainsi à 9 francs (6 francs de dividende et 3 francs d'avoir fiscal).

Aujourd'hui, la solidité de votre investissement en actions Suez continue de se confirmer: les actifs de la Compagnie sont estimés à 22 milliards de francs, ce qui revient à éva-

luer l'action à 350 francs.

Enfin vous aurez prochainement la possibilité de souscrire en priorité à des obligations convertibles en actions. La Compagnie Financière de Suez lance en effet un emprunt de 4,8 milliards de francs. Ces obligations convertibles vous offrent un double avantage:

- soit une conversion rapide en actions à des conditions privilégiées,

- soit la sécurité d'un rendement intéressant associé à une possibilité de conversion en actions à tout moment.

Ceci répond à notre volonté d'accélérer le développement du Groupe, volonté qui s'est manifestée très récemment à travers l'investissement stratégique dans la Société Générale de Belgique.

LL
GROUPE
SUEZ



Pour toute information, Suez Actionnaires, Direction de la Communication, 1, rue d'Astorg 75008 Paris. Tél. 40.06.64.00.

مقتدا من الاميل

هذا من الاموال

L
rie
de 12
10 h
L3
rie J
L7
Jusq
De
Gale
tion.
De
Jusq
JA
Jusq
PA
SUS
Le
Col. J
L1
MIL
Jusq
Cy
minot

MU

ER
chast
18 h
21 h 4
CA
Entré
MU
Jusq
DE
CAIS
23 F.
FO
Jusq
MA
DELI
LE
INDU
23 F. J
VA
Jusq



Politique

Digne, ville-test de la campagne

Des barristes conciliants

DIGNE
de notre envoyé spécial

Il n'y a pas plus pacifiques que les centristes de Digne ! Si la guerre doit éclater un jour à Paris entre les partisans de la gauche bariste et ceux du libéral chrétien, il ne faudra pas compter sur eux pour brandir en province l'étendard de la révolte.

Le couple d'avocats qui se dévoue ici pour défendre la candidature de l'ancien premier ministre connaît l'action politique comme un sacerdoce. Tous deux membres du CDS, M. et M^{me} Magnan se refusent à épouser les polémiques qui émaillent les relations entre l'UDF et le RPR au niveau national. Adjoint au maire de Digne, mandataire de M. Barre dans les Alpes-de-Haute-Provence, M. Pierre Magnan a gardé une âme de scout. « Je n'ai jamais eu d'ambition politique, dit-il, je fais de la politique uniquement par philosophie et si nous soutenons M. Barre, c'est parce qu'il recherche le bien de notre pays. Nous ne vou-

lons pas connaître les dessous de la politique politicienne. Nous n'avons jamais fait de la cuisine électorale. »

Sa femme, Annie, présidente du club bariste, manifeste un tempérament moins contemplatif. Mais, elle se déclare « passionnée de Barre » et si elle apprécie que, dans l'entourage du député du Rhône, « on parle plus de travail et d'honnêteté que de politique », elle n'en demeure pas moins sa violente devant « les manœuvres » dirigées contre son champion : « Nous ne polémiquerons pas avec le RPR. Certes, ses militants sont un peu étouffants et ils veulent l'union à condition de la conduire, mais ils ont toujours été comme cela », souligne-t-elle d'un ton détaché. « S'il y a des difficultés, elles ne viennent pas du côté de M. Barre, ajoute son mari. Si la majorité ne reste pas unie, elle sera battue. »

Pas question, en revanche, d'adhésion au projet de M. Edouard Balladur. « Il y aura toujours en France une droite autoritaire et une

droite libérale et je ne pense pas que l'on verra disparaître une de ces deux tendances, estime M. Magnan. En tant que démocrate-chrétien, j'aimerais qu'il y ait en France un grand parti social-libéral européen, mais qui s'entende bien avec les autres. Je ne crois pas au projet de M. Balladur. C'est déjà assez difficile comme cela de maintenir l'unité de la seule UDF. Envisager un regroupement plus large ne me paraît pas réaliste. » M^{me} Magnan est encore plus nette : « Un grand parti conservateur ? Très peu pour moi... »

Appels aux seconds

Ces deux animateurs locaux du mouvement bariste s'opposent également aux orientations du RPR à propos des perspectives de l'après-8 mai. Ils ne font pas la grimace à l'idée d'un gouvernement qui associerait éventuellement les socialistes aux centristes : « Nous rejetons toute exclusive », déclare M. Magnan. Pourquoi n'y aurait-il pas un gouvernement comprenant des socialistes, des UDF et même des RPR pour diriger ensemble les affaires du pays ?

« Micro-climat politique ? Point du tout. Le président du comité bariste du département, M. Francis Galizi, maire CDS de la bourgade voisine de Peyruis, confirme que les Magnan expriment le sentiment qui prévaut chez les modérés des Alpes-de-Haute-Provence, tout en admettant que cette attitude facilite l'expansionnisme du RPR. Cet ancien gaulliste de gauche craint surtout que les divisions parisiennes de la majorité n'incitent certains des électeurs à l'abstention ou à voter pour le Front national : « Je passe actuellement mon temps à dissuader les gens déçus qui, sans être extrémistes, ont envie de voter pour Le Pen au premier tour, parce qu'ils pensent que ce serait la meilleure façon de pousser le futur président de la République à répondre à leurs appels aux secours... »

ALAIN ROLLAT

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 23 mars, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le service de presse du premier ministre a publié un communiqué, dont voici des extraits :

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET FINANCIER FRANCO-ALLEMAND

Le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a rendu compte au conseil des ministres de la première réunion informelle du Conseil économique et financier franco-allemand, qui s'est tenue à Bonn le lundi 21 mars. Cette réunion a été l'occasion d'une discussion approfondie de la situation et des perspectives économiques en France et en République fédérale d'Allemagne.

Grâce à l'excellente coopération entre les deux pays et aux mesures prises par l'ensemble des pays signataires des accords de Louvre, la crise financière de l'automne 1987 n'a pas eu d'effets notables sur la croissance. L'objectif commun de la France et de la République fédérale est de renforcer le potentiel de croissance de leurs économies. Les autorités françaises et allemandes se sont félicitées de la coopération entre la Banque de France et la Bundesbank, qui a permis de préserver la stabilité du système monétaire européen. Les questions monétaires, en particulier les perspectives d'évolution du système monétaire européen, seront au centre de la prochaine réunion du Conseil économique et financier franco-allemand, qui se tiendra à Paris avant l'été.

NÉGOCIATIONS COMMERCIALES MULTILATÉRALES

Le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et le ministre délégué chargé du commerce extérieur ont présenté au conseil des ministres une communication sur l'évolution des négociations commerciales multilatérales.

Le rôle du nouveau cycle des négociations commerciales multilatérales dans le renforcement de la coopération économique internationale est essentiel. Le succès de ces négociations constitue un enjeu très important : elles ouvrent la voie, en effet, à un élargissement du libre-échange à des domaines nouveaux qui n'étaient, jusqu'à présent, pas concernés par l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) ; elles appellent les parties concernées à renoncer à toute nouvelle mesure protectionniste et à ouvrir un cadre pour régler les conflits par la négociation.

Une réunion informelle des ministres du commerce extérieur de trente pays s'est tenue à Constance, les 19 et 20 mars, sous la présidence du ministre de l'économie de la République fédérale d'Allemagne, Dix-huit mois après le début du nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales, lancé à Punta del Este en septembre 1986, elle a permis de faire le point sur les positions respectives des principaux acteurs du commerce international.

La France a souligné son attachement au succès de ce cycle. Elle a, cependant, réaffirmé sa position : il est nécessaire d'aborder les véritables problèmes posés par la réglementation actuelle du commerce international et la place prise par les nouveaux pays industrialisés ; le succès du nouveau cycle des négociations est subordonné à l'appréhension globale de la négociation. Des discussions qui ont eu lieu à Constance, il ressort une volonté commune de poursuivre les travaux, afin d'obtenir, au terme de ce nouveau cycle, une amélioration sensible du fonctionnement et des règles du commerce international.

DROIT DE LA CONCURRENCE

Le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et le secrétaire d'État chargé de la consommation, de la concurrence et de la participation, ont présenté au conseil des ministres une communication sur la politique

de la concurrence menée, depuis deux ans, dans un contexte de libéralisation générale de l'économie.

En adoptant l'ordonnance du 1^{er} décembre 1986, relative à la liberté des prix et de la concurrence, le gouvernement a créé les conditions favorables au développement de la compétitivité des entreprises. Cette ordonnance a créé un nouvel équilibre des pouvoirs, l'administration s'effaçant pour laisser le Conseil de la concurrence, organisme indépendant, et les tribunaux réprimer les pratiques anticoncurrentielles et déloyales. Elle a simplifié et modernisé notre droit de la concurrence pour le rapprocher de celui qui s'applique chez nos partenaires de la Communauté économique européenne.

Le Conseil de la concurrence a été saisi à cent quarante-sept reprises depuis son installation en février 1987, soit à un rythme, cinq fois plus élevé qu' auparavant. Au contentieux, le Conseil de la concurrence a rendu des décisions remarquables sur des pratiques suivies dans des secteurs aussi divers que les marchés publics, ou la distribution des produits parapharmaceutiques, des appareils électroménagers, de la presse ou des carburants. Dans son rôle consultatif, il a donné son avis sur des problèmes de concurrence à la demande des professionnels et des entreprises, des tribunaux et des pouvoirs publics. Ces derniers ont saisi sur trois opérations de concentration d'entreprises.

Les entreprises prennent, chaque jour davantage, conscience du bénéfice qu'elles peuvent retirer d'un fonctionnement concurrentiel de l'économie. Celui-ci est d'autant mieux assuré que le gouvernement manifeste sa volonté de promouvoir une politique active de la concurrence. Le gouvernement a, ainsi, amorcé des adaptations de la réglementation dans les activités bancaires et financières, ferroviaires, de transport et de télécommunications. Il reste que ces adaptations doivent être relayées par la conviction partagée des différents participants : économiques, professionnels et consommateurs.

LE VOTE ECOLO
dans

Politis
LE NOUVEL HEBDO DU JEUDI

AU SOMMAIRE DU N° 10

- Scandales et règlements de compte à la municipalité d'Hyères.
- Le débat sur les institutions : CITOYENS OU SUJETS ?

Thierry Pfister - Pierre Bauby - Gérard Soulier.

A PARTIR DE **71000F**

RENAULT 21: VOTRE LIBERTE

Toute la liberté rien que la liberté. Fougueuses, sportives, performantes, les Renault 21 vous conduisent en toute sécurité dans un monde de liberté totale, de liberté absolue. 14 versions, 6 motorisations, 5 niveaux d'équipements. 10 versions essence dont 2 automatic, 4 motorisations de 1721 cm³ à 1995 cm³ Turbo. 4 versions Diesel.

2 motorisations. 2068 cm³ en Diesel et Turbo Diesel. Modèle présenté: Renault 21 TI avec options. Milésime 88. Consommations normes UTAC: 5,8L à 90 km/h - 7,1L à 120 km/h - 10,7L en cycle urbain - Garantie anti-corrosion Renault 5 ans - DIAC votre financement.

RENAULT
DES VOITURES
A VIVRE

RENAULT présente elf

Les livres de la semaine
 par
 YVES
 ROYER

Les faux pas
 du chancelier

Les deux bouts
 de la bague

Jean Genet, la vie écrite

Le pouvoir du Beau

Cette langue qu'on croyait connaître...

HENRIETTE WALTER
 LE FRANÇAIS DANS
 TOUS LES SENS

Ses charmes et
 ses contradictions.

Tel qu'on le parle,
 tel qu'on l'écrit
 et tel qu'on l'aime.

ROBERT LAFFONT

MICHEL BRAUDEAU

CE QUE PENSAIT ROGER

John Updike inspecteur de l'infini

Dans *Ce que pensait Roger*, le romancier américain nous prouve que la vie est un miracle.

ROGER LAMBERT, professeur de théologie dans une verdoyante université de Nouvelle-Angleterre, est un drôle de paroissien. Il aime bien regarder par la fenêtre, rêvasser à tout, à rien, ou plutôt si, toujours à la même chose : à ce. C'est fou ce qu'il y pense, Roger, installé dans son fauteuil douillet, et, s'il n'est plus ministre du culte, on voit très vite vers quels autels il est allé porter ses prières et sa foi. Il a une femme, Esther, dont il est un peu lassé, et son esprit vagabonde plutôt vers de blondes étudiantes, quand un importun jeune homme, Dale Kohler, en interrompant le cours sulfureux.

Ce Dale a obtenu un rendez-vous avec Roger, en se présentant comme un ami de Verna, la fille de la demi-sœur de Roger, Edna. Les relations entre Edna, Verna et Roger sont compliquées à souhait et fluctuantes. Nous ne les résumerons pas. Du reste, ce n'est pas vraiment par l'intrigue, les événements, les rebondissements que le roman nous tient et nous importe, mais, comme souvent chez Updike, par la profusion de l'accessoire, du décor cannibale, des conversations, apparemment superflues, annexes, qui dévorent le « sujet », les personnages, parce que le vrai sujet, c'est cela, la garniture, « ce que pensait Roger ».

Au début, il n'est pas emballé de causer avec ce rasoir imper-

turbable qui se prend affreusement au sérieux, lui et ses réflexions profondes. Il faut dire qu'un individu qui fait irruption dans un récit, à la page 21, en déclarant : « Monsieur, êtes-vous au courant des récentes découvertes de la physique et de l'astronomie ? », cela jette un froid.

Prouver Dieu au moyen d'un ordinateur

Le lecteur et même l'auteur s'attendent au pire. Avec raison, car ce personnage arrive sans molir, sous forme de longs dialogues truffés d'un jargon scientifique auquel le lecteur ordinaire de littérature ne peut qu'accorder le bénéfice du doute, dans le genre : « On l'a constaté, la micro-onde primordiale de trois K, découverte en 1964, était uniforme à un pour dix mille près, mais ici, il s'agit de portions du ciel », etc. Certes, la meilleure volonté du monde a quelques difficultés à ne pas sauter une dizaine de pages, d'autant qu'un peu plus loin on s'interroge sur le fait de savoir si « le neutrino a une masse », et que le visiteur annonce tout ce son projet : prouver Dieu au moyen d'un ordinateur.

Pas facile, évidemment. Même pour Updike, qui est pourtant capable de tout ou presque ; de nous faire cinq pages agréables et



John Updike vu par Dominique Nabokov.

amusantes sur l'extraction de la racine carrée de 52, par exemple, ce qui n'est pas à la portée du premier venu. Roger suit tant bien que mal les méandres et les détours informatiques de son interlocuteur, mais son attention se relâche par moments, comme la nôtre, et c'est là que se déploie avec le plus d'évidence et de brio le talent d'Updike : dans les apartés, les digressions, les parathèses, avec un humour féroce et une liberté d'allure déconcertante. D'un problème métaphysique on glisse à une promenade en forêt, on à un souvenir d'enfance cocasse, par une série d'embêtements et de détours superbo-

ment contrôlés, mais qui donnent l'impression que ce monde est grotesque autant qu'admirable ; tout y est sur le même plan, le dessin d'une étiquette, une querelle de théologiens, une publicité télévisée de nourriture pour chats, une idée obscène, la vitrine d'une « pâtisserie pour adultes (gâteaux érotiques et bombons bizarres) », et le sentiment de la mort partout à l'affût.

Les deux bouts de la bague

Peu d'écrivains (Nabokov, en tout cas) ont à ce degré le don de nous convaincre que le monde est merveilleux, la vie un miracle sans égal, l'univers tout entier un phénomène prodigieux, envoi. On trouvera une évocation encore plus lyrique de ces convictions religieuses et enthousiastes dans le bref recueil de poèmes qui vient de paraître chez le même éditeur.

Pour Updike, le roman n'est pas un miroir que l'on promène le long d'un chemin - quoiqu'on le dise trop souvent, il n'est pas le peintre d'une classe moyenne américaine, du moins est-il bien plus que cela, par son style précis, mais plutôt une loupe, une loupe dans laquelle l'écrivain regarde, tout à coup, par les deux bouts, à sa fantaisie, en se déplaçant au long d'un chapitre. Tantôt le paysage se rétrécit et brille en reflet sur une bille, le bouton d'un vêtement ; tantôt un petit morceau du réel se voit impitoyablement grossi, disséqué, analysé, scruté dans le détail le plus pointu, avec une obstination maniaque. On n'arrête pas de changer de distance focale, pour emprunter à Dale Kohler une de ses métaphores pseudo-scientifiques, mais commodes. C'est ce qui fait la beauté des descriptions d'Updike, la singularité de son génie et la difficulté de juger paisiblement de son œuvre.

Tout à la fois de jongler avec ses instruments d'optique sur tel ou tel aspect de l'existence, l'auteur se garde bien de nous suggérer une claire vision, morale et bien lisible, de la vie, ni même de nous donner un point de vue unique. « Elles sont si rares les choses qui, lorsqu'on les contemple, ne s'ouvrent pas comme de fragiles trappes sous le poids de notre attention, pour nous précipiter dans l'insondable puits qui bée en contrebas. » Et visiblement, le détective est trop amoureux de son enquête pour la conclure à jamais.

MICHEL BRAUDEAU.

* CE QUE PENSAIT ROGER, de John Updike, traduit de l'anglais par Maurice Rameau, Gallimard, 394 p., 100 F.

* LA CONDITION NATURELLE, de John Updike, poèmes, traduits de l'anglais par Alain Bédou, Gallimard, 125 p., 75 F.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Jean Genet, la vie écrite, de Jean-Bernard Moraly

Le pouvoir du Beau

TOUTE biographie veut intrusion. Dans le cas de Genet, la fouille du passé tourne à la descente de police dans les hôtels borgnes, avec genou sur l'estomac : alors, comme ça, on a moins fait qu'on ne le prétendait, et davantage ? On se vantait dans le pire, non ? Et pourtant il faut y aller voir, confondre le prévenu. Non pour que lumière et justice soient faites, la belle affaire ! Mais parce qu'ici le fameux rapport vie-écriture, comme tout le reste, est inversé ; ce n'est pas le vécu qui a nourri l'œuvre, mais la création qui a retenti dans l'existence, inspiré l'action, et tenu lieu de croyance ; une croyance exclusive, bien au-delà de l'extrémisme politique, dans les vieux pouvoirs ambigus de la Beauté.

Peu d'écrivains ont à ce point brouillé les pistes, et encouragé les légendes sur leur compte. L'Assistance, la maison de correction, la Légion étrangère, les travestis espagnols, les prisons d'Europe, Pigalle, l'errance, les valises portées aux terroristes : tout de cette vie de cavale, a pris en mythes, à cause des romans d'altérité autobiographique (*Miracle de la rose*, *le Journal du voleur*, *Notre-Dame-des-Flours*, *Pompes funèbres*) et par la grâce des protecteurs augustes, Cocteau puis Sartre, qui y avaient intérêt.

Jean-Bernard Moraly propose une première mise à plat de ces falsifications. Moraly est docteur en études théâtrales, aujourd'hui professeur à Jérusalem, et auteur de pièces - *les Cathédrales*, *Sissi en enfer*, *le Tombeau des poupées*, *Strip*. Il a retrouvé des lettres, des témoins, des traces. Il s'en sert d'une manière qui serait plus à Genet : sans brutalité, en connivance avec ce qui compte d'abord chez un poète, ses œuvres.

DONC Genet ment comme il respire ; entendez : comme il écrit, puisque c'est tout en chez lui. Il ment-écrit pour se sauver. C'est au point qu'une fois

sorti de prison, à l'en croire, il fut « perdu pour l'écriture ».

La naissance sans père ni mère (en 1910), cela est vrai. De même, le burlesque du Morvan qui le recueille, la première communion. Mais le départ à quatorze ans entre deux gendarmes, le Mal choisi pour se conformer aux soupçons et échapper à la mort sociale d'un mâle comme tout le monde, cela c'est déjà de la broderie. Serait authentifiée la légende parce qu'elle l'arrange, lui aussi ; elle conforte sa philosophie de la liberté.

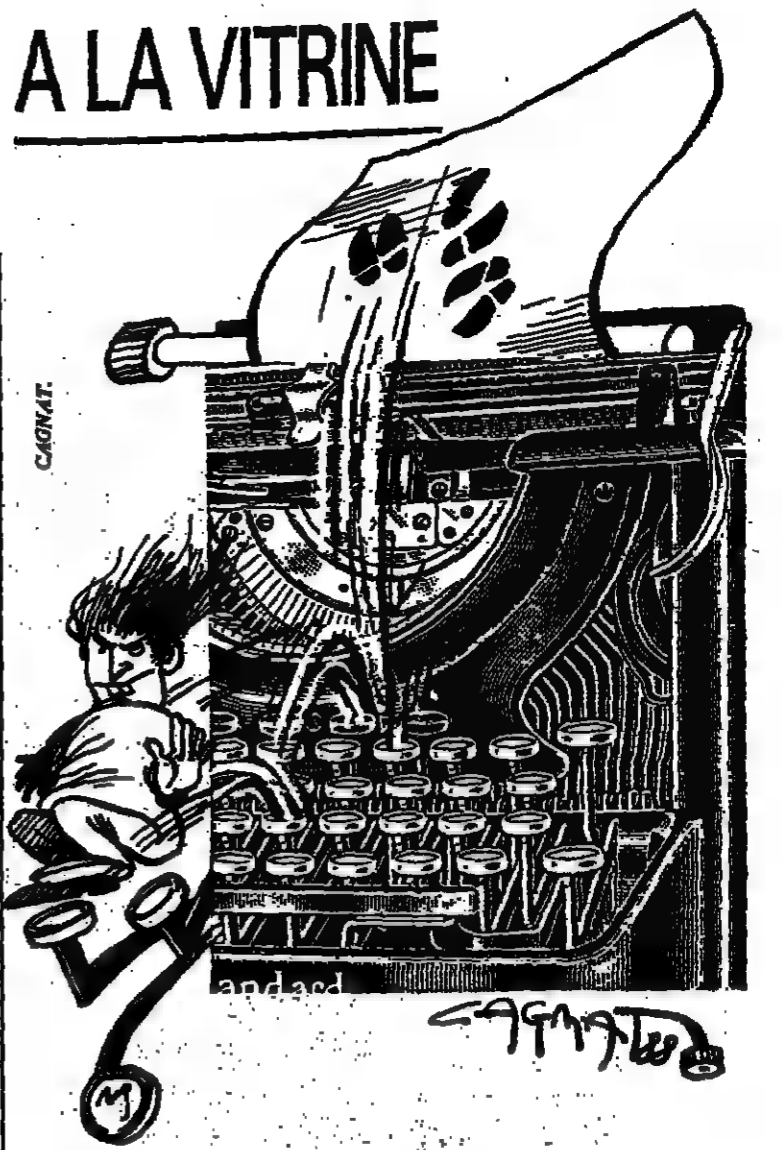
La réalité est autre. Genet s'emploie à Paris chez un chansonnier aveugle. S'il se retrouve en prison et en pénitencier de Metz, c'est probablement pour avoir voyagé sans billet... entre Meaux et Paris ! L'œil du copain crevé avec un canif, ce sera un des beaux passages du *Miracle de la rose* et un thème repris plusieurs fois, mais sans qu'on sache ce qu'il en fut au juste. En toute, la mémoire des hauts faits est à tout le monde, Papillon en profitera. On met bien en commun la pire promiscuité ; pourquoi pas les coups fumants ?

A METTRAY, Genet n'est pas si malheureux, ni si révolté. Il dévore des livres. Dans le Morvan, déjà, il lisait sans cesse. Dès 1942, Jean Marsis et d'autres seront éblouis par son érudition, de Ronsard à Dostoïevski et Proust, lesquels vont beaucoup influencer *Notre-Dame-des-Flours*. Mais Genet mettra une constante coquette à nier sa passion de la lecture, de même qu'il dira avoir écrit son théâtre sur commande et dans l'ennui. Motif probable : nous, les ennemis, les représentants de l'ordre héf, nous n'avons pas à connaître son plaisir, à nous « pencher amoureuxment » sur l'accusé ainsi qu'il sera reproché à Gide.

(Lire la suite page 20.)

مكتبة ابن الجوزي

A LA VITRINE



LETTRES ÉTRANGÈRES

L'admirable lyrisme de Bobrowski

Paul Celan ne faisait pas de différence entre un poème et une poignée de main...

plus haut. Il faut saisir l'occasion que ce volume nous donne de découvrir cette œuvre bouleversante.

CE QUI VIT ENCORE, de Johannes Bobrowski, traduit de l'allemand par Ralph Duttli et Antoine Jaccottet, édition bilingue, L'Alphé, 102 p., 69 F.

MYTHOLOGIE

La gloire des « forçats de la route »

A chacun ses mythologies. Celle qui hante le souvenir d'Olivier Dazat repose rigoureusement sur le réel.

LES SEIGNEURS ET FORÇATS DU VELO, d'Olivier Dazat, Calmann-Lévy, 172 p., 260 F.

EN BREF

- Le prix Jean-François a été décerné à ANGELO RINALDI pour son roman Les Roses de Pétra (Gallimard).
LA LIBRAIRIE MARTIN FLANKER, spécialisée dans la littérature de langue allemande...

- La revue Sésia, revue littéraire, poétique et artistique, organise, comme chaque année, un PRIX DE POÉSIE contemporaine (classique ou moderne)...

DERNIÈRES LIVRAISONS

BIBLIOGRAPHIE

MARIA GREEN: Bibliographie et documentation sur Max Jacob. Par une universitaire canadienne, une reconstitution complète de tout ce qui a été écrit sur l'auteur du Cornet à dés...

CIVILISATION

OUVRAGE COLLECTIF: numéro spécial de la revue Etudes arméniennes sur Haig Berberian. De Georges Dumézil à Dickran Kouymjian en passant par Claude Cahen, Marius Canard, André Grabar...

CRITIQUE LITTÉRAIRE

HANS ROBERT JAUSS: Pour une herméneutique littéraire. Quelles sont les limites et les tâches d'une herméneutique littéraire? Dans quelle mesure celle-ci peut-elle contribuer à la compréhension esthétique des textes littéraires ou poétiques?

HISTOIRE

MICHEL CARMONA: les Diables de Loudun. Michel de Certeau s'était penché, à partir de 1970, sur cet épisode fameux et spectaculaire de l'histoire religieuse, mais aussi politique, du Grand Siècle.

LETTRES ÉTRANGÈRES

MIRCEA ELIADE: les Moissons du solstice. Mémoires 1937-1980. Ce volume fait suite aux Promesses de l'équinoxe, premier tome des Mémoires, paru en 1980.

du roumain par Alain Perut (Gallimard, 280 p., 120 F.).

LITTÉRATURE

VASQUIN PHILIEUL: Laure d'Avignon. Pierre Larigue et Jacques Roubaud ont exhumé cette traduction d'une partie du Canzoniere de Pétrarque parue en 1548.

POÉSIE

JULES ROY: Chant d'amour pour Marseille. Après avoir cédé ses archives à cette ville qui marqua son enfance pied-noir, lors de vacances en « métropole », Jules Roy a composé pour Marseille un superbe poème en prose où la cité phocéenne se reflète dans son histoire et dans le cœur de l'écrivain.

PSYCHANALYSE

FRANÇOISE DOLTO: Inconscient et destins. Réalisé avec Jean-François de Sauvrezac, ce volume constitue le troisième volet du Séminaire de psychanalyse d'enfants et une étape de plus dans l'œuvre déjà abondante de la vaillante doyenne des psychanalystes français.

THÉÂTRE

SHAKESPEARE: Hamlet. Traduite et présentée par André Lorant, une nouvelle version - donnée en bilingue - de la célèbre tragédie de Hamlet prince de Danemark (Aubier, 430 p., 110 F.).

Ballade pour un enfant défunt

« Arrachez une fleur dans la prairie, vous changerez la marche des astres » : la métaphore du poète persan se charge d'une pertinence essentielle; on se demande, à juste titre, combien d'astres ont explosé ou disparu au fond des trous noirs, chaque fois qu'un enfant a été tué par la faim, jeté dans une chambre à gaz, écrasé sur la route, achevé par la maladie dans ce cosmos mu par les lois du hasard aveugle et de l'incompréhensible nécessité.

HISTOIRE

La seconde « guerre de Cent Ans »

Pierre de la Condamine a déjà signé plusieurs livres historiques. Etabli à Saint-Mol (Loire-Atlantique), il préside la Société des Amis de Guérande, et, à ce titre, édite les Cahiers du pays de Guérande, dont il a fait une revue régionale très appréciée.

ANTHOLOGIE

Un monument à la littérature corse

Présentée en quatre volumes, l'Anthologie des écrivains corses est une réédition refondue et mise à jour d'un ouvrage en deux tomes que Hyacinthe Yvia-Croce fit paraître en 1932.

Le premier volume, qui rassemble les œuvres publiées entre le quinzième et le dix-huitième siècle, s'ouvre sur l'historien Giacomo Breccoli, qui écrivait en latin. L'originalité corse et le sentiment d'une véritable identité nationale font leur apparition au dix-huitième siècle, exaltés par de nombreux écrivains. Ceux-ci, pour la plupart polémistes et pamphlétaires, sont rassemblés autour de l'impressionnante personnalité du capitaine Paoli, ardent défenseur de la Corse, qu'une longue guerre (1729-1769) oppose à la République de Gênes.

VALÉRIE CADET.

ANTHOLOGIE DES ÉCRIVAINS CORSES, de Hyacinthe Yvia-Croce, éditions Cyprien et Verdier, Ajaccio, 3 volumes reliés en peau, 3400 F.; normal, 2200 F.

ROMANS

La langue ensoleillée de Roland Bacri

Le livre de Roland Bacri, est un roman historique et familial. La famille de Bacri dont l'un de ses membres, Roland, quatorze ans, rapporte les mille et une petites histoires de leur vie quotidienne, à Alger avant 1962. L'histoire: celle des ancêtres à les rôles d'Alger, immortalisés dans un livre incunable La Bacriade, poème héroïque-comique de 1827 « moitié l'Iliade et l'Odyssée, moitié Racine et Corneille », que le grand-père garde sous une pile de draps dans son armoire.

On vous une tendresse particulière aux livres qui nous font rire. Le roman de Roland Bacri est de ce genre. L'auteur s'amuse de tout ce qui passe, des riens et des gens. Il rit de tout, de lui-même, des religions, des coutumes, du livre qu'il est en train d'écrire, du langage. Bacri ne décrit pas. Il expose. Il fait éclater - de rire - la vie, les disputes, les cris, le soleil, les bruits d'Alger. Il fait résonner des voix et des accents.

EDGAR REICHMANN.

UNE RUE A TRAVERSER, d'Henri Danson, Liana Levi, 221 p., 89 F.

LES ROIS D'ALGER, de Roland Bacri, Grasset, 293 p., 88 F.

Ballade pour un enfant défunt

« Arrachez une fleur dans la prairie, vous changerez la marche des astres » : la métaphore du poète persan se charge d'une pertinence essentielle; on se demande, à juste titre, combien d'astres ont explosé ou disparu au fond des trous noirs, chaque fois qu'un enfant a été tué par la faim, jeté dans une chambre à gaz, écrasé sur la route, achevé par la maladie dans ce cosmos mu par les lois du hasard aveugle et de l'incompréhensible nécessité.

Après ses ouvrages sur le marquis de Portcaillec, sur le combat des Cardinaux, sur la bataille de Saint-Cast (Le Bateau qui vira édit., Cahajais en Saint-Mol, 44350 Guérande), Et de la Condamine poursuit une œuvre attachée à la Bretagne (et à la mer), en publiant un gros volume où il relate cette espèce de « guerre de Cent Ans maritime » (1660-1760) qui mit aux prises Français et Anglais.

EN POCHE

- Voici les 2 400 premières pages de l'océanique série romanesque de Jules Romains Les Hommes de bonne volonté, parue en vingt-sept volumes, de 1932 à 1947. Cette réédition, qui comportera quatre volumes (les deux premiers paraissant aujourd'hui), publiée chez Robert Laffont, dans la collection « Bouquins », est présentée par Olivier Roy. Les Jules-Romains a établi une biographie chronologique de l'écrivain.
Dans une nouvelle collection de poche, « Fortuno », aux éditions de Fallois, paraissent les quatre volumes des Souvenirs d'enfance de Marcel Pagnol et les deux tomes de L'Eau des collines - Jean de Florette et Manon des sources - récemment adaptés au cinéma.

EN BREF

- Le prix Jean-François a été décerné à ANGELO RINALDI pour son roman Les Roses de Pétra (Gallimard).
LA LIBRAIRIE MARTIN FLANKER, spécialisée dans la littérature de langue allemande...

DU LIBRAIRE

BANDES DESSINÉES

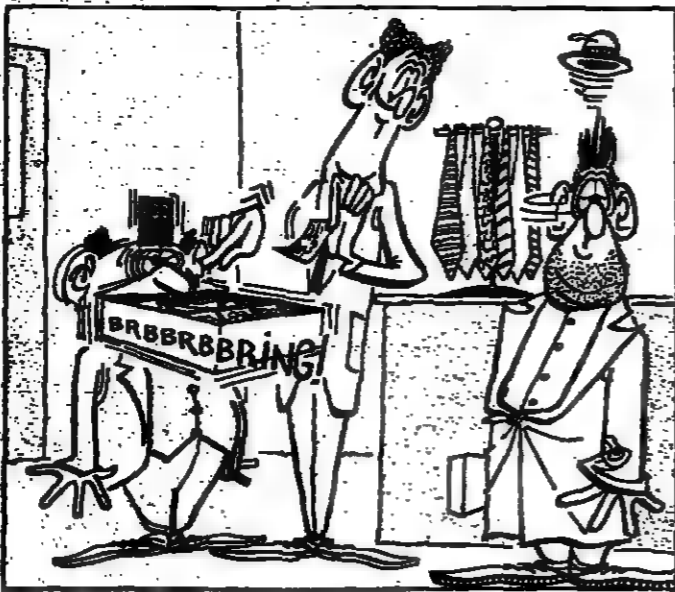
Les feux de l'humour

BONNE NOUVELLE ! Après avoir célébré le retour de la grande aventure et annexé des genres nouveaux comme le reportage ou l'autobiographie, les comics se souviennent de leur vocation première : ils redévoient drôles. Ainsi voit-on Futropolis, éditeur à la production généralement austère, inaugurer en fanfare une nouvelle collection dédiée au rire. Son nom seul, « Gros Nez », est tout un programme, que ne démentent pas les deux premiers titres parus.

Dans les Vieux Copains pleins de pépés, Harry Mickson, le héros fétiche de Florence Castac, promène son bérêt, son bleu de travail et se dégaîne avaché en compagnie d'un ancien pote de lycée, le dénommé Laplume. Ensemble, ils partent à la recherche d'un troisième larron, roi des combines foireuses et des coups pas nets. Cette quête fournit la prétexte à une véritable traversée sociale où, de caractéristique moderne en studio d'enregistrement, en passant par un boîte gay et une auberge normande, le France des années 1980 se décline tout entière. Avec cet album (le premier où elle se risque à manier les pots de couleurs), Castac opte pour un registre qui devrait lui valoir un nouveau public : celui de la comédie de mœurs, primesautière et sans méchanceté, plus proche de Truffaut que de la Bruyère. Enveloppées par un pinceau qui swingue, les formes rebondies et flasques peignent son univers essorant, en ces temps marqués par le retour de l'accadémisme, une séduction qui est celle de la vie même.

Gendarme Gédéon, héros de la manchoussée française, était déjà la vedette d'un album paru en 1986 aux Humanoides associés. Son créateur, Weismüller, lui confie une nouvelle conquête : Gendarme Gédéon et l'astrologue. En dépit de son cas glauque, de son estomac qui ballonne, de sa tenue négligée, de sa lâcheté stannique et de sa confiance aveugle dans un chef hystérique (« Les ordres ont une signification que le simple gendarme ne peut comprendre. C'est un bien, car il est souhaitable pour la discipline que l'autorité se voile d'un certain mystère »), cet indigne représentant de l'ordre se singularise par une qualité qui rachète tout le reste : l'innocence. On le verra assister, impuissant, au défilement de la fureur humaine dans une pléiade bourgeoise où sévit un égorgement de la race canine.

Principaux acteurs du drame : une princesse sur le retour et un biologiste fou déguisé en officier pour chien. Le scénario est essentiellement comique, et culmine dans une apothéose dentaire où Satan lui-même fait une apparition. L'humour, ici, passe surtout par les dialogues, et par le mélange de références qui vont de Marinetti à l'Assoluto



Don Martin ou le langage carnage des corps.

Au Beurre en passant par le cinéma expressionniste et l'école graphique du magazine espagnol El Vitor. Les dessins de Weismüller manquent encore d'homogénéité (et son langage de régularité) ; cependant, dès qu'ils se laissent investir par la fresque ou qu'ils touchent à l'allégorie, ils deviennent très convaincants. Dès à présent, un auteur à surveiller. (Les Vieux Copains pleins de pépés, de Florence Castac, 44 p., coul. ; Gendarme Gédéon et l'astrologue, de Weismüller, 44 p., NB, Futropolis, coll. « Gros Nez », 45 F. chacun.)

Miguel Angel Prado s'est fait connaître outre-Pyrénées par ses Fragmentos de la Enciclopedia delica, une série de science-fiction dessinée au lavis, récompensée en 1985 par le Prix du meilleur album espagnol de l'année. Après avoir composé un second album en noir et blanc, Stratos, il a publié dans Comix International les récits complets en couleurs qui nous valent aujourd'hui de le découvrir en France.

Chiens de vie impose d'abord Prado comme un graphiste de première force. Déformant les visages, tordant les perspectives, son trait gracieux et élégant traduit une sorte de perception mi-onirique, mi-éthérique. Les couleurs, lumineuses mais un peu pâles, donnent du volume et de la présence à des formes le plus souvent en déséquilibre. Elles délimitent aussi le bord extérieur des choses, qui ne sont pas encadrées. À la lecture, on est saisi par la noirceur, la férocité et la misanthropie de ces fables qui dépeignent un monde caractérisé par la démission et l'incompétence des autorités, un monde où la médiocrité, la mauvaise foi et l'injustice triomphent, où le pire est toujours à craindre.

La méthode de Prado est fort semblable à celle de Francis Masse : pousser la logique d'une situation paradoxale jusqu'à ses conséquences ultimes, l'élargir aux dimensions d'un cauchemar métaphysique — et prendre le parti d'en rire. Est-ce un hasard s'il est encore question de chiens dans la meilleure histoire du recueil, Hor Dogs, où les cynophiles sont à ce point cyniques qu'ils vous dégoûteraient à jamais du meilleur ami de l'homme ? (Chiens de vie, de Miguel Angel Prado, les Humanoides associés, 56 p., coul., 55 F.)

Don Martin et Théo Van den Boogaard (avec son scénariste Wim Schippers) sont des vedettes déjà consacrées de l'humour graphique, qui partagent un même goût pour le démesuré et le grotesque. Long-temps pilier du magazine satirique américain Mad, Don Martin n'avait cependant jamais eu d'album publié en France. C'est chose faite avec Les singes riens, anthologie de quelques-uns de ses meilleurs gags parus dans les années 50 et 60. Il s'agit de sketches courts, où le langage des corps l'emporte sur celui du verbe. Des personnages sinistres (qui n'ont pas seulement l'air idiot mais qui le sont réellement) évoluent dans un monde en défile, où n'importe quel objet peut devenir une arme redoutable, où l'action la plus banale peut être source d'un processus insolite. Si certains gags sont d'authentiques trouvailles comiques, c'est surtout par leur gestuelle très originale que les héros de Don Martin provoquent une irrésistible hilarité.

La gestualité est aussi l'activité la plus saillante de Léon le Terreur, ce quinquagénaire cataclysmique dont l'impénétrable énergie s'emploie à faire dérailler la machine sociale, à briser toutes les convenances et à pointer tous ses interlocuteurs dans une égale stupeur. Vrai fou ou mystificateur de génie, c'est en tout cas un personnage d'une rare puissance, peut-être le seul héros de BD à qui rien ne paraît interdit. Il est dommage que, si la mise en images de Van den Boogaard est toujours aussi virtuose, Wim Schippers n'opère plus guère de sélection parmi des idées d'ingéniérie, et se contente parfois d'un simple mot d'auteur. S'agissant d'une série qui ne désigne pas la scotologie, ce n'est-à-dire qu'on y trouve à boire et à manger ? (Les singes riens, de Don Martin, Glénat, coll. « Humour », 64 p., NB, 59 F. ; Léon le Terreur fait des vagues, de T. Van den Boogaard et W. Schippers, Albin Michel, 42 p., coul., 49 F.)

THERRY GROENSTEEN

Michel Mollat Jacques Cœur ou l'esprit d'entreprise au XV^e siècle

« A travers cette vie extraordinaire, se profile avant tout la première manifestation moderne de l'esprit d'entreprise, où argent et politique sont étroitement mêlés. »

Pierre Roudil / Le Figaro Magazine

« Un tableau extrêmement fouillé des mécanismes économiques et financiers de l'époque, le ressort des promotions sociales, toutes les manières d'avoir finances comme on disait alors. »

Nicole Casanova / Le Quotidien du Méridien

Aubier

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire. Adresser manuscrits à CV à : La Pensée Universelle Service L.M., 4, rue Charlemagne 75004 Paris Tél. : 48.87.08.21



LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITIONS

Suzanne Prou



Le Temps des Innocents

Ils avaient 18 ans en 39, ils étaient innocents, et voulaient vivre...

roman

Albin Michel

DAKAR CARREFOUR AFRICAÏN DU LIVRE

Après le succès de l'édition 85, le 2^{ème} Foire Internationale du Livre et du Matériel Didactique ouvre ses portes à Dakar du 25 au 30 mai 1988. Du dernier Goncourt au Grand Prix Littéraire de l'Afrique Noire en passant par les matériels éducatifs de premier plan, découvrez tout ce qui s'inscrit au chapitre de l'actualité. Auteurs, éditeurs, libraires, enseignants et lecteurs, mettez-vous à la page : rendez-vous à la 2^{ème} FILDAK !

2^{ème} FOIRE INTERNATIONALE DU LIVRE ET DU MATERIEL DIDACTIQUE

Pour toutes informations complémentaires : CICES, Route de l'Aéroport, B.P. 8166 DAKAR, YOFF, Téléphone (821) 80.04.69 D.F.A. s.a.s. 5, rue St-Jean, 13100 Aix-en-Provence, France. Tél. (83) 42.27.99.82

Form with fields for Nom, Adresse, Téléphone, and Activité.

(Conditions particulières de transport et d'hébergement)

LA VIE LITTÉRAIRE

Des chiffres et des livres

Au printemps dernier, les responsables des chaînes télévisées réfléchissaient : comment inventer une émission littéraire attractive, nouvelle, qui ne soit rien au modèle obligé en ce domaine, l'inévitable « Livres en tête ». (Voir le Monde Radio-télévision du 12-13 juillet 1987). La réflexion fut longue, ardue, douloureusement courbée sous les sondages et les taux d'écoute. Elle le resta, sauf pour TF 1, la grande chaîne privée qui, elle, a trouvé.

Cela dura une dizaine de minutes, tous les lundis vers 23 h 30, met face à face, dans un décor de fausse bibliothèque, Joseph Poir et Jacques Duquesne (qui présente des livres le matin sur la même chaîne), et cela s'appelle « Livres en tête ». Mais attention de ne pas tomber dans le piège que ce titre vous tend ! La « tête » dont il est ici question n'est nullement le siège de quelque esprit. Cette « tête », c'est celle des sondages, du « Top 50 » des livres, critère absolu de qualité et de valeur, comme chacun sait ! Four célèbres cette tête, TF 1 s'est associé à l'Institut IPSOS et à l'hebdomadaire le Point, dont Jacques Duquesne est le PDG. Le panel représentatif des librairies donne aux classements ainsi établis une fiabilité irréprochable.

Romans, livres de poche, essais et biographies sont cités par les deux animateurs, qui commentent l'évolution des classements, comme on le ferait de M. Bourse. S'ils sont parfois brièvement racontés, les livres, les seuls cinq livres de chaque classement, ne sont évoqués qu'au titre de leur taux de vente.

Que la logique commerciale soit dominante et s'impose à toute autre considération, il n'y a plus beaucoup de motifs pour espérer le contraire. « Livres en tête » — émission auprès de laquelle « Apostrophes » apparaît comme profondément élitiste, aristocratique... — en intégrant cette seule logique, en la faisant sienne, achève de nous en persuader.

E. Ka.

L'intime exposé

La librairie Flammarion 4 du Centre Georges-Pompidou a voulu consacrer un mois — il s'achève le 27 mars — au « Domaine privé », celui des écrits de l'intime et du secret. Dix mille ouvrages ont été rassemblés dans le forum du Centre Pompidou : correspondances, Mémoires, journaux intimes, autobiographies, entretiens. Des carnets intimes d'Henry Miller au Journal de Kafka, de Teilhard de Chardin à la correspondance Ponge-Paulhan, s'est tout un domaine de l'histoire

des lettres qui est ainsi mise en valeur, accompagnée d'une galerie de portraits d'écrivains par les photographes de l'agence Magnum.

La librairie Flammarion 4 a eu l'excellente idée, à cette occasion, de publier les « bonnes feuilles » du Journal de Charles Juliet, à paraître l'an prochain aux éditions POL. Ce cahier de douze pages grand format, en noir et blanc, avec une très belle mise en page, est en vente à l'exposition.

S. T.

La mort de Bison ravi

Le poète québécois Bison ravi est mort à Montréal, le 6 mars, à l'âge de cinquante-trois ans. L'ouverture du bar Le Blues clair, à Montréal, en novembre 1987, avait constitué pour lui une manière de consécration. Non seulement l'enseigne de l'établissement empruntait le titre de l'un de ses recueils de poèmes, mais, de plus, on y exposait en permanence ses ouvrages, et une table lui était réservée avec son nom gravé dans le bois.

Né à Paris en 1934, Bison ravi, de son vrai nom Patrick Stramir, avait émigré au Québec en 1959 pour ne pas avoir à combattre en Algérie. Son pseudonyme de Bison ravi — l'anagramme de Boris Vian — ne devait donc rien au hasard et aux Indiens mais repré-

sentait une sorte de salut à l'auteur du Déserteur.

Homme de radio, critique de cinéma et poète, Bison ravi fut d'abord et surtout un homme qui refusait de voir sa vie s'endormir sous ses pas. Sa générosité, ses refus de la gloire poétique, ses colères et sa manière bien à lui de transformer toute nuit blanche en poème, lui valurent d'être surnommé l'« André Leude québécois ». Bison ravi attendit le début des années 70 pour publier, mais fut aussitôt considéré comme un authentique poète québécois. Il utilisait tous les moyens (collages de citations, références musicales et cinématographiques, fragments d'autobiographie, etc.) pour exprimer la rage qui l'habitait. Quelques livres : Irish Coffees au No Name Bar, Vin rouge Valley of the Moon (L'Obscène Mycalope/L'Hexagone, 1972), 4x4/4x4 (Les Herbes rouges, 1974), Brèves 1/Pré-textes et lectures (L'Aurore, 1976), Brèves 2/Le Bison ravi fend le bise (L'Aurore, 1978), Blues clair (Les Herbes rouges, 1983 ; La Noroit, 1984) — témoignage de la quête de ce poète qui, jamais, ne renonce à cueillir, dans une prairie imaginaire, « le premier long cri d'amour ».

La revue franco-québécoise L'Écho d'été (BP 23, 77241 Casson Cedex) consacrera une part importante de sa prochaine livraison à ce Bison ravi parti vers d'autres horizons.

P. Dra.



22

E

Ce

L

ria

c

Séat

de 1 :

10 b

L

ric J

L'

Jusq

en

Gale

tion

IV

Jusq

JA

Jusq

FA

SUB

LE

Col. J

SL

MIL:

Jusq

C3

mission

Mu

ER

chass

18 h

21 à 4

C1

Entré

M/

Jusq

DE

CAIS

23 F.

FO

Jusq

M/

DRELI

LE

INDU

23 F. J

VAI

Jusq

ROMANS

La solitude du médecin

Marie Didier a écrit un nouveau roman « de la pauvreté et de la mort »

L'A médecine n'est pas un théâtre dont Marie Didier nous ferait visiter les coulisses. Dans Contre-visite, son premier livre, le médecin qui écrit - Marie Didier elle-même - ne tient pas un rôle, fût-il le principal. La réalité, ici, ne se joue pas sur quelque scène éloignée.

Ce que décrit Marie Didier, c'est précisément une proximité entre le médecin et l'homme ou la femme en souffrance qui s'adresse à lui ; une proximité qui est comme l'envers de la saine distance thérapeutique, maintenue lors de la « visite » du malade. A la médiation de l'art médical, des savoirs - ou non-savoirs - technique et psychologique répond ici l'intimité d'une relation simplement personnelle, humaine.

Cet espace intime, dont Marie Didier a tiré les pages de son livre, à partir duquel son écriture s'est formée, n'est cependant pas celui d'une confusion : le praticien n'exhibe pas à son patient ses propres maux et angoisses, n'échange pas avec lui quelques confidences ou maladroits secrets. « Ne pas oublier d'être seul », en inscrivant pour elle-même ce rappel à l'ordre et à la mémoire, Marie Didier définit la nature réelle de cette intimité. Le « mouvement », « voisin de celui de l'amour », qui porte le médecin « à la rencontre des malades » doit se conclure, se comprendre, dans la solitude.

L'hôpital, le cabinet de banlieue, les visites aux plus pauvres :

de tous ces lieux d'où montent une « plainte ressassée », les accents d'une misère quotidienne, physique autant qu'affective ou sexuelle, morale aussi bien que matérielle, Marie Didier n'est pas sortie indemne. « C'est le courage, c'est la lumière qui manquent pour traverser cette épaisseur ». Mais, même dans les moments de plus grand découragement, une force parvient à se reconstruire. « Je me sens présente sans fissure à tout ce qui vient à moi », écrit Marie Didier, qui cite, pour la prendre à son compte, cette injonction de Tchekhov : « C'est travailler qu'il faut, travailler et que tout le reste aille au diable. L'important, c'est d'être juste, le reste viendra de surcroît ».

Ce « livre de la pauvreté et de la mort », l'auteur de Contre-visite l'a écrit avec son expérience quotidienne, sans effets inutile, sans élever la voix, en s'efforçant simplement de rester « juste ». Racontant, chez une femme, la banalité (bavard et dérisoire) de vieillir ou bien la dignité de cette autre, au bord de l'agonie, c'est toujours le mouvement de la vie que retrouve Marie Didier, mouvement assez puissant pour venir à bout de toutes les fatigues, de tous les ennuis.

PATRICK KÉCHICHIAN.

* CONTRE-VISITE, de Marie Didier, Gallimard, 168 p., 75 F.

Cette étrange lenteur des souvenirs

Jean-Noël Pancrazi à la recherche de son enfance algérienne.

DANS la qualité de l'émotion que peut nous procurer un roman, la notion de vitesse, encore que difficilement appréciable, est sans doute déterminante. La vitesse d'un roman n'est pas tant fonction de la succession des événements qui en forment l'intrigue, de leur caractère précipité ou, au contraire, de leur rareté, que d'une certaine animation de l'écriture elle-même.

Ainsi, le Passage des princes de Jean-Noël Pancrazi est un roman qui doit beaucoup de sa beauté et du pouvoir d'évocation qu'il exerce à son étrange lenteur. Il s'y passe pourtant beaucoup de choses, entre un récit de voyage dans un Orient rêvé, sensuel, violent, meurtri, mais nimbé aussi de couleurs, d'odeurs et de formes mémorables, et le passé que cet étrange périple fait ressurgir dans la mémoire du narrateur : celui de l'Algérie des Aurès, telle que l'a vécue un jeune pied-noir au cours de ces terribles années qui ont précédé l'indépendance, le départ, l'exil. L'Algérie de l'enfance et d'une certaine douceur de vivre, mais aussi celle de la menace permanente, de la peur, de la soldatesque, des bombes qui explosent au milieu des fêtes, des villes qui flambent, des amis morts, des hébétés du chagrin, du passé que l'on jette dans une petite valise avant d'être déversé dans l'inconnu.

Entre ces deux plans du récit, celui d'un présent qui se dissout dans l'irréalité des mythes orientaux et celui de la mémoire qui frappe, au contraire, par sa brutale réalité, Jean-Noël Pancrazi a encore introduit d'autres plans, clairement empruntés, ceux-là, à la machinerie de la fiction : scènes de représentations théâtrales, morceaux de décors peints qui ont pour fonction de démultiplier encore la course du récit, d'introduire entre les jeux du présent et les cruelles évocations du passé quelques-uns de ces espaces flous dont on ne sait jamais trop s'ils appartiennent à la réalité ou à l'imaginaire, au théâtre de la mémoire ou à la mise en scène de nos angoisses.

Comme le « ralenti » au cinéma

Tout est donc fait pour que la relation présent-passé (voyage oriental initiatique-voyage forcé vers l'exil) ne soit pas placée sous le signe de l'opposition, du clair-obscur, de l'antagonisme douloureux, mais au contraire sous celui de la fusion progressive, de l'intégration, de la réconciliation. Le titre du roman de Pancrazi l'indique clairement : son livre est celui d'un passage. Passage d'une terre natale à une autre patrie, bien sûr, mais aussi passage de l'enfance - l'espace des princes - à l'humanité ordinaire, passage de la tendresse des caresses à la déstabilisation du désir.

Dans cette stratégie du passage, attentive, tendue, aigüe, la lenteur joue un rôle capital. Il convient que l'écriture ne soit pas viol, déchirement, arrachement, précipitation, mais qu'elle donne aux images, à la puissance évocatrice des mots, à leur charge de poésie ou d'émotion, tout le temps d'imprégner la narration, de désamorcer la violence de l'historique, de frapper d'une certaine irréalité l'insoutenable - comme le fait précisément le « ralenti » au cinéma. Cette étrange et envoiement lenteur, cette beauté de cérémonie d'où émanent tout à la fois la grandeur et l'émotion la plus intime, la plus personnelle, proviennent à la fois de la richesse de l'écriture et de son impeccable rigueur.

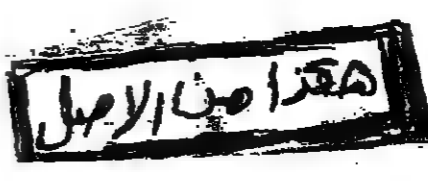
Une rigueur janséniste

La richesse, celle des évocations de lieux, des multiples notations de couleurs, de parfums, de textures, de lumières, celle des images superbes prélevées sur notre imaginaire de l'Orient ou attachées aux paysages des Aurès : celle encore de la prodigalité des sentiments et des désirs (qui transgressent toutes les frontières) a pour effet d'immobiliser le temps, de l'éterniser, de le saturer d'imaginaire. Mais cette profusion - on le voit bien dans les romans de Grainville par exemple - tourne vite au brio-à-brac et, pour le lecteur, à l'indigestion, si elle n'est pas guidée par l'économie de style la plus maîtrisée.

Jean-Noël Pancrazi écrit avec une rigueur quasi janséniste, sans le moindre empâtement, sans se permettre le moindre effet : une parfaite transparence, une exactitude sans faille, une impassibilité stylistique de classique qui donnent toute leur chance et toute leur puissance d'émotion aux figures du drame, à cette ample cérémonie de passage au corps de laquelle un homme consent à devenir lui-même, en se réconciliant avec l'insoutenable douleur de son passé.

PIERRE LEPAPE

* LE PASSAGE DES PRINCES, de Jean-Noël Pancrazi, Ramsay, 334 p., 110 F.



Les terres d'enfance de Jean Cau

CEUX qui aiment le Jean Cau polémiste, l'ancien secrétaire de Sartre, devenu l'un des charmes de la droite « musclée », on ne saurait trop recommander la lecture des Culottes courtes : ils n'y retrouveront pas leur héros. Mais à tous ceux qui se sont désoyés de voir un tel talent passer au service d'une pensée sans générosité, il faut au contraire recommander la lecture et la relecture de ce livre émouvant, plein de nostalgie, de chaleur, de tendresse, et qui,

d'ingues n'avaient pas à aller sur le divan des psychanalystes.

Elles sont pleines de personnalités qu'on aurait aimé d'avoir pour voisins, les nouvelles de Jean Cau, du baron tombé dans la poche à Mimi qui veut mourir parce qu'il ne prend pas de poisons, en passant par Richetta, qui ne veut pas « être enfant unique », Ritzen, qui « est toujours le premier en dessin », ou Jésus, qui ne va pas au catéchisme parce que son père est un communiste espagnol réfugié en France. Ne pas aller au



BERENICE CLEVE.

en trente-deux histoires très brèves, fait revivre un village du sud-ouest de la France dans les années 30.

catéchisme avec un nom pareil ! Prenez donc ! Aussi incroyables que si M. le curé, en pleine messe, s'était mis à chanter 'Viens poutoué ! ».

Jésus ne vas pas au catéchisme

Ce petit bout de Midi, ce sont les terres d'enfance de Jean Cau. Il dit, avec verve et humour, la vie d'avant la télévision et le rapit sur soi, haute en couleurs et en coups de gueule : la préhistoire, ou presque, pour ceux qui ont aujourd'hui dix-huit ans et qui ces récits devraient servir, comme un vieux film ou un album de famille aux photos un peu jaunies.

C'était le temps où les petites filles, comme Elise, avaient peur d'avoir leurs règles parce que « maman » n'avait rien fait leur dire et que, soudain, un ruche de sang venait, réveiller d'apostrophes terribles. C'était l'époque où les deux

Dans les Culottes courtes, les femmes se font faire des « indifférents » ; et celles qui se mettent du rouge à lèvres se font remarquer : les petites garçons bricolent leurs bécanes pour leur donner l'allure de « vélos de course » ; une fille se prend pour une poule, une autre pour une chèvre ; l'autorité est « détenue » par le garde-champêtre, l'instituteur et le curé. Quand Jean Cau rêve de son enfance, il est délicat, subtil, tout en nuances et en sourires attendris. Mais pourquoi donc l'homme qu'il est devenu cherche-t-il tant à cacher tout cela ?

Jo. S.

* LES CULOTTES COURTES, de Jean Cau, Le Pré aux clercs, 262 p., 95 F.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Le pouvoir du Beau

(Suite de la page 17.)

Certaines anecdotes, comme celle du fortin construit à Dames sous les ordres du général Gouraud et effondré au premier tir, on dirait que Genet les répète et les modifie à volonté, pour avoir le paix tout en nous narguant. Si la désertion de l'armée est avérée, le périple qui suit, à travers l'Europe, est flou. Le voyageur triche sur la durée des escales et la gravité des expéditions qui le font vivre. Traque-t-il du faux zloty ? A-t-il vraiment des faiblesses pour l'Allemagne nazie ? Comment savoir, avec lequel d'un pair qui le mensonge et la provocation sont sanctifiés d'avance !

Ce qui est sûr, c'est que les lettres amicales des années 40 débordent de délicatesse, de finesse érudite, et de renseignements sur sa vocation littéraire. Le choc Rimbaud est décisif... comme chez Claudel (tant il est vrai que les mêmes causes, en art, ne donnent pas les mêmes effets). Crime et châtiment comptera au point que Raskolnikov lui paraîtra plus vivant que Léon Blum. Proust, enfin, modèle souverain et tu ! Sur l'ombre des jeunes filles en fleurs, Genet a ce mot magnifique, valable pour toutes les lectures capitales : dès la première phrase, il a « su » qu'il irait « de merveilles en merveilles ».

L'« n'est pas douteux que Genet fait de la prison en 1943, mais pour avoir volé un Verlain à l'étalage, non pour les cambriolages microbolants que ses romans lui attribueront. On le verra très souvent en liberté. Peut-être n'a-t-il purgé que des peines mineures, plus bouquinière que gangster, et bientôt curiosité mondaine, dans le sillage de Cocteau (1943-1949).

Les années qui suivent (1950-1953) marquent une mauvaise passe. Est-ce la faute du livre de Sartre sur lui - Saint Genet - le texte le plus dense de Sartre ? « Sartre m'a dépouillé », se plaindra-t-il en 1964. Plus tard, il me dira (vidéocassette « Témoins »), mais avec un sourire de pure malice : « Sartre ? Je ne l'ai pas lu ! » Il ne serait pas le premier artiste, ni le dernier, qu'une gloire, même aimante, stérilise. Une autre crise surviendra lors des Paravents (1967). Peut-être le succès l'affole-t-il ? C'était un principe, chez cet homme à principes, il l'avait objecté à Cocteau : le poète doit rester dans l'ombre, inconnu, nulle part.

De fait, la dernière période (1967-1986) le verra « en fuite », au service de causes extrêmes. On le croise en 1968 à la Sorbonne, « devenue belle de ses profanations ». Il sera vite déçu par la « dentelle humaniste »

où sombre l'émeute, mais il aura perçu dans ces rêves révolutionnaires clos sur eux-mêmes un écho de son Balcon. Ses engagements militants suivent d'ailleurs ses éclats de dramaturge : d'une certaine façon, la campagne pour les Black Panthers procède des Nègres, et le soutien à l'OLP des Paravents.

Au terme de son enquête, moins poétique que de critique génétique, Jean-Bernard Moraly, reconstruit une espèce d'« agenda imaginaire » qui fait légèrement double emploi mais situe bien les périodes successives, les découragements, le détail des rencontres, publications et spectacles. (Sur le montage des Nègres, créé en 1959 au Théâtre de Lutèce par Roger Blin et repris ces jours-ci en Aquitaine, on se reportera à ses Nègres au port de la lune, dossier riche, notamment, des notes au metteur en scène.)

D'autres documents sont attendus prochainement : une nouvelle version de Haute Surveillance écrite pour Michel Dumoulin, réalisateur de grandioses Bonnes pour la télévision, des fragments de pièces, des lettres à Charlot Dargat et Antoine Boursseiller, devenus des amis très proches lors de la reprise du Balcon à Marseille en 1969, le gros scénario sur Metzray (1).

Mais le premier tri de Jean-Bernard Moraly a le mérite d'arracher Genet aux légendes et de déloger l'axe de ses convictions. Celles-ci se révèlent moins politiques qu'esthétiques. Parlant des Panthères noires à Michèle Mancœur, et refusant d'évoquer son théâtre, il affirmait sombramment en 1970 : « Je crois que Brecht n'a rien fait pour le communisme, que la Révolution n'a pas été provoquée par le Mariage de Figaro, de Beaumarchais. Que plus une œuvre est proche de la perfection, plus elle se renferme sur elle-même. Pis que ça, elle suscite la nostalgie. »

Et pourtant, Genet suscitait toute sa vie - et il continue de nous recommander - l'exploration des pouvoirs du Beau ; comme s'il n'avait pas eu le choix de s'en détourner.

* JEAN GENET, LA VIE ÉCRITE, de Jean-Bernard Moraly, La Différence, 346 p., 138 F. * LES NÈGRES AU PORT DE LA LUNE, Genet et ses différences, 288 p., 120 F.

(1) Pascal Fouché et Albert Dichey publieront, au cours du mois d'avril, un Essai de chronologie de Jean Genet pour les années 1910-1944, la partie la moins connue de la vie de l'écrivain, ce travail sera édité par la Bibliothèque de littérature française contemporaine de Paris VII.

Advertisement for 'DEVANT L'HISTOIRE' featuring a portrait of Jean Cau and a book cover. Text includes 'LES DOCUMENTS DE LA COMME' and 'sur la réactualisation de l'extermination des Juifs par le régime nazi'.

CIVILISATIONS

Le bonheur est une idée ancienne au Japon

D'Edo à Tokyo, de Philippe Pons : le livre d'un « citadin promeneur » sur un pays « où la vie est bonne ».

UN Japon qui ne soit plus celui des statistiques, ni de la puissance marchande. Derrière le Japon officiel, tout un pays qui ne se laisse connaître que de longue expérience : un peuple qui trouve ses raisons de vivre non dans le succès mais dans la vie même, dans la douceur du quotidien.

divers qu'ils soient, se nouent toujours fermement à deux axes qui charpentent son livre. Sur l'axe horizontal se déploient les thèmes diachroniques de la tradition et de la modernité ; et sur l'axe vertical, la stratification sociale est mise en perspective : depuis les couches dirigeantes jusqu'aux classes populaires étagées dans le profond du corps social.

morale et de religion, il ne garde que ce qui est utile au bonheur de chaque jour. Il ne fut jamais jaloux du pouvoir politique : la richesse, avec les plaisirs qu'elle permet, suffisait à ses rêves.

Le bonheur : notion confuse, insaisissable. Et pourtant, toute politique sera jugée, non par la puissance qu'elle vise, mais par le bonheur qu'elle permet.



L'hibonisme des fils d'Edo.

D'Edo à Tokyo : livre riche, copieux, varié, vagabond, livre d'historien et de sociologue, mais d'abord de promeneur, de citadin. Pendant bien des saisons, ce véritable paysan de Tokyo a parcouru son domaine : il en connaît les détours, les racines, les ressources, la faune et la flore ; il y a ses racines, c'est-à-dire ses souvenirs.

Dans sa recherche d'une permanence en profondeur, Philippe Pons a soin d'éviter la pente culturaliste : il ne postule pas un invariant qui transcende l'histoire, une japonité immuable de naissance. Nombreux sont les « traits de japonité » (Nihonjinron), parfois empreints d'un racisme naïf, qui veulent définir la nature essentielle de l'être japonais.

dans toute la société. Les citadins de Tokyo ne tentent pas de contester l'idéologie dominante, qui pourtant était aux antipodes de leurs traditions.

Ce qui reste ici du passé n'a rien d'assuré, rien de monumental ; c'est une présence légère, dispersée, menacée, d'autant plus attachante qu'on la sent précaire.

La mémoire des meurs

Civilisation du bois, non du marbre - résignée toujours à l'impermanence. Tokyo n'érige pas ses souvenirs en édifices, et ses rues ne célèbrent pas les noms notables d'une histoire. Où donc subsiste ce qui mérite de demeurer ? Dans le corps : ce qui doit s'apprendre, qu'on l'apprenne par cœur et par corps.

Deux siècles et demi de paix sous le règne hautain des Tokugawa : le peuple de la cité (la plus grande ville du monde dès le XVIII^e siècle) eut tout loisir de s'approprier une culture authentique, l'une des plus brillantes et des plus harmonieuses, et de s'en imprégner.

Des coutumes fragiles

Les vertus de diligence et de frugalité que le confucianisme leur prêchait depuis trois siècles trouvaient alors leur plein usage dans cette capitale ruinée, anéantie. Aujourd'hui, à l'heure du rapport Maekawa et du yen lourd, s'il est un don que l'esprit des citadins d'Edo peut faire au nouveau Japon, c'est l'hibonisme de bon goût.

Les capitales d'Occident se plaisent à afficher leur urbanisme, et l'Etat tente d'éterniser l'histoire qu'il veut se donner : ainsi nos deux Napoléon taillant dans la chair de Paris les avenues de leur pouvoir.

La culture ancienne du peuple de la ville ne subsiste aujourd'hui qu'en coutumes ténues et fragiles. Servira-t-elle de levain à de nouvelles formes de bonheur, à l'existence d'une vie de qualité ?

La culture ancienne du peuple de la ville ne subsiste aujourd'hui qu'en coutumes ténues et fragiles. Servira-t-elle de levain à de nouvelles formes de bonheur, à l'existence d'une vie de qualité ?

MAURICE PINGUET.

* D'EDO A TOKYO, de Philippe Pons, Gallimard, 458 p., 150 F.

La France, un beau sujet pour géographes

Armand Frémont refuse d'examiner les Français « comme des fourmis sur une plaque de verre ».

SINGULIER ouvrage que celui proposé aujourd'hui par Armand Frémont, géographe et recteur de Grenoble : France, géographie d'une société. La simplicité, voire l'évidence, de son titre cache un essai peu banal dans lequel, au-delà d'une description et d'une analyse de la société française, se révèle toute une conception de la géographie.

actifs, divers, étonnants de créativité dans l'invention de leur espace de vie, inégalement aptes à se mouvoir, à s'élever, plus ou moins attachés aux lieux de leurs origines.

lie de « quantitative » et qui ferait la part trop belle à de nouvelles méthodes réductrices et susceptibles de « caricaturer » la réalité. Certes le danger existe, à n'utiliser que statistiques « ordinaires », de réduire les Français aux « fourmis » dont il est parlé plus haut.

Mais l'originalité du propos est ailleurs : Armand Frémont écrit : « La France reste un beau sujet pour géographes parce que les 55 millions de personnes qui y vivent ne se comportent pas encore exactement comme des fourmis sur une plaque de verre, mais bien comme des sujets

De ce point de vue, le lecteur ne sera pas déçu par cet essai où foisonnent les exemples concrets, sous forme parfois de véritables petites monographies des Français, les classes, le changement » et se termine par « Espaces : la capitale, les frontières et la province ».

A Armand Frémont, certains lecteurs, partisans d'un plus grand didactisme, pourraient faire le reproche d'un certain subjectivisme. L'auteur répond lui-même : « Pour cet essai, j'ai été (...) de la même plume résolument impressionniste et raisonnable à la fois. »

P. V.

* FRANCE, GÉOGRAPHIE D'UNE SOCIÉTÉ, d'Armand Frémont, Flammarion, coll. « Géographes », 294 p., cahier photo noir et blanc, 109 F.

UN ENTRETIEN AVEC ARMAND FRÉMONT

« La photographie d'une société »

« Votre essai sur la France est aussi, d'une certaine manière, un essai sur la géographie. Que faut-il entendre par « géographie d'une société » ? »

« Mon livre est bien un essai. Un essai sur la France assurément. Un essai sur la géographie d'une certaine manière. Mon propos consiste à aborder les changements contemporains de la société française du point de vue du géographe, c'est-à-dire par les rapports qui existent entre les hommes vivant en société et leur espace.

sont des pièges lorsqu'on prend l'outil pour l'objet. Mais les plus lucides des géographes « quantitatifs » ne sont jamais tombés dans ce piège, au point que la plupart refusent l'expression « quantitatif ».

Pour ma part, par goût, je ne me limite pas à la seule source des grands nombres. La géographie s'inscrit dans une vieille tradition littéraire. Personnellement, je ne souhaite pas m'en détacher.

« En écrivant Géographie d'une société, j'ai voulu tenter quelque chose comme la « photographie d'une société ». Ma géographie opère telle une photographie dont la plaque sensible serait l'espace social, territoire des hommes.

« Et a-t-il un renouvellement de la géographie ? »

« Le renouvellement vient de loin, mais il a été très longtemps masqué. L'école française de géographie a été l'une des plus prestigieuses dans le monde pendant un demi-siècle. Un tel héritage peut être lourd à porter, c'est ce qui s'est produit pendant une bonne trentaine d'années.

« A vous lire, on a parfois le sentiment que vous craignez un débordement de la géographie dite « quantitative » ? »

« La géographie « quantitative » a beaucoup apporté à la géographie française au cours des vingt dernières années. Il était sans doute grand temps. Une discipline ne peut se développer valablement si elle ne reconnaît que l'empirisme comme méthode et l'auto-satisfaction comme mode d'évaluation.

L'Algérie, l'espace et l'histoire

L'OUVRAGE de Marc Côte est fondé sur un des concepts-clés de la géographie : celui d'espace : l'espace comme support de l'histoire, mais aussi comme production permanente de la société qui l'habite.

retourne un gant de l'espace algérien. Le colonisateur lui a imprimé les marques d'une civilisation totalement étrangère (le « système »). L'indépendance a remis en cause cette construction, obligeant les Algériens à tenter de se réapproprier leur espace non sans de grandes difficultés.

« Le bouleversement le plus grand, qu'étudie l'auteur est celui provoqué par la colonisation, à propos duquel Marc Côte dit qu'il a donné lieu à un véritable retournement (comme on

L'ouvrage de Marc Côte, par son angle d'attaque principal, est tout à fait original dans le déjà vaste production consacrée à l'Algérie. La rigueur de la démarche permet de mieux saisir, non seulement l'Algérie d'aujourd'hui, mais aussi ce qu'à été, en profondeur, la colonisation.

P. V.

* L'ALGÉRIE, L'ESPACE RETOURNÉ, de Marc Côte, Flammarion, coll. « Géographes », 366 p., 135 F.

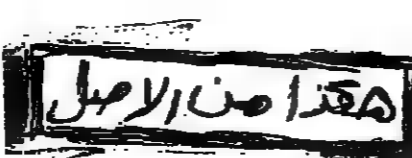
Cartes et mode d'emploi

AVEC son dernier numéro, Mappemonde, revue trimestrielle internationale de cartographie, éditée par le groupement d'intérêt public Reclus, tient bien le pari qu'elle s'est fixé il y a déjà deux ans : « donner des cartes et leur mode d'emploi ». Ici, le cartographe est à la fois instrument de représentation et de communication. « Elle met en mouvement tout un monde de questions : tris, comparaisons, interprétations, simplifications, grossissements, proportions, rapports, filtres perceptifs, symboliques et esthétiques. »

La dernière livraison est consacrée au « paysage ». Un travail tout à fait original qui montre comment le paysage, « espace visible » est cartographique, comment aussi, la « pratique du paysage » s'apprend. Comme à l'accoutumée, ce numéro permet d'utiliser les techniques nouvelles et d'apercevoir leur évolution rapide et fructueuse.

P. V.

* MAPPEMONDE, Malson de la géographie, 17, rue Abbé-de-l'Épée, 34000 Montpellier, tél. : 67-72-46-10.



عقدا من الاموال

22

E
Cet

L
ré. c
Saint
de 11
10 h
LI
re. J
L.
Jusq
Dh
Galer
dos.
IV
Jusq
JA
Jusq
PA
SUB
LI
Col. J
ST
MIL
Jusq
Ct
vatin

Mu

ER
chass
18 h,
21 h 4
CA
Entré
M
Jusq
DE
CAIS
13 F.
FO
Jusq
M
DREZ
LE
INDU
23 F.
VA
Jusq

W
S
Y
M
P
A
L
D
D
DÉ
DE
RE
le 48

W

S
Y
M
P
A

L
D
D
DÉ
DE
RE
le 48

42

● ESSAIS

Chasse à l'homme dans la jungle technologique

L'homme devient-il plus humain grâce au développement des techniques ? Lucien Sfez est un adepte du « oui, mais », Jacques Ellul du « non » franc et massif

INFORMATION, communication... Les mots glissent sous la plume des économistes, des sociologues, des techniciens, des journalistes, pour un oui pour un non. C'est devenu l'une des deux étiquettes favorites de notre société. A force de répéter ces vocables, ils finissent — phénomène classique de physique incantatoire — par se vider de leurs sens. Et Dieu sait s'ils en ont ! Alimentant notre moulin à prières de la modernité, ils permettent d'ouvrir des portes sans qu'on ne sache plus très bien ce qu'il y a derrière.

Cette sorte de vertige se renforce à la lecture du dernier livre de Lucien Sfez, *Critique de la communication*, qui a voulu aller le plus loin possible dans une réflexion sur le thème, en rencontrant en Californie et à Tokyo les plus pointus des experts de la discipline, et surtout, en posant lui-même des jalons nouveaux.

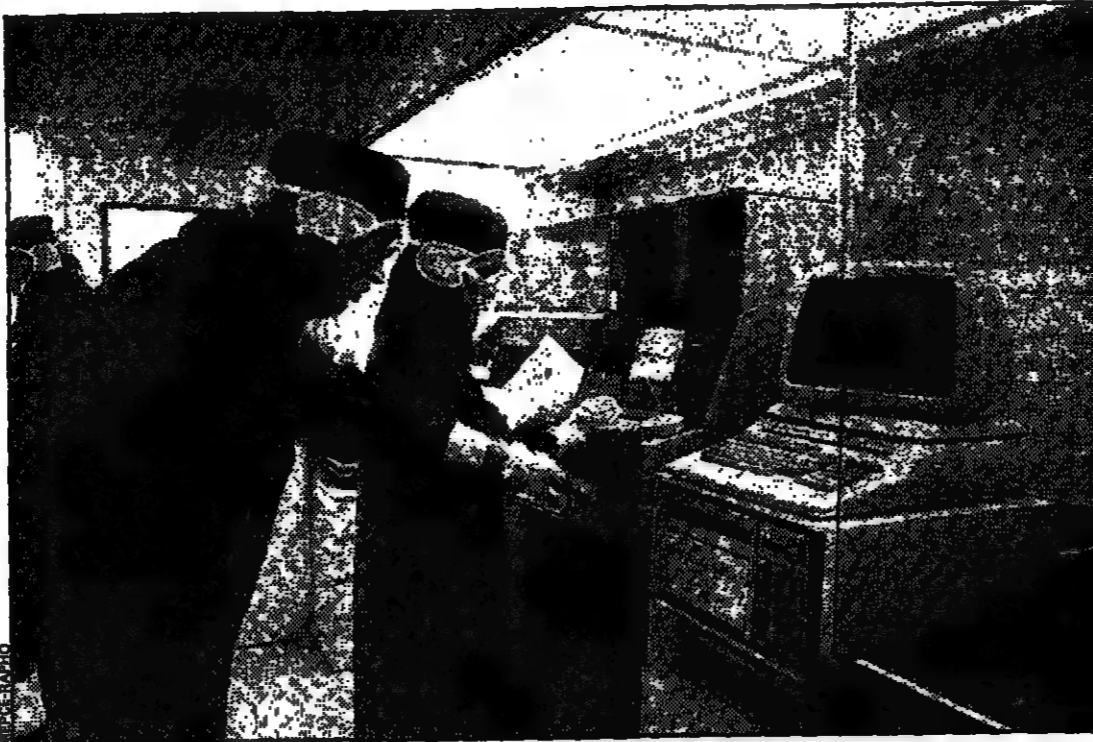
Quelle bonne idée d'avoir commenté par la fin, comme dans les films où enquête l'inspecteur Columbo. La démarche était d'autant plus nécessaire que Lucien Sfez ne fait pas de cadeau au lecteur en n'essayant pas de lui simplifier la tâche, une fois qu'il a posé le point où il voulait en venir. Qu'il s'agisse de linguistique, d'intelligence artificielle ou plus généralement de « science cognitive », il jongle sans filet avec les notions les plus abstraites, dégagées par lui-même ou ses élèves.

Un changement de statut

Beaucoup de puristes s'irritent que l'on écrive « technologie » ou « technique » suffirait. Encore un anglicisme, grondent-ils. Non, répond Lucien Sfez, ce changement de vocabulaire est capital : il traduit un changement de statut. Un simple instrument, la technique, est devenu roi, un discours supérieur « qui prétend surplomber la société et mesurer à son aune technique l'efficacité de toutes les activités du monde terrestre »...

Une fois opéré ce constat, Lucien Sfez propose une distinction fondamentale en trois volets selon les rapports que l'homme entretient avec la machine. Ou bien il vit avec elle mais reste fondamentalement libre. L'outil qui lui permet d'accomplir une action plus aisément assume la fonction de représentation ; ou bien il est jeté dans le monde fait d'objets techniques qu'il subit, dans un « organisme » où l'idée de maîtrise s'efface pour laisser la place à celle d'adaptation ; ou enfin, l'homme existe par la technique qui lui assigne ses limites et détermine ses qualités : c'est le « modèle Frankenstein », et son concept, forgé par Lucien Sfez, est celui de « tautisme », composé subtil qui contracte « autisme » et « autologie », tout en évoquant la « totalité », le « totalitarisme ».

Tout le livre va être consacré à lutter contre ce dernier avatar de la communication, contre les délires de tous ceux, Américains et Japonais notamment, qui prétendent construire des machines pensantes, l'homme n'étant plus qu'un « processus d'information », avec comme modèle l'ordinateur digital. Si Lucien Sfez sauve à juste titre les systèmes-experts, il retourne avec délices sur le gril les Herbert Simon, Newell, Turing et autres Minsky, prêtres d'un nouveau culte, celui de la « science cognitive », « science autistique, car sourde aux événements du monde extérieur ; tautologique, car elle reproduit à l'infini sa propre structure ; totalisante, car elle enferme dans sa circularité, dans son « harmonie » : totalitaire car



Un simple instrument, la technique, est devenu roi...

elle décide qu'il n'y a pas d'autre mode de connaissance que celui qui consiste à rapporter à l'ordinateur tout objet pensant ».

Serons-nous étouffés par ces nouveaux gourous ? Lucien Sfez ne le croit pas, car l'homme dispose d'une arme terrible : le bon sens, sens commun. On serait presque déçu d'en arriver là au bout de trois cents pages, si l'on ne comprenait qu'en effet c'est le plus simple conversation, toute pétrie de sous-entendus, d'habitudes culturelles, de présupposés, d'implicite, d'interprétations conscientes ou non, qui ne sera jamais traduisible par l'ordinateur à l'intelligence... artificielle la plus développée. L'idéologie « cognitive » butera toujours sur le sens, qui n'apparaît pas seulement à travers les signes, la grammaire, la syntaxe (1).

Dans la jungle technologique, la chasse à l'homme s'arrête de fait à ce petit détail, celui du « sens » qui devrait rassurer aussi Jacques Ellul (cité par Lucien Sfez), qui vient de publier son dernier livre, *Le Bluff technologique*. Mais cet auteur a le cuir plus dur. C'est avec une obstination farouche que, depuis plus de trente ans, il s'emploie à dissiper les mirages de la technique dans des volumes qui ont fait date, plus encore à l'étranger qu'en France. Assez solitaire au début de sa « campagne », il se trouve aujourd'hui beaucoup de disciples qui souvent, au reste, ne le reconnaissent pas, sans doute parce qu'ils ne veulent pas endosser toutes les implications de ses jugements.

Un nouveau pamphlet

Sans se démonter, Jacques Ellul poursuit sa route d'intransigeance avec un nouveau pamphlet. Ce qui l'irrite, ce n'est pas que la technique aille son chemin avec la vigueur que l'on sait, mais que le discours sur la technique, c'est-à-dire expressément la technologie, soit présenté aujourd'hui comme un remède à tous nos maux collectifs (chômage, misère du tiers-monde, crise, etc.) ou individuels (santé et même sens de la vie).

Il est salubre également de glisser — comme l'avait fait Lucien Sfez — des peaux de bananes sous les pas des professeurs qui n'hésitent pas, comme Herbert Simon (Prix Nobel), à proclamer qu'un ordinateur puisse un jour écrire l'équivalent de l'œuvre de Proust, de fustiger les Bouvard et les

(1) Lire également, sur ce sujet précis, « Les Machines à penser », de Jacques Arzac, aux éditions du Seuil (Le Monde

Pécuchet de la modernité et de poser la question fondamentale : l'homme devient-il plus humain grâce aux techniques ?

Où les vieux démons de Jacques Ellul réapparaissent, c'est quand il se gausse des perfectionnements mis à la disposition de l'homme de consommation, qui tout de même n'est pas une espèce en voie de disparition. A quoi sert d'avoir une montre à quartz qui vous assure l'heure exacte sans varier d'une seconde en un an, demande notre auteur, ou un disque compact, ou un magnéscope ? « Vous ne passez déjà pas suffisamment de temps devant la télévision ? » : on retrouve là Georges Duhamel des *Scènes de la vie future*, qui pensait que le cinéma était un divertissement

Les démons du nazisme

(Suite de la page 17.)

En retour, avec le philosophe Habermas, puis des historiens libéraux ou marxistes, des écrivains et des pasteurs, la gauche a relevé le défi, au nom d'une Allemagne des Lumières fidèle à la Loi fondamentale de 1949, qui est la Constitution de la RFA, et qui devrait toujours assumer sa part de responsabilité dans les déchaînements criminels du nazisme. D'un côté, on voudrait en finir avec « ce passé qui ne veut pas passer ». De l'autre, réplique-t-on, « celui qui ne reconnaît pas sa faute perd son passé ».

Circonstancielle et politique à l'origine, la querelle est donc devenue proprement nationale, dans un assaut de mémoire et d'identité collectives. D'autant qu'au même moment les communistes de RDA ont récupéré à leur profit tout ce qui passait à leur portée, un Luther qui ne devrait plus rien aux analyses vengeresses de Engels, une Prusse du grand Frédéric qu'avait pourtant fustigé le Rhénan Karl Marx. D'autant que le pacifisme vert a eu d'étranges amnésies face aux ruses de Gorbatchev. Et que renait la tentation romantique d'une Allemagne à réunifier, qui saurait un jour régir un Centre-Europe.

Comment donc ne pas craindre un réveil des vieux démons de l'histoire allemande ?, crie Habermas. Oui, mais « tout est possible dans un pays sans mémoire », rétorque Stürmer : c'est à l'histoire, aujourd'hui, qu'il revient de réinterpréter le passé, mais sans démons.

Dans ce flot de textes parfois inégaux, mais toujours noués aux trépces (ou fers, de nouveau, toute comparaison avec nos démons fran-

çais), on retient surtout deux points saillants.

Bataille pour l'innocence
Le crime des crimes, celui commis contre les juifs, fut une réaction défensive face à un totalitarisme stalinien qui aurait tout inventé à l'exception des chambres à gaz, soutient Nolte. En bref, le péché originel est au Goulag et non à Auschwitz. De son côté, Hillgruber fait un lien entre les « deux annulations » de 1945, celui du Reich et celui des juifs. La rage de l'extermination fut déculpée pendant l'hiver 1944-1945, rappelle-t-il. Mais c'est pour mieux souligner que, dans le même temps, la Wehrmacht aurait protégé héroïquement les populations de l'Est contre « les orgies vengeresses de l'armée rouge ».

Ces deux semi-absolutions par l'antécédence communiste ne sont fondées, répétons-le, sur aucun document. Leur véhémence trouve sans doute son explication dans une crise de légitimité latente du système politique actuel de la RFA, note Hans Mommsen. Ce débat « post-nazi » en forme de bataille pour l'innocence bute néanmoins toujours sur cet indicible qui donne toute sa force à ce livre d'histoire exceptionnel. On peut s'empêcher pour établir, ou non, un lien de causalité entre l'assassinat des juifs par Hitler et ceux commis par les bolcheviques, sous réserve d'en fournir la preuve. Mais aurait-on même établi ce lien qui demeurerait l'inouï, qu'Erhard Jaquet résumait ainsi dans *Die Zeit*, en septembre 1986 : « J'affirme que l'assassinat des juifs par les nazis a été quelque chose d'unique, parce que jamais encore auparavant un Etat n'avait décidé et annoncé sous l'autorité de son responsable suprême qu'un certain groupe humain devait être exterminé, autant que possible dans sa totalité, les vieux, les femmes, les enfants et les nourrissons inclus. »

JEAN-PIERRE RIOUX
* **DEVANT L'HISTOIRE.** Les documents de la controverse sur la singularité de l'extermination des juifs par le régime nazi. Editions du Cerf, collection « Passages », 353 p., 118 F.

Sous la direction de Hartmut O. ROTERMUND
RELIGIONS, CROYANCES ET TRADITIONS POPULAIRES DU JAPON Vol. 1
« Aux temps où arbres et plantes discourent des choses »
Un volume de 248 pp., illustré, 115 FF
Maison neuve & Larose

Le pessimisme actif de Serge Moscovici

Dans la Machine à faire des dieux, la sociologie classique vole en éclats.

par Alain TOURAINE

VOICI un livre important, mais son auteur, Serge Moscovici, a tellement voulu s'éloigner des débats à la mode qu'il a placé entre son lecteur et lui des écrans qui risquent de masquer ses intentions. Il semble nous inviter à défendre la psychologie contre un sociologisme envahissant ; mais quelle est la sociologie qui ne se définit pas par la relation qu'elle établit entre le système et l'acteur ? Ce que Moscovici rappelle fort bien par les exemples de Durkheim, Weber et Immanuel Kant. En réalité ce livre est de ceux qu'il faut lire en commençant par la fin. Formulons donc ici plus directement que l'auteur lui-même le problème qu'il pose et la réponse qu'il apporte, car l'un et l'autre sont de grande actualité.

L'idée de société n'est ni péenne ni intemporelle ; elle est une application de l'idée générale de modernité. Ceux qui ont fondé la sociologie ont pensé que les ensembles sociaux, loin de reposer sur un principe extérieur à eux, la volonté divine ou la nature humaine, par exemple, n'avaient d'autres finalités qu'eux-mêmes, chaque partie remplissant une fonction indispensable à l'intégration et à la survie de l'ensemble. Cette conception a été nommée fonctionnaliste ; en fait, elle est la sociologie classique. On la retrouve même dans le « gauchisme » sociologique qui donne de cette fonctionnalité une interprétation critique : plus une société est moderne, dit Foucault, plus elle exerce un contrôle serré sur son fonctionnement au profit d'un pouvoir de plus en plus omniprésent.

C'est cette conception classique, dans sa version optimiste à la Durkheim et à la Parsons, comme dans sa conception pessimiste, qui vole en éclats. Débordée de deux côtés, dit Moscovici. D'un côté,

parce que les problèmes centraux des sociétés hypermodernes ne sont plus ceux de leur décollage et de leur croissance mais ceux de leur place dans un environnement à la fois cosmique et psychologique. L'auteur de *l'Histoire humaine de la nature* avait déjà défendu l'idée que la « question naturelle » remplacerait aujourd'hui la question sociale. Mais c'est de l'autre côté que se tourne aujourd'hui Moscovici.

Notre société hypermoderne n'a plus de structures car elle est tout entière changement, et il en tire la conclusion (p. 437) : « Si notre seule donnée est la genèse, une coalition des sciences est une exigence pratique. » Ce qui retrouve un courant permanent des sciences sociales, l'interactionnisme, qui ne croit pas à la force des normes du système social et qui voit dans les conduites un réseau lâche et changeant d'interactions vaguement réglées par la nécessité de s'accommoder à des changements constants de l'environnement. Ce qui peut même rapprocher la vie sociale du modèle explicatif du marché.

Le témoignage de l'homme juste

Moscovici ne va pas jusque-là, mais il refuse avec force et avec raison le postulat central de la sociologie classique selon lequel les conduites correspondent aux normes et deviennent déviantes, méritant d'être sanctionnées, quand elles s'en éloignent. Ses remarquables travaux sur les minorités actives lui avaient appris que les conduites et normes, acteurs et systèmes, vivent en conflit ainsi souvent qu'en accord. Cette critique de Moscovici correspond mieux qu'il ne le pense lui-même à l'air du temps, qui rejette les grands systèmes, refuse les mobilisations politiques et idéologiques, est plus sensible aux changements qu'aux structures, se laisse même tenter par le thème de la postmodernité, justement parce qu'il est flou et peu contraignant.

Mais Moscovici lui-même choisit un chemin personnel plus solitaire. Il ne croit pas ou plus aux acteurs qui transforment la société, non pas pour la rendre plus rationnelle mais d'abord pour se défendre contre le pouvoir subtil, et a davantage confiance, en cette période où rien d'autre que le vide n'a succédé aux catastrophes du milieu du siècle, dans le témoignage courageux de l'homme juste, de Socrate. C'est ici que l'histoire à le suivre, car l'hypermodernité n'est peut-être pas pur changement ou pure contrainte : entre les problèmes de l'espèce et ceux des acteurs du changement, n'existe-t-il pas ce monde sans cesse élargi de la production de la société par elle-même et de ce qui fut le thème le plus central de la société industrielle, celui des luttes des acteurs sociaux pour la direction de l'industrialisation ?

Ces conflits ne prennent-ils pas aujourd'hui des formes nouvelles, plus diversifiées, et n'est-ce pas dans cette généralisation des enjeux culturels et des conflits sociaux qu'il faut chercher la vraie réinvention de la psychologie et de la sociologie, du système et des acteurs, puisque le système social n'est plus qu'un ensemble d'enjeux que se disputent les acteurs ?

Mais peut-être parler ainsi anticipe-t-il sur les pratiques collectives observables. Restons-en aujourd'hui au pessimisme actif de Moscovici, car ses critiques contribuent à nous délivrer de l'idée de société, clé de voûte de la sociologie classique et devenue depuis longtemps l'encre principale à la renaissance d'une sociologie des acteurs sociaux.

* **LA MACHINE A FAIRE DES DIEUX**, de Serge Moscovici, 250 p., 496 F.

D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

Pastiches de Khazarie et d'ailleurs

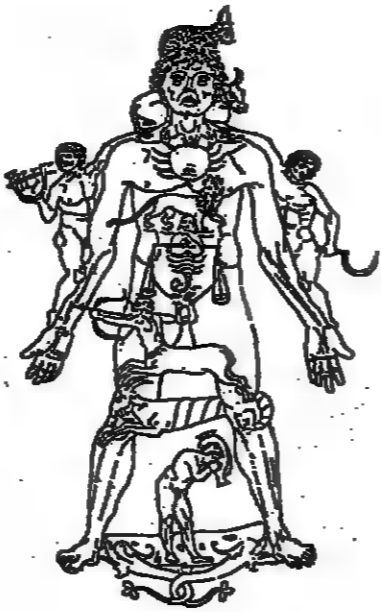
LE DICTIONNAIRE-KHAZAR, ROMAN-LEXIQUE, de Milorad Pavic...

PASTICHES ET POSTICHES, d'Umberto Eco...

C'est-à-dire le lecteur, Qui n'ouvrira jamais ce livre...

moutons de cet étrange lexique. Une dizaine de traductions sont en cours.

S'il on veut un document sérieux sur les mystérieux Khazars...



L'homme original - ni homme ni femme - selon Pavic (reconstitution).

traité d'affabulateur parce qu'il avait voulu prouver que la population juive...

CET ouvrage de Milorad Pavic se donne comme le « second édition reconstruite et corrigée »...

Dans ses trois parties sous le signe de la Croix, du Croissant, de l'Étoile...

chair), tandis que l'exemple à servir d'argent mentionnait : « Lorsque vous vous réveillerez sans ressentir aucune douleur... »

Chacun des articles pourra être pris comme un élément de connaissance ou comme un conte qui se suffit à lui-même...

Au fur et à mesure de la lecture, une myriade d'histoires se forment et se déforment pour composer un tout où il y a toujours quelque chose qui vous échappe...

une critique déguisée mais plus gaie. Editeur lui-même, chez Bompiani, Eco a dû alors rédiger de nombreux rapports de lecture...

Il aurait refusé la Bible (« Manuscrit plein d'action où on trouve tout ce que le lecteur demande aujourd'hui à un livre d'évasion : du sexe (beaucoup), avec des adjectifs, de la sodomie, des meurtres, des incestes, des guerres, des massacres »)...

Il nous donne aussi une note sur Histoire d'O sous l'angle des détails de la toilette souvent ignorés (anneaux de fer, marbrures au fougé, etc.)...

« Décidément, la culture mène à tout. Même au best-seller. L'essentiel, c'est de savoir jouer. Gravement. »

LETTRES ÉTRANGÈRES

John Fuller le magicien

Le Moyen Âge, un monastère, des disparitions : le Nom de la rose ? Non, l'Envol pour nulle part. Un roman en forme de rêve.

JOHN FULLER est, comme le dit la formule consacrée, « un poète apprécié dans son pays »...

Vane se persuade très vite que les occupants du monastère de l'île en savent certainement bien plus qu'ils ne veulent le dire...

au-delà des petits récits à thèses taillées sur mesure. Fuller, c'est un magicien. Poète, il sait dire par les images de la langue la magie d'un lieu...

★ L'ENVOI POUR NULLE PART, de John Fuller, traduit de l'anglais par Robert Davros, Robert Lafont, 136 p., 75 F.

Le défi de Juan Luis Cebrian

Directeur du quotidien espagnol El País, il publie la Russe. Journaliste, il croit aux vertus de la fiction.

TOUT sourit à Juan Luis Cebrian. A quarante-trois ans, il incarne la plus belle réussite de presse des dix dernières années en Europe...

roman, on s'expose beaucoup plus que dans un essai, surtout quand on affirme d'emblée, comme Cebrian, qu'on ne s'est pas laissé aller à un divertissement...

vue, Juan Altamiro, une femme qu'Altamiro appelle Baltrouchka, on évoque ces négociations avec l'ETA, mais ce n'est pas ce qui intéressait Juan Luis Cebrian...

L'élégance du débutant

Cebrian accepte volontiers d'être traité, en littérature, comme le débutant qu'il est. Il a même eu l'élégance - assez rare - de laisser publier dans son journal une critique sévère de son livre...

C'est pourquoi on attend avec curiosité le second roman que le directeur d'El País se dit bien décidé à écrire. Du reste, on ne saurait trop recommander aux Français d'être un peu plus attentifs à leurs brillants voisins européens car l'horizon 92... comme on dit, n'est plus très loin...

★ LA RUSSE, de Juan Luis Cebrian, traduit de l'espagnol par François Massera, Denoël, 206 p., 98 F.

Le siège de l'âme

Il n'y a pas à vrai dire de héros dans l'Envol, roman organisé à la manière de ces plateaux de théâtre qui ne cessent de pivoter pour présenter de nouveaux décors...

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

Les Bouvard et Pécuchet d'outre-Rhin

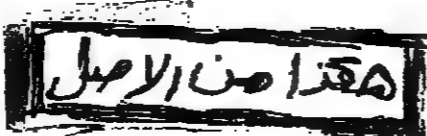
CHRISTIAN MORGENSTERN (1871-1914) écrit le second volume de ses Chansons du gibet (1) en 1910...

lent avec délectation dans le sommeil et ne comprennent pas très bien pourquoi leurs contemporains tiennent tant à les voir debout...

★ LES CHANSONS DU GIBET 2 - PALMSTRÖM, de Christian Morgenstern, éditions Bilingue, traduit de l'allemand et préfacé par Jacques Basse, Obeidiane, 104 p., 72 F.

(1) Tome 1 - Die Galgenväter, traduit et présenté par Jacques Basse, Obeidiane, 1982.

Advertisement for Danièle Sallenave's book 'Adieu'. Includes a photo of Danièle Sallenave and text about the book's content and publisher P.O.L.



Société

القضايا الجارية

FAITS DIVERS

L'enlèvement et l'assassinat de Hervé Tondou

La police diffuse le portrait-robot d'un suspect dont la voiture a été retrouvée

LYON

de notre bureau régional

L'enquête judiciaire sur l'enlèvement et l'assassinat de Hervé Tondou, dix-neuf ans, fils du général d'un magasin Intermarché à Gaillard, près d'Annemasse (Haute-Savoie), a considérablement progressé au cours de la journée du mercredi 24 mars (le Monde des 24 et 25 mars).

Deux jours après la découverte du corps du jeune homme, lundi, dans un chemin creux de Ruy-Montceau, à 10 kilomètres de Bourgoin-Jallieu (Isère), les policiers du SRPJ de Lyon et de ses antennes d'Annecy, Chambéry et Grenoble recherchent un « suspect numéro un » : un homme d'environ vingt-cinq ans, mince et brun, mesurant moins de 1,70 mètre, dont le portrait-robot, diffusé mercredi, a été réalisé à partir de plusieurs témoignages concordants.

Des voisins de la famille Tondou, domiciliée à Vétraz-Monthoux dans la banlieue d'Annemasse, avaient en effet signalé la présence prolongée de cet inconnu à proximité du lieu supposé de l'enlèvement au cours de la nuit du dimanche 20 mars, en précisant qu'il se trouvait au volant d'une R5 blanche, immatriculée dans le Rhône.

Des familles de la victime ? La fiabilité de cette piste a été confirmée, mercredi, par la découverte du véhicule abandonné sur la place de la gare de Bourgoin-Jallieu. Il s'agit d'une voiture volée quelques jours auparavant dans le département de la Drôme, dont tout laisse penser qu'elle a été utilisée par les ravisseurs et meurtriers d'Hervé Tondou.

Les recherches opérées aux alentours du lieu où fut retrouvé le corps du jeune homme, tué de deux balles de petit calibre dans la nuque tirées à bout touchant, ont d'autre part permis de retrouver les deux sacs en jute que M. Guy Tondou, père de la victime, avait utilisés pour transporter la rançon — 350 000 F représentant la recette dominicale de l'Intermarché — à l'endroit indiqué au téléphone par les ravisseurs.

Ces éléments, versés au dossier instruit par M. Didier Paris, juge d'instruction à Thonon-les-Bains, ne contredisent pas la conviction des enquêteurs d'avoir affaire à un ou des familles de la victime ou de ses parents. Les circonstances de l'enlèvement et de la demande de rançon, témoignage d'une connaissance par-

faite des lieux, des horaires et de certains détails d'ordre privé, ont amené très tôt les autorités judiciaires à retenir cette hypothèse, excluant virtuellement la participation de professionnels du grand banditisme.

L'autopsie de la victime, pratiquée mardi 22 mars à l'Institut médico-légal de Lyon, n'a pas encore permis de déterminer précisément l'heure du crime, mais certains indices matériels semblent démontrer qu'il a été commis dans le chemin de terre de Ruy-Montceau, où le corps a été retrouvé. Le ou les auteurs connaissaient-ils cette zone boisée et déserte, distante de plus de 150 kilomètres de l'agglomération annemassienne, ou s'y sont-ils rendus pour échapper aux recherches et aux contrôles systématiques mis en place dès la fin de l'après-midi de dimanche ? Une piste de sortie, située à l'est de Bourgoin-Jallieu, sur l'autoroute A-43 — reliant Bourgoin à Lyon — a été forcée dans la journée de dimanche.

Sans apporter de certitude, cette constatation, faite par l'escadron de gendarmerie chargé de la surveillance autoroutière, permet d'envisager que les ravisseurs — utilisant leur voiture comme bélier — ont ainsi trouvé le moyen d'éviter la barrière du péage de l'Isle-d'Abeau, étroitement surveillée. Ayant déjà pris possession de la rançon, ils avaient sans doute entrepris de trouver un lieu isolé pour se débarrasser d'un objet qui les connaissait ou aurait pu ultérieurement les accuser.

ROBERT BELLERET.

● M. Guy Tondou : « J'ai agi selon mes connaissances... » M. Guy Tondou, le père du jeune Hervé, donne un compte rendu de la scène de crime près d'Annemasse (Haute-Savoie), à l'annonce, mercredi 23 mars, de la découverte du corps de son fils.

Dans une interview à Europe 1, M. Tondou a expliqué : « Devant les constatations, je n'ai pas pu résister... J'ai cru en leur parole puisque la vie de mon fils était en danger... Avec le recul, je voudrais savoir quel père de famille digne de ce nom n'aurait pas fait la même chose, c'est-à-dire se voir échanger son fils contre des billets... »

M. Tondou a insisté sur son « amour et sa conscience, à chacun d'un faire autant », a-t-il conclu.

Lundi 21 mars, M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité, avait déclaré notamment : « Il ne faut jamais céder au chantage... On ne discute pas avec les criminels » (le Monde du 23 mars).

L'affaire Mecili

Les amis de l'avocat assassiné en appellent au bâtonnier de Paris

Un an après la mort d'Ali Mecili, avocat français d'origine algérienne assassiné le 7 avril 1987, ses amis, groupés au sein du comité Mecili, estiment que la justice comme la police n'ont pas manifesté une persévérance suffisante pour faire aboutir l'enquête. Militant des droits de l'homme et avocat de l'opposition algérienne en exil, Ali Mecili, selon toute vraisemblance, a été assassiné sur ordre des services spéciaux algériens. La police en est d'ailleurs aujourd'hui convaincue, même si elle a relâché, avec accord du juge d'instruction, le suspect numéro un, Abdelmalek Amellou, expulsé de France dès la fin de sa garde à vue (le Monde du 1^{er} octobre 1987) sur ordre de M. Robert Pandraud, ministre délégué à la sécurité.

Aucune des démarches effectuées par le comité Mecili pour comprendre les motifs de cette attitude comme pour hâter le cours de l'enquête n'a donné de résultat.

Au cours d'une conférence de presse réunie, mercredi 23 mars, au siège parisien de la Ligue des droits de l'homme, M. Yves Lachaud, avocat de M. Annie Mecili, a observé : « Chaque fois que nous avons parlé on nous a manifesté de la sympathie mais aucun acte positif n'a été accompli... M. Ali Ahmed, dirigeant algérien aujourd'hui en exil, ami personnel et politique d'Ali Mecili, a pour sa part, fait état de lettres envoyées à M. François Mit-

terrand et à M. Jacques Chirac : « Pendant de longs mois, nous n'avons pas obtenu de réponses, ni le président, ni le bâtonnier, ni le procureur... Il s'agit d'un simple accusé de réception... »

Avocat, Ali Mecili a même été négligé par les siens. Aucun représentant du bâtonnier n'assista à ses obsèques, contrairement à la tradition... Il faut mettre en demeure l'ordre des avocats de faire quelque chose, a insisté M. Yves Lachaud, président de la Ligue des droits de l'homme, qui dirigeait la réunion. Il n'est pas admissible que l'Ordre n'intervienne pas.

Tel était également le sens de l'appel aux avocats et aux magistrats lancé par M. Annie Mecili, leur demandant de « manifester leur solidarité » par la création d'un comité de juristes. Le bâtonnier de l'ordre des avocats sera sollicité pour en assurer la présidence.

Absent à l'émission, M. Pierre Vidal-Naquet a fait lire un message posant deux questions en ces termes : « L'une s'adresse à tous les candidats à la présidence de la République, dont l'un préside toujours le conseil supérieur de la magistrature : est-il tolérable que la justice soit dans ce pays outragée à ce point ? Est-il admissible que ceux qui ont toujours à la bouche une belle phrase pour saluer l'indépendance du pouvoir judiciaire soient aussi ceux-là mêmes qui, le moment venu, grugent les juges avec, le cas échéant, la complicité d'un demi-avocat des juges ? La seconde s'adresse à la presse : dans le tumulte électoral, existe-t-il encore une place pour la justice, ses droits, ses devoirs, ses défiances éternelles, les menaces qui pèsent sur elle ? Notre avenir à tous dépend, pour une part, des réponses qui seront données à ces deux questions... »

G. M.

JUSTICE

Le procès de trois membres présumés du GAL

Deux témoins accablent Jean-Philippe Labade

Après deux jours d'audience devant la cour d'assises spéciale des Pyrénées-Atlantiques, l'Organisation du Groupe anticaristère de libération (GAL) se désigne de plus en plus clairement. Flics après flics, le président Robert Cordas reconstitue méthodiquement le puzzle, et la mésaventure terroriste prend forme. Dans les affaires précédemment jugées, n'apparaissent que des seconds rôles, petits malfrats à la dérive, manipulés par des commanditaires déployés et je n'aurais pas envie d'y être mêlé. Menacé de mort à plusieurs reprises, elle est venue à la barre escortée par un policier.

En apprenant la nouvelle de l'attentat du 15 juin 1984, elle aura une crise de nerfs dans le magasin où elle travaillait. Car elle savait qu'il était déjà mêlé à la mort de deux réfugiés basques : Rafael Golkozena, le 3 mai 1984, et Xavier Perez de Arzenza, le 23 mars 1984. « Quelques jours auparavant, il m'avait dit d'éviter le quartier où a eu lieu l'attentat. Ce jour-là, alors que nous écoutions à la radio la nouvelle de l'assassinat, il m'a proposé pour aller récupérer le tueur... »

Mme Cassabé était aussi au courant de la tentative de meurtre, le 10 mai, contre un autre Basque espagnol travaillant à la polyvalente de Biarritz, qui devait être tué avec un fusil à lunette. Mais l'action avait échoué. Labade avait alors demandé un supplément financier à ses commanditaires espagnols : « Il les rencontrait soit à l'arrêt de la gare de Biarritz, soit à l'hôtel... »

PAU

de notre envoyé spécial

Malgré les longues audiences quotidiennes, les juges tendus par les parties civiles et l'avocat général, M. Jean-François Lorans, malgré le harcèlement du président, les trois accusés ne se départissent guère du système de défense qu'ils ont adopté dès l'ouverture du procès. Roland Samplero, ancien boxeur, serviteur zélé de son ami de toujours, Patrick de Carvalho, continue de nier sa participation à l'attentat à la moto piégée du 15 juin 1984 à Biarritz (le Monde du 23 mars). Défense d'autant plus facile que de Carvalho ne manque pas une occasion de reprocher son comportement à ses compagnons hors de cause.

A l'inverse, de Carvalho reconnaît les faits qui lui sont reprochés et les explique par la cruauté anti-terroriste dans laquelle il dit s'être engagé après l'attentat du Drakar à Beyrout.

Crise de nerfs

Il n'en va pas de même de Labade, qui continue de nier malgré la multiplicité des témoins réunis contre lui. Mais deux témoins vont l'accabler.

Sa maîtresse d'abord, M^{me} Marie-Jeanne Cassabé, qui ne comprend toujours pas pourquoi il s'est tant confié à elle. « Ses activités me

étaient assez intéressées par la mort de cibles désignées (des réfugiés basques espagnols) que par l'arrestation de leurs auteurs... Rien de commun avec le trio — Jean-Philippe Labade, Patrick de Carvalho et Roland Samplero — qui siège aujourd'hui dans le box des accusés... Des sujets absolument normaux, parfaitement sains de corps et d'esprit », selon l'expert psychiâtre.

Autre témoignage redoutable, celui de M. Maurice Nicolas, recruté par Jean-Philippe Labade pour faire du renseignement sur les réfugiés basques par l'intermédiaire de sa femme, Laurence Labade, et Xavier Perez de Arzenza, le 23 mars 1984, alors qu'il travaillait à la polyvalente de Biarritz. « Quelques jours auparavant, il m'avait dit d'éviter le quartier où a eu lieu l'attentat. Ce jour-là, alors que nous écoutions à la radio la nouvelle de l'assassinat, il m'a proposé pour aller récupérer le tueur... »

M^{me} Cassabé était aussi au courant de la tentative de meurtre, le 10 mai, contre un autre Basque espagnol travaillant à la polyvalente de Biarritz, qui devait être tué avec un fusil à lunette. Mais l'action avait échoué. Labade avait alors demandé un supplément financier à ses commanditaires espagnols : « Il les rencontrait soit à l'arrêt de la gare de Biarritz, soit à l'hôtel... »

« Le Canard enchaîné » condamné L'envers de M. Le Pen

Lorsqu'il se trouve soumis à la justice, un complot est nécessairement existé avec sérieux. M. Jean-Marie Le Pen entendait bien ainsi en demandant, le mardi 22 mars, à la première chambre du tribunal civil de Paris, de condamner le « Canard enchaîné » à lui verser 500 000 F de dommages et intérêts. Il s'agissait de réparer le préjudice causé au président du Front national par la publication dans le numéro du 17 juin 1987, qu'il avait tenté sans succès de faire saisir, d'une photographie le représentant de dos, nu de la poitrine jusqu'à la taille, changeant de maillot de bain sur une plage de Nouvelle-Calédonie, en 1985, lors d'un voyage officiel. A côté figurait une photo de l'ex-épouse du candidat à la présidence de la République, extraite de la série publiée par Play-Boy, un rapprochement qui autorisait l'hébdomadaire satirique à titrer : « La fesse à l'assaut du couple infernal ».

A l'audience, on a donc parlé du droit à l'image, et pour M. Olivier Samy, la révélation de l'envers de M. Le Pen, a été grosse, indiscrète, et obscène, ne visait qu'à discréditer son œuvre, attirant non seulement dans sa « pudore physique » mais dans sa « pudore morale ».

Evouant aussi le droit à l'intimité de la vie privée, l'avocat demanda : « Cette photo représente-t-elle un aspect du vie publique de M. Le Pen ? Implé-tement, le défenseur du Canard

enchaîné, M^{me} Christine Courrégé, lui a répondu par l'affirmative. « M^{me} Courrégé a répondu que M. Le Pen possédait une photo Play-Boy et qu'il-même déballait ses affaires privées sur la place publique », explique l'avocat, en présentant à la présidence, M^{me} Le Pen Foyer de Costi, une photo, prise très officiellement celle-ci, où M. Le Pen posait avec une amie d'un minuscule maillot. Son adversaire avait soutenu que le Canard enchaîné n'aurait pas eu la même attitude envers un autre homme politique, et M^{me} Courrégé a rejoint sur ce point en avouant que, malgré tous ses efforts, elle ne parvenait pas à imaginer M. Raymond Barre dans le même accoutrement.

Mais il fallait bien faire du droit, et l'avocat a conclu en rappelant la jurisprudence selon laquelle « le satire comme la caricature, manifestation de la liberté de critique, permettant des exagérations, des déformations et des présentations gravement tronquées ».

Par jugement rendu le 23 mars, le Canard enchaîné a été condamné à verser 100 000 F de dommages et intérêts à M. Le Pen. Le tribunal a estimé que « le satire, comme la caricature, qui autorise des exagérations et des présentations, même gravement tronquées, ne doit pas atteindre une confiance telle que la personne concernée se trouve excessivement atteinte ».

M. P.

En marge de l'affaire Grégoire

Un journaliste est inculpé de diffamation envers des policiers

Autour d'un article publié le 19 février dans lequel il était affirmé que la police judiciaire de Nancy avait usé de procédés déloyaux pour obtenir des aveux de Christine Villain au cours de l'enquête sur le meurtre du petit Grégoire, un journaliste du *Républicain lorrain*, M. Jean-Claude Hauck, a été inculpé, mercredi 23 mars, de diffamation envers la police. Cette inculpation est consécutive à la plainte déposée par les quatre fonctionnaires du SRPJ de Nancy mis en cause dans l'article qui parlait de « manipulation de témoins », de « scélérats trafiqués » et de « machination ».

De son côté, le *Figaro-Magazine* avait publié, dans son numéro du 20 février, un article comparable et ses auteurs, M^{me} Catherine Léviaud et M. Michel Serres, étaient convoqués jeudi 24 mars au palais de justice de Nancy.

G. M.

Aux assises de l'Hérault

La passion immodérée d'un octogénaire

« C'est aimer froidement que n'aura point jaloux... L'histoire ne dit pas à Manuel Gallego avait lu Molière et les *Fâcheux*. Elle dit seulement que cet octogénaire aux origines espagnoles, époux de Dolores Douay, 86 ans, elle, de soixante et onze ans et rencontrés dans un bar, avait finalement désespéré de la conviction de sa passion. Certes Dolores n'avait jamais vraiment éprouvé Manuel. Elle attendait seulement disposer d'un minimum de liberté. Dans les bails de Montpellier, semblables à celui où ils s'étaient connus, elle invitait pour une veillée ou un repas un passé-doble ou un jeune qui bon lui semblait. Ce pouvait être bien sûr, Manuel. Mais pour elle cette ne signifiait pas que tel ou tel autre homme lui soit indifférent.

Manuel Gallego vécut ainsi des heures effraies, jusqu'au jour — ce fut le 15 février 1988 — où, armé d'un couteau, il frappa mortellement cette trop inconstante ou inconséquente compagne.

Devant la cour d'assises de l'Hérault, qui vient de le juger et de le condamner à cinq ans de prison, Manuel Gallego n'a pu que répéter ce qui lui fut insupportable : « Elle s'ingéniait, Monsieur le président, à éliminer d'autres hommes et à les inviter à dîner... Je voulais seulement la punir pour le mal qu'elle m'a fait ».

Manuel Gallego vécut ainsi des heures effraies, jusqu'au jour — ce fut le 15 février 1988 — où, armé d'un couteau, il frappa mortellement cette trop inconstante ou inconséquente compagne.

Devant la cour d'assises de l'Hérault, qui vient de le juger et de le condamner à cinq ans de prison, Manuel Gallego n'a pu que répéter ce qui lui fut insupportable : « Elle s'ingéniait, Monsieur le président, à éliminer d'autres hommes et à les inviter à dîner... Je voulais seulement la punir pour le mal qu'elle m'a fait ».

Appel en faveur des membres d'Action directe... Plusieurs intellectuels ont lancé, le mercredi 23 mars, un nouvel appel en faveur des quatre grévistes de la faim d'Action directe, demandant que soient évacués les violences inacceptables des méthodes employées [à leur encontre] par l'administration pénitentiaire... Etienne Ballbar, Claude Castorède, Françoise D'Eau-bonne, Félix Guertan, le professeur Gilles Quérou, Guy Hocquenghem et Gilles Trévillet ont invité les membres de l'Association des militants d'Action directe à se réunir le 20 mars, tout en exprimant leur intérêt de satisfaire les revendications des militants d'Action directe et que les traitements qu'ils subissent ne peuvent être considérés que comme une vengeance préventive.

Pour un bon usage du code électoral

La ténacité des Verts contre le RPR

Affaire numéro 20 : MM. Chirac, Tesson, Galley, d'Ornano, Ferras... En faisant ainsi l'appel de « l'affaire suivante », lundi 23 mars, l'huissier de la douzième chambre correctionnelle de Créteil savait déjà que ces cinq personnes ne s'étaient pas défilées pour répondre à la citation directe délivrée par vingt-trois candidats de la liste L'écologie... Les Verts du Val-de-Marne aux élections régionales du 16 mars 1986 qui leur reprochent des infractions au code électoral. Seuls leurs avocats étaient présents.

S'agissant d'une audience de pure forme, le seul débat porta sur la date du procès que le président Jean-Pierre Collomb a fixé au 1^{er} juin à 13 h 30 en précisant qu'il lui semblait nécessaire de consacrer la totalité de l'après-midi à cette affaire.

Engagés par M^{me} Pierre-François Divier, ceux poursuivis constituèrent dernière en date des procédures intentées par les Verts contre le RPR. Lors des élections législatives de 1986, les écologistes constatèrent que des affiches portant le slogan : « Demain se joue sur un seul tour », étaient apposées sur des établissements publicitaires. En principe cette affiche émanant d'une association encourageant les électeurs au vote n'avait rien de représentatif puisque seuls les partis politiques sont visés par les textes qui interdisent l'usage de placards publicitaires pendant la campagne officielle en limitant l'affichage au panneau électoral.

Mais les Verts Paris-Écologie ont trouvé une étrange ressemblance avec l'affiche utilisée jusqu'à la date limite, qui comportait notamment le texte : « Vivement démission avec le RPR », et le 1^{er} juillet 1987, le cour d'appel de Paris consacra cette « similitude précise dans les couleurs et le graphisme » en sanctionnant l'impudence après avoir relevé l'usage « d'un même trait, courbe, vif, dans une affiche portant la répétition du mot « demain ». Dès le 12 mars 1986 les Verts avaient déposé une plainte pour « manœuvres frauduleuses ayant porté ou tenté de porter atteinte à la sincérité d'un scrutin », un délit puni notamment par la privation des droits civiques.

L'enquête devait révéler que l'APIC, inconnue à son siège social déclaré, n'était pas constituée que pour servir d'écrou à la RPR (le Monde du 27 novembre 1987).

PLAINTES multiples

Malgré la multiplication des plaintes des Verts instruites et menées par M. Claude Grellier, elle a été de nombreux succès. M. Paul d'Ornano, sénateur RPR et président de l'APIC, a été inculpé le 15 juillet 1987, le 15 décembre 1987, de voter la suspension des poursuites. M. François Ferras, ancien directeur général de la Société de développement et de publicité, qui avait commandé les affiches, a été inculpé le 15 juillet 1987, le 15 décembre 1987, de voter la suspension des poursuites.

Si la justice n'a pas la réputation d'être rapide, M^{me} Divier considère que, dans le cas présent, le parquet ne s'est pas montré particulièrement empressé dans la rédaction des actes de procédure qui lui incombent. En outre, la qualité des personnes susceptibles d'être poursuivies constitue un frein supplémentaire, car les textes imposent au dossier un cheminement compliqué lorsqu'il s'agit d'un élu, et l'immunité parlementaire exige de s'agir qu'entre les sessions de l'Assemblée. Aussi M^{me} Divier veut doubler son action en choisissant la voie de la citation directe devant le tribunal correctionnel. Il n'est pas certain qu'elle soit plus rapide et le 1^{er} juin il est probable que les juges devront d'abord statuer sur une série de conclusions formulées à l'irresponsabilité contre les Verts et la défense.

Pourtant M. Divier reste optimiste en supposant que, d'ici-là, l'instruction aura peut-être progressé et certaines situations pourraient avoir changé.

MAURICE PEYROT.

Société

MÉDECINE

L'expérimentation sur les « comas dépassés »

L'Académie de médecine réagit à l'« affaire Milhaud »

L'Académie nationale de médecine a officiellement réagi, le mercredi 23 mars, à l'« affaire Milhaud », du nom de ce spécialiste d'anesthésiologie du CHU d'Amiens - aujourd'hui suspendu - qui a réalisé en janvier dernier, à l'occasion du procès de Poitiers, une expérimentation sur l'organisme d'un malade en état de « coma dépassé ». L'Académie reproche notamment au professeur Milhaud la « désinvolture » dont il a fait preuve en émettant les dispositions concernant les prélèvements d'organes à d'autres formes d'intervention sur les « défunts particuliers » que sont les organismes en coma dépassé.

« Les morts doivent être respectés, même s'ils ont fait, de leur vivant, don de leur corps à la science », estime l'Académie de médecine. Elle ajoute, par ailleurs, que « si de telles interventions devaient être tolérées, la justification ne pourrait en être établie qu'après le consentement de la famille et l'avis favorable d'un comité d'éthique ».

Concernant l'expérimentation sur l'homme sain, l'Académie de médecine réitère sa recommandation de recourir, avant toute expérimentation sur autrui, à l'auto-expérimentation. Cette mesure traditionellement respectée par le plus grand nombre de chercheurs doit pouvoir être recommandée par les comités d'éthique, précise l'Académie.

Le tribunal de Créteil dissout la dernière association de mères portesses

La 1^{re} chambre civile du tribunal de grande instance de Créteil a dissout, le mercredi 23 mars, l'association de mères portesses Sainte-Sarah. Cette dissolution a été prononcée pour « non-respect de la disponibilité du corps humain, violation du droit de filiation [puisque la mère biologique ne reconnaît pas, volontairement, son enfant], non-respect de l'autorité parentale et précarité de la situation légale de l'enfant issu d'une mère portesse ».

Les responsables de l'association Sainte-Sarah ont décidé de faire appel de cette décision. Selon M^{me} Marie-France Giraud, avocate de l'association, « le jugement de Créteil n'est qu'un coup d'épée dans l'eau. On n'empêchera pas les femmes de s'entraider et de satisfaire leur désir d'enfant. On n'empêchera pas les pères de reconnaître et de remplir leur devoir à l'égard de leur enfant ».

Après la décision du tribunal de Créteil, il n'y a plus, en France, aucune association de mères portesses ayant une existence légale.

Le docteur Philippe Lagarde a été remis en liberté

NICE de notre correspondant régional

Incarcééré depuis le 12 février à la maison d'arrêt de Nice, le docteur Philippe Lagarde, quarante-huit ans, l'un des deux médecins des Alpes-Maritimes inculpés d'escroquerie et d'exercice illégal de la biologie et de la pharmacie (le Monde du 16 mars), a été remis en liberté, le mercredi 23 mars, sur décision de la cour d'appel d'Aix-en-Provence. Son collègue, le docteur Angustin Roque, trente-huit ans, radiobiologiste à Nice, n'avait été maintenu en détention que jusqu'au 17 février et remis en liberté à cette date, contre le versement d'une caution de 100 000 F.

Libéré sans caution, le docteur Lagarde s'est toutefois vu signifier l'interdiction de pratiquer à titre onéreux le test d'Hélian de dépistage du cancer, non reconnu scientifiquement. Il lui est également interdit d'exercer des responsabilités dans l'association Cancerhope qu'il a fondée, en décembre 1987, pour financer un traitement expérimental utilisant un nouveau médicament, l'interleukine II.

SCIENCES

La maintenance des équipements

Les centrales nucléaires françaises sous surveillance

Petit à petit les centrales nucléaires françaises « s'achèvent vers l'âge adulte » au point qu'« l'électrification de France peut s'enorgueillir aujourd'hui de la bonne disponibilité de ses réacteurs (79 % pour les tranches de 900 mégawatts et 73 % pour celles de 1 300 mégawatts), qui « ont produit, en 1987, quelque 250 milliards de kilowatts-heure et permis ainsi d'économiser 15 milliards de francs de devises destinées à l'importation de produits pétroliers ».

Certes, on note un certain tassement de cette disponibilité - moins de 4 % - par rapport aux trois années précédentes, dû pour l'essentiel aux travaux importants qu'EDF a été amené à réaliser sur ses centrales. Mais le bilan reste satisfaisant pour M. Lucien Bertron, chef du service de la production thermique d'EDF. Il estime que « si la disponibilité de notre parc électromécanique (1) était du même ordre de grandeur que celle du parc américain, il nous manquerait aujourd'hui cinq tranches nucléaires ». Ces fameuses cinq tranches que certains experts considèrent comme un suréquipement inacceptable de notre parc de centrales.

Reste que les centrales nucléaires ne sont pas éternelles et que, suréquipement ou non, il faut songer à la maintenance de ces outils, dont on pense aujourd'hui qu'ils fonctionneront pendant trente-cinq ou quarante ans. « Les plus anciens de nos réacteurs ont déjà 30 000 heures de fonctionnement. C'est encore le bel âge », note M. Bertron, si l'on considère qu'ils sont sans doute capables de tourner au total de l'ordre de

200 000 à 250 000 heures. Mais, ajoute-t-il, à 70 000 heures, commencent à se poser, comme dans toute installation industrielle, certains problèmes de maintenance liés à l'usure du matériel ou à certaines défaillances qui apparaissent sous l'effet des diverses agressions auxquelles ils sont soumis ».

Quatre exemples traduisent bien les contraintes de cette « maintenance préventive » qui va prendre de plus en plus d'importance (elle représente les deux tiers des activités de ce type) et risque, faute d'un programme bien préparé, de perturber le futur plan de charge des centrales EDF. C'est ainsi qu'il est apparu que les générateurs de vapeur de certains réacteurs de 900 mégawatts ne seraient pas pour la durée de l'installation et devraient donc être remplacés. Les tubes de ces pièces énormes - il y en a trois par réacteur - présentent en effet des défauts (phénomènes de corrosion sous tension) dans les zones où les contraintes sont élevées.

Résultat : des fuites du circuit primaire que l'on colmate en bouchant le tube défaillant. Mais quand la maquette atteint 15 à 20 % des tubes, le remplacement pur et simple de la pièce doit être envisagé comme cela est actuellement le cas pour les vingt-quatre premières tranches du parc français. Coût de l'opération : 30 millions de francs par réacteur auxquels s'ajoutent quelque 170 millions de francs supplémentaires concernant des études portant sur

l'ensemble de ce programme. Selon M. Bertron, les générateurs de vapeur de Dampierre-1 « devraient faire l'objet d'un tel remplacement dans les trois à cinq ans à venir, suivis de près par ceux de Bugey-5 ». Quant aux autres centrales de 900 mégawatts, les services techniques d'EDF espèrent s'en tirer par « des opérations de durcissement des tubes » par projection de micro-billes sur le métal ou pose d'un manchon sur les parties les plus faibles qui permettraient de prolonger la durée de vie de ces matériels (2).

Autre problème qui préoccupe les responsables d'EDF : l'apparition de défauts - toujours la fameuse corrosion sous tension - sur les rotors basse pression des turboalternateurs. Les premières anomalies ont été détectées vers la fin de 1986 lors des arrêts pour rechargement de certaines centrales. Enquête faite, il apparaît que dix-neuf rotors présentent de tels défauts, constatés par ailleurs aux Etats-Unis, en Allemagne fédérale, et que des mesures devront être prises pour réparer ces pièces en liaison avec la société Alstom. Là encore, sont concernées par ces opérations, qu'EDF s'est refusée à chiffrer, les vingt-quatre premières tranches de 900 mégawatts du parc français, soit un total de 72 rotors à réparer. D'ores et déjà, M. Bertron

estime que ses équipes pourront dès 1989 programmer le remplacement de six rotors par an tout « en conservant une réserve pour d'éventuelles urgences ».

DERNIERS PROBLÈMES ENFIN : le remplacement de certaines unités et celui du condenseur de certaines autres en bordure de rivière, dont les pièces présentent, elles aussi, des fissures. Coût de l'opération : de 25 à 40 millions de francs par réacteur. Autant dire que la maintenance préventive des centrales nucléaires françaises va être une partie importante des activités d'EDF et des industriels qui lui sont associés dans cette activité. D'autant qu'il ne sera pas simple de maintenir le même taux de disponibilité des réacteurs tout en effectuant ces travaux, alors que le conseil d'administration d'EDF s'apprête à déclasser pour raisons économiques ses quatre vieilles centrales graphite-gaz.

JEAN-FRANÇOIS AUGERAU.

(1) A l'origine, les ingénieurs avaient visé un taux de disponibilité de 60 %.

(2) Les générateurs de vapeur des 1300 mégawatts ne devraient pas être affectés par ce phénomène.

La fin des réacteurs graphite-gaz

Le conseil d'administration d'EDF devrait examiner, vendredi 25 mars, le déclassement de ses réacteurs nucléaires graphite-gaz, qui furent développés en France dans les années 60 avant d'être abandonnés au profit des réacteurs à eau pressurisée (REP) mis au point par les Américains. Cette éventualité fait suite, selon M. Lucien Bertron, « aux réflexions qu'EDF mène actuellement sur les centrales classiques ou nucléaires les plus anciennes du parc français, qui pourraient atteindre plus rapidement que prévu l'obsolescence économique » du fait des résultats des REP. Sont donc visés par cette mesure les réacteurs graphite-gaz de 500 mégawatts de Chinon A-3, mis en service en 1968, Saint-Laurent A-1 (1969), Saint-Laurent A-2 (1971) et Bugey-1 (1972).

Espace

Deux satellites indiens pour Ariane

La société ArianeSpace lancera deux satellites indiens de communication en 1990 et 1991. Un accord commercial en ce sens a été signé, mercredi 23 mars, à Bangalore (Etat de Karnataka) entre ArianeSpace et l'ISRO (Organisation de recherche spatiale indienne).

Les deux satellites, Insat-2 A et Insat-2 B, pesant chacun 1 906 kilos, seront lancés à partir du centre de Kourou (Guyane) par des lanceurs Ariane-4 en octobre-novembre 1990 et 1991.

Le montant du contrat est de 120 millions de dollars. Un premier contrat avait été signé en 1986 pour le lancement de satellite Insat-1 C, prévu pour juin prochain. (Corresp. New-Delhi.)

DÉFENSE

M. Giraud : « Un espace européen de sécurité prend forme devant nous »

La France est prête à examiner favorablement de nouvelles initiatives européennes allant dans le sens d'une « édification d'un pilier européen de la sécurité atlantique ». C'est en substance ce qu'a expliqué le ministre français de la défense, M. André Giraud, lors d'une conférence, mardi 22 mars, devant l'Institut royal des affaires internationales à Londres. « Dans la perspective du rendez-vous de 1992 [allusion à l'instauration à cette date d'un marché unique européen], et-t-il précisé, « il s'agit désormais pour les Européens de se mettre progressivement en mesure de dissuader ou de briser une agression extérieure ».

« La dissuasion nucléaire française, a déclaré M. Giraud, attachée à la défense de nos intérêts vitaux, doit prendre en considération, dans la définition de ceux-ci, les liens politiques, économiques et culturels qui l'unissent à ses voisins : une

(Publicité)

POUR LA RECHERCHE EN ÉDUCATION

A L'APPEL DE LA FEN et de ses syndicats nationaux, 29 scientifiques et personnalités du monde de l'éducation et de la Recherche Pédagogique ont signé l'appel suivant :

« Déjà remis en cause par des restrictions budgétaires successives et insulté par le rapporteur du budget de l'éducation nationale, M. Martinez, ces deux dernières années, l'INRP (Institut national de la recherche pédagogique) est de nouveau la cible du gouvernement.

Après l'asphyxie financière de l'INRP, l'éviction de sa directrice, Mme Francine Best, est un coup de plus contre le service public éducation.

Les soussignés dénoncent cette éviction scandaleuse et appellent tous ceux qui sont soucieux de l'avenir de la jeunesse à se mobiliser pour empêcher que la recherche en éducation, à travers l'INRP, soit sacrifiée par le gouvernement pour des motifs sectaires. C'est l'avenir de l'éducation, instrument de démocratisation qui est en jeu. »

- | | |
|--|---|
| M. Berbaum
Pierre Berclis
Guy Berger
Bernard Charlot
Henri Claustre
Gilles Ferry
Jean-Claude Filloux
Jeanine Filloux
Jacqueline Genet
Michel Gevrey
M. Giordan | Geneviève Jacquinot
Albert Jacquart
M. Lemoine
Louis Legrand
Hubert Montagner
M. Oriague
Antoine Prost
Mme Rueff-Escoubes
Bertrand Schwartz
M. Tomkiewicz
Gérard Vergnaud |
|--|---|

Jacques Ardoinq
René Barber
Luis Chacon
Ruth Cohn
Michel Debatuval
Claude Pujade-Renaud
Daniel Zimmermann

Nous vous invitons à les rejoindre en signant cet appel pour la défense et la promotion de la Recherche en Education.

Vos signatures sont reçues par Monique Foulfoux, au siège de la FEN, 48, rue La Bruyère, 75009 Paris.

Accidents de la circulation

Les personnes âgées dans le combat de la rue

M. Adrien Zeller secrétaire d'Etat à la Sécurité sociale a déclaré, mercredi 23 mars, une semaine des retraités indisciplinés « Cité bleue ». Y furent notamment évoqués les problèmes rencontrés par les personnes âgées face à la circulation automobile.

Les retraités et les personnes âgées paient un lourd tribut aux accidents de la circulation. En 1986, 1828 d'entre eux y ont laissé la vie et 17 824 ont été blessés. Les automobilistes de plus de soixante-cinq ans font pourtant moins de kilomètres au volant que les autres : 30 % à 40 % de moins selon un rapport établi par l'OCDE et présenté au congrès des dix-neuf pays industrialisés membres de cette organisation. Les anciens sont prudents, roulent à vitesse modérée, et en cas d'accident leur responsabilité est faible. Néanmoins, leur taux de mortalité est élevé, quel que soit le pays considéré : 14 à 33 décès pour 100 000 habitants contre 6 à 22 pour 100 000 habitants en moyenne.

Ca qui est vrai chez les conducteurs âgés, l'est plus encore chez les piétons. Selon le Centre de documentation et d'information de l'assurance (1), sur 1 839 piétons qui ont été tués en France au cours d'un accident de la circulation, 602 dont près de 37 % avaient dépassé l'âge de la retraite, alors que leur proportion n'est que de 18 % sur l'ensemble de la population. Autrement dit les accidents de la circulation provoquent toutes proportions gardées, deux fois plus de morts chez les piétons âgés que parmi la moyenne des Français circulant à pied.

C'est pourquoi une loi de juillet 1985 sur les victimes d'accident de la circulation, dite loi Badinter (alors ministre de la justice), a prévu pour eux une protection renforcée.

La nouvelle législation, appliquée depuis 1986, oblige d'abord les compagnies d'assurance à accorder le règlement des dossiers : elles ont huit mois, pas davantage. Elles doivent surtout indemniser à 100 % toute personne de plus de soixante-dix ans, blessée dans un accident de

la circulation, et ce quel que soit son degré de responsabilité. A quatre conditions toutefois : qu'un véhicule soit clairement impliqué, que l'accident ait eu lieu sur la voie publique, que la victime n'ait pas commis une « faute inexcusable », qu'il ne s'agisse pas d'une tentative de suicide (2).

Une affaire collective

Malgré la baisse spectaculaire du nombre des accidents de la circulation (90 000 de moins qu'en 1980), la protection renforcée des anciens n'a pas été inutile. Elle permet d'indemniser totalement plus de 7 000 personnes âgées supplémentaires chaque année. La facture pour les assurances est lourde : 380 millions de francs en 1987. C'est pourquoi les compagnies portent maintenant une attention accrue à la prévention des accidents frappant les retraités. Elles font une large publicité aux recommandations formulées sur ce point par le rapport de l'OCDE (3). Réduire la vitesse notamment en ville, clarifier la circulation aux carrefours, améliorer la signalisation, telles sont les premières conditions de la sécurité des anciens.

Aux services de la voirie incombent aussi l'entretien des trottoirs, des passages et des passages protégés. Aux sociétés de transport en commun, il appartient de doter les autobus de leurs véhicules, de protéger les voyageurs qui restent debout dans les bus et même de modifier les pare-chocs de ceux-ci pour les rendre moins meurtriers en cas d'accident.

Réduire le nombre de personnes âgées tuées ou blessées chaque année dans nos villes est une affaire collective. Commençons toujours en matière de sécurité, chacun à son tour à jouer.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) CDIA : 2, Champs-Élysées, 75009 Paris.
(2) Pour en savoir davantage consultez son assureur.
(3) Synthèse des recherches de l'OCDE en matière de sécurité routière, 1986.

Le dernier album de Plantu : un portrait acéré de notre système d'éducation et de ses - trop nombreuses - faiblesses

En vente en librairie

85 F



La Découverte / Le Monde

Une coédition La Découverte / Le Monde

مكتبة من الاموال

Sports

FOOTBALL : Coupe d'Afrique des nations

Un vivier pour les pêcheurs d'« espoirs »

Le Cameroun et le Nigeria se sont qualifiés, le mercredi 23 mars, pour la finale de la Coupe d'Afrique des nations, qui aura lieu le dimanche 27 mars à Casablanca...

RABAT de notre envoyé spécial

Deux nations du Maghreb contre deux d'Afrique noire, dont une anglophone, les demi-finales ont offert un échantillon équilibré du football africain...

On a vu Pierre Garonnière, inévitablement. Mais d'autres « envoyés spéciaux » ont fait plus discrètement le déplacement...

de la région parisienne a peu à peu étendu son champ d'action à toute la planète foot grâce à un réseau international de correspondants...

Commandes précises

Contrairement à certains, Lucidio Ribeiro n'est pas venu avec la vague espoir de découvrir le monde...

Nous, il est venu « avec des commandes précises ». Tel club lui a demandé un numéro dix, tel autre un numéro neuf...

Mais en Afrique aussi, les prix flambent. « Les Algériens sont devenus trop chers », estime-t-il...

Pour Lucidio Ribeiro, « l'exportation des joueurs africains n'est en fait que la phase de démarrage. Les clubs africains commencent à s'organiser et cherchent eux aussi à recruter des joueurs étrangers »...

Les « Bleus » battent l'Espagne (2-1)

L'équipe de France de football a confirmé, le mercredi 23 mars à Bordeaux, toutes ses qualités dans les rencontres sans enjeu...

Après six minutes de jeu, les quinze mille spectateurs du parc Lescure pouvaient pourtant craindre le pire à la suite du but de l'Espagnol Ramon Caldera...

TENNIS : Tournoi de Key Biscayne

Noah Wilander en demi-finale

Après un rodage difficile (cinq sets au premier tour), le Français Yannick Noah n'a cessé de s'améliorer sur les courts de Key Biscayne (Floride) où se dispute, depuis le 14 mars, le tournoi organisé par les associations de joueurs (AIF et WITA)...

Noah s'est imposé en trois manches (6-1, 6-4, 6-4) contre ce joueur qu'il rencontrait pour la première fois...

Le Carnet du Monde

Naissances

M. et M^{me} Jean FALCK et M^{me} née Marie-Anne Perrillat, ont le plaisir d'annoncer la naissance de

Méthilde,

le 18 mars 1988, à Paris.

M. et M^{me} Falck, 38, boulevard Orsman, 75018 Paris.

M^{me} Jeanne LAFFONT, M^{me} Laurence BOUCHE, M. Jacques-Marie LAFFONT et M^{me} née Geneviève Bouche, Sophie et Marie-Alice LAFFONT, partagent avec leurs parents et amis le joie d'annoncer la naissance de

Xaviera,

le 17 mars 1988, 23, rue de Mantes, 75009 Paris.

Décès

M^{me} Mirille Flory a le douleur de faire part du décès de sa sœur,

M^{me} CARREGA, née Lucienne Flory,

survenue le 18 mars 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

M^{me} Eugène COFFIC, ses enfants et petits-enfants, ainsi que toute la famille, font part du décès de

M. Eugène COEFFIC, trésorier-payeur général honoraire,

survenue le 19 mars 1988, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques ont été célébrées en l'église Notre-Dame-de-Parc de Royan, le 22 mars 1988.

Alain et Catherine Fauvet, Marie-Françoise et Jacques Berthelot-Fauvet,

Anne-Dominique Fauvet, ses enfants, Marc-Alexis, Guillaume, Vincent, Jean et Pierre Fauvet, ses petits-enfants, ses cousins, chef de service honoraire de l'Institut Gustave-Roussy,

font part du décès de

docteur Jean FAUVEL, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur des hôpitaux de Paris, chef de service honoraire de l'Institut Gustave-Roussy,

survenue à Paris, le 19 mars 1988, dans sa soixante-dix-huitième année.

La cérémonie religieuse suivie de l'incinération a eu lieu dans l'intimité familiale.

Vous êtes priés d'assister aux obsèques de

Hautement-collé Joli HOUDMON,

appelé à Dieu dans sa quarante-troisième année.

La cérémonie aura lieu le samedi 26 mars, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Sacré-Coeur, à Armentières (Nord).

De la part de La famille Houdmon, La famille Rayaut, La famille Guegan.

67, boulevard Lefebvre, 75015 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, Paris. Tél. : 45-83-12-88

Les expéditions auront lieu le vendredi 25 mars, de 11 à 18 heures, sauf indications particulières, * sous le signe de la vente.

SAMEDI 26 MARS 1988

S. 3. - Tabix abstraits. M^{me} ROGEON.

S. 4. - CURIOSA, 11 h estampes, livres, 14 h Extra-Orient, photo, peinture, objets. - M^{me} LOUDMER.

LUNDI 28 MARS

S. 2. - Faïences, porcelaines anciennes. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, M. Vandermeersch, expert.

S. 4. - Dessins, Tabix anciens, meubles 19^e, beaux bijoux. Art 1900. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S. 5 et 6. - Dessins et tableaux des XIX^e et XX^e, art contemporain (exposition publique : salle 5 et 6, samedi 26 mars de 11 h à 18 h). Les tableaux sont visibles à l'étude jusqu'au 24 mars sur abonnement. M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Pécini, de Louvençourt, Marchaux, M^{me} Marie-Alice Fraiz.

S. 7. - Tabix, bibelots, meubles. - M^{me} BOISGIRARD.

S. 13. - Bons meubles, objets mobiliers. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.

S. 16. - Meubles, objets, tabix, bibelots. - ARCOLE, M^{me} OGER, DUMONT.

MARDI 29 MARS

* S. 12. - Tabix. M^{me} BONDU.

MERCREDI 30 MARS

S. 3. - Livres, objets d'art et d'ameublement. M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, M. Blanchong, expert.

S. 15. - Meubles et objets d'art. - M^{me} LOUDMER.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.

BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.

D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.

LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, (meublement) RHEIMS-LAURIN) 12, rue Drouot (75009), 42-61-16.

LOUDMER, 15, rue de Provence (75009), 45-23-15-25.

OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-61-96-95.

PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue Grange-Batilly (75009), 47-70-88-38.

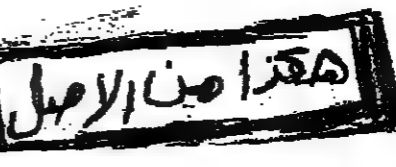
ROGEON, 16, rue Mihaud (75009), 48-78-81-06.

loterie nationale LISTE OFFICIELLE DES BONNES A PAYER TOUS LES BILLETS AUX BILLETS ENTIERES

loterie nationale LISTE OFFICIELLE DES BONNES A PAYER AUX BILLETS ENTIERES

LOTO

TALOTAC



22 E Ce L vic e Saint de 17 10 h LJ J L' Jusq IN Galé cin. IN Jusq JA Jusq PA SUSB LE Col. J ST MIL Jusq C) rainé Mu. ER chass 18 h, 21 h 4 C) Entré M) Jusq DE CAIS 23 F. FO Jusq M) O'ELI LE INDU 23 F. VAL Jusq

184 R W S Y N I A L D D DE RE le 38

M^{me} Jean Merlin, Denis Merlin et sa fille Rafélie, Catherine et Bernd Weidemann et leurs fils Christoph et Oliver, Françoise Merlin, Dominique Wilkaume et leurs enfants Marie et Marina, Pierre Merlin Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Daniel VARSANO, prient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

BENNETON FAIRE-PART DE MARIAGE PAPIER A LETTRE EX-LIBRIS CHEVALIERES GRAVES

HOTEL DES VENTES 9, rue Drouot, 75009 PARIS Téléphone : 42-46-17-11

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, Paris. Tél. : 45-83-12-88

Pompes Funèbres Marbrerie CAHEN & Co 43-20-74-52

STERN GRAVEUR depuis 1840 Cartes de visite Invitations Papiers de haute qualité

«Sammy et Rosie s'envoient en l'air», de Stephen Frears

L'opération du saint pétard

Le réalisateur de My Beautiful Laundrette se défend de viser le scandale. Son dernier long métrage prend pour cible... madame Thatcher.

Par un vol régulier, un bourgeois indien ordinaire, bien vêtu, grisonnant, bedonnant, Rafi de son prénom (le grand Shashi Kapoor, déjà vu dans Chaleur et Poussière), débarque dans sa bonne ville de Londres, où naguère il fit ses études. Il vient voir son fils Sammy (Ayub Khan Din) et sa compagne Rosie (Frances Barber) qui vivent en concubinage notoirement aisé, dans un quartier autrefois paisible. Dès son arrivée Rafi découvre une jungle urbaine déchaînée où les poubelles violent, où les bobines se moquent pas de la mantraque et frôlent tous les os importants qui leur tombent sous la main, tandis que les «gens de couleur» — du moins ceux qui ne sont pas en train de saigner un policier — pillent les magasins avec la candeur serene d'un enfant cueillant des cerises. On m'a changé ma ville, pense Rafi, l'aurait-on jumenté avec Beyrouth? C'est dur, pour un touriste comme moi.

exquis) qu'il aime en Inde, l'invite à une «party» chez Sammy et Rosie, où de deux camés croisent de légers épingles, des homosexuels des deux bords, des déviants divers et de



Frances Barber et Ayub Khan Din

toutes races, délectable concentré d'un cauchemar de Margaret Thatcher.

La comédie frôle le bizarre, devient triste ou mélancolique quand deux lesbiennes féroces poussent Rafi au suicide, peut-être avec raison. Et la jalousie vient gâcher toutes les fêtes, les buldozers des spéculateurs rasant gratis les derniers coins de liberté. Avec sa délicieuse et coutumière insolence, Stephen Frears trace le portrait attendu, impertinent, d'un petit monde touchant parce que fragile et déjà démodé, hélas! Il était deux le temps où l'on croyait à la révolution sexuelle, à la transformation des esprits par l'opération du saint pétard et du pavé. Ne vous y trompez pas, vous dit Frears, les idéaux anarchistes sont tout juste les meilleurs des moins mauvais. Guère plus.

MICHEL BRAUDEAU.

Un entretien avec le réalisateur : «Un monde en train de se démolir»

An Festival de Cannes 1984, à la Quinzaine des réalisateurs, The Hit, polar insolite, fait connaître le nom de Stephen Frears. On apprend que, depuis 1971 et son premier long

lutte des classes et le racisme à Londres, à partir d'une histoire d'amour entre un jeune Anglais néo-facho et un jeune Pakistanais. Quelques mois plus tard est présenté en sélection officielle, au Festival de Cannes 1987, Prick up your ears, histoire scandaleuse de Joe Orton, auteur dramatique homosexuel dans l'Angleterre encore puritaine des années 50-60. Le nouveau film de Stephen Frears, Sammy et Rosie s'envoient en l'air, écrit par Hanif Kureishi, déjà scénariste de My beautiful laundrette, reprend le thème des affrontements sociaux et raciaux.

Stephen Frears est né à Leicester comme Joe Orton mais c'est l'effet du hasard. Il porte une quarantaine solide. Il n'a rien de «british», de ce qu'on appelle «british» chez nous.

Dans My beautiful laundrette, ce qui m'intéressait, c'était l'aspect économique et politique des rapports entre les communautés, et la violence qui en résulte. L'histoire de Joe Orton était une histoire vraie présentée dans un contexte social de médiocrité et d'hypocrisie. Mais, d'une certaine façon, l'Angleterre d'aujourd'hui, l'Angleterre de Margaret Thatcher est pire que celle-là. Dans Sammy et Rosie, une Anglaise est mariée à un Pakistanais. Ils

croient former un couple libéré, mais s'aperçoivent que ce n'est pas la bonne solution aux problèmes de société.

Les personnages sont des intellectuels. En Angleterre, le terme est péjoratif. Pas pour moi bien sûr. L'humour et l'attitude intellectuelle révèlent les comportements. La liberté sexuelle existe et, dans ce milieu, on la pratique beaucoup, mais un leurre. Sammy et Rosie sont au bord d'un échec parce qu'ils ont oublié les sentiments.

Rafi, le père de Sammy, en arrivant à Londres provoque un déséquilibre. Ce Pakistanais, ami de Mao, a été à la fois un homme de gauche et un tortionnaire. Il a une conception traditionnelle de la Grande-Bretagne où se réfugie, de la famille, du mariage, du rôle des femmes. Évidemment, il va de surprise en surprise en découvrant le racisme, le désordre, la violence et le délabrement de la société anglaise. A cause de ses réactions, Sammy et Rosie, ces «intellectuels progressistes», prennent vraiment conscience des problèmes qu'ils ont à affronter.

Kureishi, le scénariste, avait un oncle pakistanais qui est venu un jour en Angleterre pour voir le palais de Westminster et la reine. Il l'a emmené dans les rues où il y avait

des émeutes. Vous imaginez... Sammy et Rosie a beaucoup de rapports avec My beautiful laundrette mais c'est un film essentiellement politique.

Il y a, dans le film, un humour absurde, très anglais, qui débouche sans transition sur les choses les plus graves, les plus inquiétantes. Je ne sais pas si cela tient à ma personnalité. Tous les gens que je connais font, comme moi, des blagues, et en racontent. Mais ce que le film vient de la réalité. Dans le quartier de Brixton, des troubles ont eu lieu il y a cinq ou six ans. Nous nous sommes souvenus, mais nous avons tourné les scènes d'émeute dans un autre quartier, très bizarre, très charmant, avec un côté pastoral et une population noire. Au moment du tournage des bagarres et des incendies, nous avions bouclé une rue et mis des protections autour d'une institution pour aveugles qui se trouvait dans le secteur. Le soir, tous les aveugles sont sortis pour promener leurs chiens et sont tombés au milieu du chaos. Dans Sammy et Rosie, j'ai peint un monde en train de se démolir. C'est un film très triste, un film «en colère» même si l'on rit de situations saugrenues.

Propos recueillis par JACQUES SICLIER.

«Eclair de lune», de Norman Jewison

Après Shakespeare, Bergman, Woody Allen, Bocho Scorsus (la liste n'est certainement pas exhaustive), Norman Jewison offre une variation sur les effets de la pleine lune. Il place l'action chez les Italiens de Brooklyn, gens conviviaux, extravertis, sacrés dans un très fort esprit de famille, amis sur la veranda et fans d'opéra.

Norman Jewison mise sans ambiguïté sur le folklore de la gaieté italienne — comme on dit l'honneur juif. Eclair de lune est une fable morale sans moralité — sinon qu'un mari jeune et vigoureux, malgré une main amputée, vaut mieux qu'un vieux fils à papa. Mais le film manque de légèreté, est dénué de magie. Les acteurs ont tout au moins une scène à jouer et jouent gros, Nicolas Cage plus encore que tous les autres réunis.

C. G.

MODE

Fin des collections automne-hiver

Saint Laurent : simple, si simple!

Cent vingt modèles. Des trenchs, des tailleurs, de longues capes ivraies, camel, des étoles caracolées sur des pantalons de flanelle, et puis des robes noires. La quintessence du «style» Saint Laurent, «la collection de prêt-à-porter du siècle»? En tout cas, d'une exceptionnelle pureté.



Saint Laurent Rive gauche

Pen de maquillage, peu d'accessoires. Juste, ça et là, une petite de quartz, un rectangle de métal plié sur l'oreille, un gant en suède mauve, une ceinture en daim bleu nuage.

remard forment le col d'un cardigan en laine torsadée.

Il y a des soirs très parisiens avec des plumes de paradis ou d'autruches roses. D'autres plus sobres, abrités sous de longs burnous de cachemire.

LAURENCE BENAIM.

THÉÂTRE

«Good», de C.P. Taylor, à la Renaissance

La déchirure

C.P. Taylor, auteur de Good, mis en scène et interprété par Jean-Pierre Bouvier à la Renaissance, est un juif anglais comme Pip Simons, et comme lui hanté par cette aberration : les orchestres de déportés à Auschwitz. A partir de là, Pip Simons avait arraché de lui une farce vertigineuse et désespérée : An die Musik. Taylor, c'est autre chose. Il déroule un récit autour d'un intellectuel allemand plutôt libéral (Jean-Pierre Bouvier) qui, par dandyisme autant que par intérêt, devient nazi. A chaque tournant de son existence, il imagine un orchestre insolite en train de jouer. Jusqu'au jour où, envoyé à Auschwitz, il découvre l'insolite horreur de la réalité, cet orchestre enfin réel.

de Klaus Mann, qu'Arlene Mnouchkine a fait connaître. Ici aussi on voit bien que certains épisodes sont inspirés de faits réels, ici aussi il s'agit de montrer que la lucidité ne suffit pas et de dénoncer les «petites lâchetés quotidiennes».

Un jeu intellectuel

La pièce s'arrête à ce moment charnière, à ce trop tard, après que le héros a quitté sa femme (Hélène Arié) pour un amour romantique, détaché des contingences, avec une jeune fille (Sophie Barjac). Après avoir refusé d'aider à fuir son ami juif (Sam Karmann, également adaptateur de la pièce). Après s'être engagé avec les SS au point de porter l'uniforme noir.

Seulement, pour parler de Good on est amené à évoquer d'autres spectacles, c'est que la pièce apparaît elle aussi comme un jeu intellectuel, et la mise en scène accuse ce parti pris de distance. Les comédiens, assis en demi-cercle, se lèvent quand c'est leur tour, déboulent, se placent dans des faisceaux de lumière. Dialogues et fragments de monologue intérieur alternent. Tout est impeccablement réglé, révisé. Les acteurs s'intègrent bien au style du spectacle : les personnages deviennent abstraits. Certains sont des caricatures (l'officier nazi ne peut qu'aboyer). On ne croit pas au SS qui écoute du jazz en cabotage (Henri Denu). Le grand et solide Jean-Pierre Bouvier fait pas immédiatement penser à un intellectuel désinvolte. Mais, si le spectacle manque un peu de violence, c'est peut-être que l'auteur (par pudeur) ne s'est pas assez engagé personnellement.

COLETTE GODARD.

* Théâtre de la Renaissance, 20 h 30.

Il a cru pouvoir se servir du mouvement nazi, en tirer un profit professionnel et intellectuel. Pour lui c'était un jeu où il pensait être le plus fort puisqu'il était lucide. Sa lucidité a servi d'alibi à sa veulerie, jusqu'à ce que la réalité d'Auschwitz le force à sortir du jeu dans lequel il s'est piégé lui-même. Après avoir prononcé sans y croire les formules nazies, il avait fini par agir comme il disait.

Cet intellectuel, un écrivain, pourrait être le frère du Maphisto

COULISSSES

Palmarès du Festival des films de femmes

Le X^e Festival international des films de femmes s'est terminé le 20 mars à Créteil. Cent quinze films projetés, sobriquets réalisatrices présentes, trente mille entrées en huit jours.

VARIÉTÉS

Serge Gainsbourg au Zénith

Le vieil homme et ses «p'tits gars»

L'auteur de la Javanaise fête ses soixante ans. Ce sont les jeunes qui l'applaudissent.

Sur fond bleu nuit ou rouge feu, les ruines métalliques d'un hangar embourbé dans la baie d'Hudson. Pantalon et chemise de jean délavé, barbe de trois nuits, allumant cigarette sur cigarette, Serge Gainsbourg annonce la couleur aux six mille spectateurs de dix-huit à vingt-cinq ans (autant de filles que de garçons) qui lui ont fait une standing ovation dès son arrivée : «J'ai soixante balais le 2 avril prochain... Ça va, les p'tits gars? Vous pourriez être mes gamins...» Et d'enchaîner aussitôt avec You're under arrest : «Un soir que dans le Bronx, j'étais on ne peut plus aux lieux de retrouver Samantha / Entre Thelonus Monk / Quelques punks aussi Bronski Beat giclent de mon Alva / You're under arrest / Cause you are the best.»

disques. — Gainsbourg a souhaité célébrer son soixantième anniversaire au Zénith. Pari fou. Gagné somptueusement : on a dit ajouter des séances. Et rogne le triomphe pour ce fils d'émigré qui se sent d'ailleurs et de nulle part, pour cet homme du présent qui regarde pesa en arrière, sinon vers l'enfance, pour ce mystificateur et ce marginal démythifiant qui traque les mots et arrache leur masque, qui aime le rapport sensuel au langage et manipule constamment l'humour, l'ironie, la dérision.

Micro HF à la main, étonnamment présent sur l'immense scène du Zénith, Serge Gainsbourg chante la plupart des chansons «pas dégués» de son dernier album : Five Easy Pistons, Beille bailla Samantha, Suck Baby Suck, Aux enfants de la chance, où il met en garde ses jeunes fans contre la drogue : «Touchez pas à la possession d'ange. Surtout n'oyez pas l'impudence de vous foutre en l'air avant l'heure dite.» Et encore Gloomy Sunday, autrement dit le fameux mélodrame Sombre dimanche chanté autrefois par Damia, et Mon léotard, autre goulante réaliste

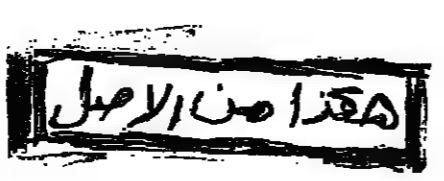
interprétés dans les années 30 par Marie Dubas. Gainsbourg, à présent, semble vouloir substituer le vocal chanté à ce qui se fait se peut avec sa voix travaillée par l'alcool, le tabac et les nuits blanches — au style parlé talk over adopté depuis de nombreuses années. Il chante même pleinement le début de la Javanaise que l'ensemble du public reprend aussitôt et que Gainsbourg écoute alors, tout en dirigeant d'un bras le chœur spontané. Chaque chanson reçoit une ovation folle. Il y a l'immense tendresse — un peu amusée, — le ocar à ocar d'un public jeune pour un vieil homme apparemment toujours libre, disponible, et qui pousse le jeu de la dérision jusqu'à chanter une chanson sur une orchestration antillaise.

«Quand j'aurai disparu, lance au moins quelques ories sur ma tomb, mon p'tit Lulu», dit Gainsbourg en guise de préface d'une chanson dédiée à son fils de deux ans. Aujourd'hui, en tout cas, Serge Gainsbourg est bien vivant. Et actuel.

CLAUDE FLÉOUTER.

* Au Zénith, jusqu'au 26 mars, 20 h 30. Album Philips.

THEATRE MONT-PARNASSE
Anny DUPÉREY, Pierre VANECK, Fabrice LUCHINI
100%
LE SECRET
Henry BERNSTEIN, Nicole JAMET, Jean HACHE, Odile MALLETT
52179 PERSONNES L'ONT DÉCOUVERT ET VOUS?
AU FOYER DES 18 H ASSIETTES GOURMANDES ET VINS CHOISIS



Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

ENFIN BEURREUX Théâtre de Dix-Heures (42-64-35-90) 20 h 30.

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17) L'Invité: 20 h 30.

MADEIRNE (42-65-07-09). Au bord de l'eau: 21 h.

Jeudi 24 mars

THÉÂTRE DE LA PLAINE (42-50-15-65). Le Festin de Pierre ou Dom Juan: 20 h 30.

Jeudi 24 mars

BROADCAST NEWS (A. v.o.): Forum Arc-en-Ciel, 1° (42-97-33-74); Pathé Marignan, 6° (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8° (43-59-92-82); UGC Biarritz, 9° (43-62-20-40); Sept Paranaissiens, 14° (43-20-12-06); UGC Odéon, 15° (45-75-79-79); v.f.: Pathé Marignan, 6° (47-70-33-88); Pathé Montparnasse, 1° (43-20-12-06); Utopia Champillon, 9° (43-26-84-63).

Région parisienne

AULNAUV-SOUS-BOIS (ESPACE JACQUES SÉVERIN) (48-68-00-22). Océanographie: 14 h 30 et 21 h.

Jeudi 24 mars

LA MAISON ASSASSINÉE (Fr.): Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Gaumont Ambassade, 6° (45-59-19-08); Miramar, 14° (43-20-88-52).

LES FILMS NOUVEAUX

AVENTURES SUR LES ILES. Film américain de Jacques Saparito, v.f.: Cosmos, 6° (44-44-25-80); La Triomphe, 6° (45-62-45-76).

Jeudi 24 mars

LA MAISON DE JEANNE (Fr. v.o.): Lucerna, 6° (45-44-57-34).

LES FILMS NOUVEAUX

70-72-86). Pathé Français, 9° (43-31-60-74); Le Galaxie, 13° (45-80-18-03); Miramar, 14° (43-39-32-00); Pathé Marignan, 1° (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18° (45-22-46-01); La Gamba, 20° (46-36-10-96).

Jeudi 24 mars

LA MAISON DE JEANNE (Fr. v.o.): Lucerna, 6° (45-44-57-34).

LES FILMS NOUVEAUX

70-72-86). Pathé Français, 9° (43-31-60-74); Le Galaxie, 13° (45-80-18-03); Miramar, 14° (43-39-32-00); Pathé Marignan, 1° (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18° (45-22-46-01); La Gamba, 20° (46-36-10-96).

Jeudi 24 mars

LA MAISON DE JEANNE (Fr. v.o.): Lucerna, 6° (45-44-57-34).

LES FILMS NOUVEAUX

70-72-86). Pathé Français, 9° (43-31-60-74); Le Galaxie, 13° (45-80-18-03); Miramar, 14° (43-39-32-00); Pathé Marignan, 1° (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18° (45-22-46-01); La Gamba, 20° (46-36-10-96).

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-64-24-24) Gaumont (1938), d'Henry Waechter, v.f.; André et la Lion (1952), v.o.; d'Anthony Asquith et Louis King, 21 h.

Les exclusivités

LES AILES DU DESIR (Fr.-All. v.o.): Saint-André-des-Arts 11° (43-26-54-77); Les Trois Balcons, 6° (45-62-45-76); L'AMÉRIQUE DE MON AMIE (Fr.): Lucerna, 6° (45-44-57-34).

Centre Dramatique de la Courneuve

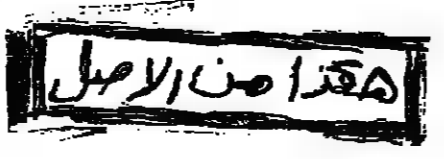
LE BOUC de FASSBINDER mise en scène de Jean Maitron 3 au 27 mars

JUSQU'AU 2 AVRIL 20 H 45 dim. 27 à 14 h 30 IL FAUT PASSER PAR LES NUAGES FRANÇOIS BILLETDOUX mise en scène LUCIAN PINTILIE

Centre Dramatique de la Courneuve LE BOUC de FASSBINDER mise en scène de Jean Maitron 3 au 27 mars

PARIS EN VISITES VENDREDI 25 MARS

CONFÉRENCES 78, boulevard Malesherbes, 10 h 30



Le troisième Salon de l'étudiant

La conquête méthodique d'un marché

Après l'inauguration animée, mercredi 23 mars à midi, par le président de la République (lire page 22), le Salon de l'étudiant était prêt à accueillir jusqu'au 27 mars dans la grande Halle de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, à Paris, quelque cent vingt à cent trente mille visiteurs.

Après la presse (qui reste la vitrine du groupe, mais ne représente plus que 40 % du chiffre d'affaires), après l'édition (30 % du chiffre d'affaires) et les Salons, l'Étudiant va lancer, à l'automne prochain, un ambitieux service télématique rassemblant toutes les informations publiées par le journal sur les formations et leurs débouchés.

CAMPUS



Remous dans la géographie tropicale

La nomination du nouveau directeur du Centre d'études de géographie tropicale (CEGET), M. Singaravelou, provoque la colère de sept des dix chercheurs de cet organisme, soutenus par une partie des trente-trois autres salariés et de leurs syndicats.

La direction du CNRS n'a pas, disent-ils, respecté la procédure classique et l'appel préalable à candidature, et tenterait d'imposer l'homme de son choix.

Cette instance a donné son accord à la nomination de M. Singaravelou, contre l'avis défavorable du conseil de laboratoire du CEGET. Avis renouvelé le 19 mars, devant M. Jacques Lantier, directeur scientifique du CNRS pour les sciences humaines et qui assure la direction provisoire du laboratoire bordelais.

Management hôtelier

Le Centre international de management des entreprises, du groupe ESC Nantes, lance, à la rentrée prochaine, un master de «management hôtelier et tourisme international». Cette formation, mise en place avec l'université de Houston (Etats-Unis), doit préparer la future Ecole internationale de management hôtelier et touristique que compte ouvrir la région.

Langues vivantes

Le congrès national de l'Union des professeurs de langues étrangères des grandes écoles aura lieu, les 26 et

ENVIRONNEMENT

Bilan mitigé pour l'année européenne

L'année européenne de l'environnement, lancée en grande pompe au printemps 1987, vient de s'achever. M. Carignon, au nom du gouvernement français, et M. Simone Veil, au nom du comité français, ont dressé le bilan, le 22 mars à Paris, tout en soulignant qu'il ne s'agissait que d'un début.

Plus de trois cents entreprises ont participé à des opérations liées aux manifestations de l'année européenne, soit un total de 20 millions de francs versés au titre du parrainage.

Il est difficile, pour l'instant, d'évaluer la portée des opérations lancées à cette occasion. Des 30 millions de francs consacrés à l'année européenne de l'environnement en France, 20 millions proviennent des entreprises, 5 millions de la CRE et 5 millions du ministère de l'environnement.

Pour M. Carignon, qui confond volontiers le bilan de l'année européenne et son bilan de deux ans au ministère de l'environnement, l'initiative européenne aurait été décisive pour accélérer l'action de ses services. C'est, selon lui, à cet égard que l'on doit le récent classement de la baie du Mont-Saint-Michel, des caps Blanc-Nez et Gris-Nez, de la pointe du Raz, du nord de l'île de Ré, du balcon du Mont-Blanc et le classement imminent des gorges du Verdon.

Pour M. Carignon, qui confond volontiers le bilan de l'année européenne et son bilan de deux ans au ministère de l'environnement, l'initiative européenne aurait été décisive pour accélérer l'action de ses services.

FR 3 diffusera un film de plus d'une heure intitulé «L'environnement, c'est notre vie», le samedi 2 avril à 15 h 25.

Les chasseurs créent un fonds de promotion de la chasse. L'Union nationale des fédérations de chasseurs, réunie en congrès à Paris les 22 et 23 mars, a décidé de créer un «fonds national de promotion de la chasse».

Le congrès a, d'autre part, approuvé une proposition visant à rembourser le coût des dégâts du gibier remboursés aux agriculteurs.

Le Monde CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

Le Cabinet ETAP a proposé aux lecteurs du MONDE les postes suivants: Le Groupe DELMAS VIELJEUX JEUNE JURISTE spécialiste en droit social Paris réf. 11 A 968 8MR

RECHERCHE COMPTABLE-GESTIONNAIRE Ing. aux forêts Ing. agronome pour projet forestier au Sahel. ANERCO GmbH D-7816 Munderkingen Tél. : 071-66-7838-7103. L'AGENDA Fourrures FOURRURES CREATION REPARATION TRANSFORMATION

L'IMMOBILIER

appartements ventes 1er arrdt M PALAIS-ROYAL 2nd arrdt SENTIER 5th arrdt GARRETT MONTEBELLE RAVALE ASSOCIATION 14th arrdt MONTMARTRE 15th arrdt ATELIER D'ARTISTE 16th arrdt FRONT DE SEINE 18th arrdt RUE MARGADET

appartements achats Colab. journal cherche 2 p. Paris-16e, XV, XVIII, 40 m environ, idéal 440.000 F. Tel. : 43-48-76-30. RECHERCHE APPARTEMENTS PARIS 200 m² et +, 43-96-64-11. locations non meublées offertes Paris MAISON MARCADET

ESSEC MASTERS SPECIALISES L'ESSEC PROPOSE AUX DIPLOMES DES GRANDES ECOLES OU DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DEUX FORMATIONS DE DEUXIEME CYCLE A BUT PROFESSIONNEL:

Le Monde sur minitel PRESIDENTIELLE ELECTION F. MITTERRAND CANDIDAT Vos réactions 3615 TAPPEZ LEMONDE

Handwritten signature or note in Arabic script.

1000%



FRAMATOME UNE SOLUTION A 100% CLAIRE POUR 100% DES ACTIONNAIRES DE LA TELEMECANIQUE

Aujourd'hui, Framatome propose la seule solution qui respecte à 100% l'égalité des Actionnaires de la Telemecanique.

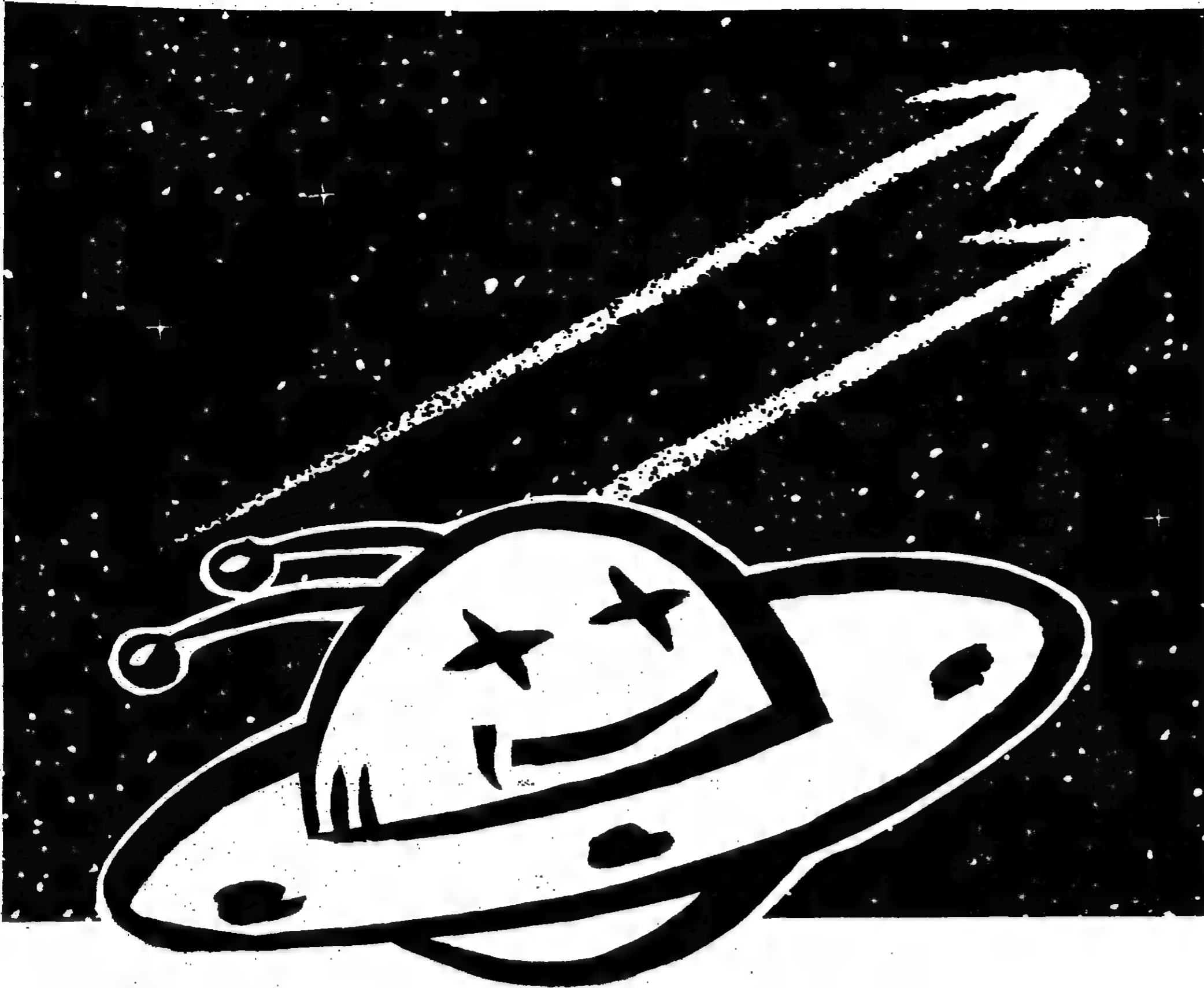
En s'engageant à racheter 100% des Actions qui seront présentées à l'offre au prix de 4500 F, Framatome prend un engagement qui témoigne de sa détermination et surtout de sa volonté d'apporter toute la sécurité nécessaire à ceux qui ont fait confiance à la Telemecanique.

FRAMATOME LE FUTUR EN TÊTE

Une note d'information présentée conjointement par Framatome et Télémechanique Electrique (visa COB n° 6863 en date du 26/02/88) est disponible sans frais au siège des deux sociétés.
Dans le cadre de cette dernière surenchère, si le nombre des titres présentés est inférieur à 610.000, Framatome se réserve la faculté de se porter acqureur de tout ou partie des titres présentés ou de renoncer à son offre.

مقترا من الاميل

100% D'AVENIR



- 100% D'IMAGINATION
- 100% AVEC LES HOMMES
- 100% D'OUVERTURE SUR LE MONDE
- 100% D'INTELLIGENCE
- 100% D'INNOVATION
- 100% DE TECHNOLOGIE
- 100% AU SERVICE DES CLIENTS
- 100% D'EQUITE POUR LES ACTIONNAIRES
- ENSEMBLE A 100% POUR DEFENDRE
- UN PROJET D'AVENIR.

Information aux actionnaires.

05.20.84.92.
NUMERO VERT
APPEL GRATUIT



LES HOMMES QUI FONT LE 21^e SIECLE.

Une note d'information présentée conjointement par Framatome et Telemecanique Electrique (voir OOB n° 6663 en date du 26/2/88) est disponible sans frais au siège des deux sociétés

1
 15
 5
 10
 15
 20
 25
 30
 35
 40
 45
 50
 55
 60
 65
 70
 75
 80
 85
 90
 95
 100

INTERMARCO
 11 RUE LENOIR 92100 CLAMART

مقرا من الاميل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ENELF-BRETAGNE

Le conseil d'administration d'Enelf-Bretagne, réuni le 21 mars 1988 sous la présidence de M. Michel Mouchant, a arrêté les comptes de l'exercice 1987 qui se soldent par un bénéfice net de 26,74 millions de francs contre 23,87 millions en 1986, dont 10,94 millions de francs de résultat net d'activités courantes contre 10,72 millions.

Les plus-values réalisées à l'occasion de la cession à DMC de la participation dans la SAIC-Velours conservée après l'opération de rapprochement de l'année précédente et de l'apport au Club Méditerranée de la participation dans la Société immobilière de la mer, propriétaire de villages de vacances au Maroc, se sont élevées à 30,35 millions de francs, avant la provision que l'évolution des cours de Bourse a amené à constituer en fin d'année sur les actions reçues en rémunération de cet apport, et à 16,15 millions après provision et impôt.

31 décembre 1987, hors plus-values latentes et compte tenu de l'affectation prévue des résultats de l'exercice, ressort à 160,32 millions de francs contre 144,44 millions de francs et la situation consolidée, part du groupe, à 209,85 millions de francs contre 193,29 millions. La valeur estimative consolidée à la même date était de plus de 350 millions de francs, soit 400 francs par action, sur la base des cours moyens de décembre des titres cotés et des valeurs comptables d'acquisition des participations étrangères non cotées, notamment inférieures à leurs valeurs de rachat.

Le conseil proposera à l'Assemblée générale ordinaire, qui se réunira le 7 juin 1988, de fixer le dividende à 12,50 francs net par action (18,75 francs avant fiscal comparés) contre 11 francs au titre de l'exercice précédent, soit une distribution de 10,86 millions de francs.

Lyonnaise des eaux

Au cours d'une réunion d'information le 22 mars 1988, M. Jérôme Monod, Président de la Lyonnaise des Eaux, a fait le point sur les développements du Groupe et ses investissements, et donné des précisions sur l'émission d'obligations convertibles en cours, d'un montant total de 1 200 MF. (La note d'information sera gratuitement à la disposition du public à partir du vendredi 25 mars 1988.)

Le prix d'émission de l'obligation convertible est de 1 300 F et le taux d'intérêt de 6,65 %. Les actionnaires ont une priorité de souscription du 21 au 30 mars, dans la proportion de 2 obligations pour 11 actions. La période de souscription du public s'étendra du 31 mars au 8 avril 1988.

Au cours de cette réunion, ont été données les indications suivantes concernant les comptes consolidés provisoires du Groupe, qui seront examinés le 20 avril prochain par le conseil d'administration : - Chiffre d'affaires de 16 863 MF, en augmentation de 7,4 %.

- Bénéfice net, part du Groupe, 439 MF, en augmentation de 19 %.

ESD ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de l'ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT s'est tenue le 23 mars 1988, sous la présidence de M. Bertrand Daugny, et a approuvé les comptes de l'exercice 1987, arrêtés par le conseil d'administration le 17 février 1988.

L'année 1987 s'est caractérisée par une progression des chiffres d'affaires, qui a atteint 3 712 MF HT (4 304 MF TTC) contre 3 173 MF HT (3 673 MF TTC) en 1986.

Le résultat net après impôt atteint 141 MF en 1987, contre 133 MF en 1986.

Les investissements de la société pour 1987, en immobilisations corporelles, s'élevaient à 150 MF, auxquels il faut ajouter 205 MF d'investissements incorporés correspondant aux études autofinancées par l'entreprise et amorties entièrement dans l'exercice.

La capacité d'autofinancement de la société s'élève, pour 1987, à 478 MF.

La situation de trésorerie est positive (153 MF de disponibilités et d'effets en portefeuille).

Les encours sur marchés notifiés (2 446 MF) ont pour contrepartie des avances clients (2 336 MF) sensiblement équivalentes.

Les commandes prises au cours de l'exercice 1987 s'élevaient à 3 460 MF HT (3 931 MF TTC) et le carnet de commandes au 31 décembre 1987 a atteint 7 200 MF HT (8 150 MF TTC), représentant près de deux années de chiffre d'affaires 1987.

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires réunie le 23 mars 1988 a approuvé le paiement d'un dividende global de 49,4 MF. Ce dividende, appliqué à un nombre d'actions augmenté de 20 % par suite de l'attribution gratuite, en juin 1987, d'une action nouvelle pour cinq actions détenues, conduit à un dividende unitaire brut 1987 de 16,20 F, dont 5,40 F de crédits d'impôt, identique à celui de 1986.

Après distribution du dividende, les capitaux propres de l'ESD s'élevaient à 637 MF, couvrant largement les 474 MF du montant net de l'actif immobilisé.

Les membres du personnel de l'entreprise qui ont bénéficié de 192 343 options de souscription d'actions au titre du plan d'option de 1985 avaient, au 31 décembre 1987, levé des options représentant 74 714 actions. Aucune levée d'options afférente au nouveau plan d'option du 15 décembre 1987 (79 998 options) ne pouvait être exercée durant l'exercice 1987.

L'Assemblée générale ordinaire a procédé au renouvellement du conseil d'administration, avec nomination de nouveaux administrateurs. Le nouveau conseil d'administration est composé de :

M. Serge Dassault (président) ; Bernard Labey ; Jean Clément ; Marie-Claire Comtet ; Laurent Dassault ; Bernard Diebelin ; Yves Thierri ; Jean-Marc Vernez ; Bernard Capillon (nouvel administrateur) ; René Massing (nouvel administrateur) ; Bruno Revellin-Falcois (nouvel administrateur).

Enfin, le président Bertrand Daugny a tenu l'Assemblée informée de la décision de la Commission des opérations de Bourse (COB) concernant l'admission de l'actif Electrique Serge Dassault à la cote officielle, marché à règlement mensuel (RM) de la Bourse de Paris.

L'actif Electrique Serge Dassault sera donc coté sur le marché à règlement mensuel en continu informatisé (CAC) à partir du jeudi 24 mars 1988.

COMPTES DE L'EXERCICE 1987

ÉLECTRO BANQUE : BÉNÉFICE EN HAUSSE DE 11%.

Le Conseil d'Administration d'Electro Banque (filiale de la CGE), réuni le 16 mars 1988 sous la présidence de M. Philippe DARGENTON, a arrêté les comptes de l'exercice 1987 qui se soldent par un bénéfice net de 50 482 867 francs contre 45 584 567 francs pour l'exercice précédent (+ 11%).

Il sera proposé à l'Assemblée Générale, convoquée pour le 11 mai 1988, de fixer le dividende net par action à 19 francs (28,50 francs avec l'avoir fiscal) contre 18 francs (27 francs avec l'avoir fiscal) l'année précédente. Compte tenu de l'augmentation du nombre d'actions rémunérées, la distribution globale progresserait ainsi de 9,30%. Il sera proposé aux actionnaires qui le souhaiteraient d'opter pour le paiement du dividende en actions.

Au cours des derniers mois, le Conseil a enregistré la démission de deux de ses membres, la Compagnie des Lampes représentée par M. Maurice DAUBRESSE, et M. Daniel DEGUEN ; d'autre part, M. Claude ALPHANDERY, dont le mandat viendrait à expiration à cette prochaine Assemblée, a souhaité ne pas solliciter le renouvellement. Après avoir exprimé ses remerciements à chacun des administrateurs sortants, le Conseil a fait appel, pour les remplacer, à M. André WETZSTEIN, Directeur Général Adjoint de la Compagnie Générale d'Electricité et à M. René BARBIER de SERRE, Directeur Général du Crédit Commercial de France dont les nominations, faites par le Conseil, seront soumises à la ratification de l'Assemblée Générale, et à M. Pierre LE ROUX, Directeur Financier d'Alcatel NV, dont la nomination sera proposée à la même Assemblée.

Enfin, le Conseil a décidé de convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire pour lui soumettre deux modifications statutaires rendues possibles par la loi du 5 janvier 1988 ainsi que le renouvellement de diverses autorisations de nature financière.



SOCIAL

De la journée d'action à l'élection présidentielle

La CGT et la « pétition nationale » du 24 avril

A un mois du premier tour de l'élection présidentielle, la CGT organise jeudi 24 mars ce que son numéro 2, M. Louis Viannet a appelé « une puissante journée nationale et interprofessionnelle de lutte, marquée par des grèves nombreuses et des rassemblements massifs » sur les salaires — et notamment le SMIC à 6 000 F — et les libertés syndicales.

En poursuivant sa stratégie de harcèlement, à coups de journées d'action à répétition (mais d'amplitude très inégale), en pleine période électorale, la CGT ne manque pas d'atouts. Après sa relative bonne tenue aux élections prud'homales du 9 décembre der-

nier, elle fait état d'une progression de 1 % en moyenne des salaires professionnels en 1987 à partir de son propre échantillon d'entreprises. Mais cette amélioration électorale n'est, dans bien des entreprises, qu'un rattrapage partiel des pertes accumulées au cours des dernières années, tandis que le niveau des effectifs continue de baisser. En second lieu, elle peut s'appuyer sur un certain regain revendicatif, particulièrement autour de la question des salaires que l'on a perçu récemment, dans les grèves des marins de la Transmanche, du personnel ouvrier de la centrale thermique de Carling-en-Moselle (1), de la SNECMA ou de Renault-Cleon.

Cette journée interprofessionnelle devait permettre à la centrale de M. Henri Krasnicki, comme elle le fait depuis de nombreux mois, de mettre l'accent sur les avantages aux libertés syndicales. A partir d'exemples « symboles » pris d'abord chez Renault puis chez Ducellier, elle a ouvert des « cahiers de lutte pour les libertés ». « Jamais sur le lieu de travail, écrit la Vie Ouvrière du 21 mars, libertés individuelles et syndicales ne furent autant remises en cause, bafouées, piétinées. » Sur ce terrain, la CGT agit en étroite convergence avec la PCF. Sur les salaires et sur le revendication du SMIC à 6 000 F, elle se retrouve également en complète osmose avec M. André Lajoie.

Au moment où M. Gérard Gaudin, membre du comité directeur du PS et de la commission exécutive de la CGT, appelle à voter pour M. Mitterrand, la journée de la CGT risque surtout d'apparaître comme une étape supplémentaire dans l'engagement de la direction de la centrale en faveur de la candidature de M. Lajoie. Dans la Vie Ouvrière du 21 mars, M. François Duteil,

A Paris, une manifestation devrait avoir lieu à 15 heures de la Nation à la République. Des préavis de grève avaient été lancés à la SNCF et à la RATP, mais les perturbations étaient limitées. Les sections syndicales d'Air France à Roissy avaient appelé à une grève de vingt-quatre heures tandis que des arrêts de travail étaient attendus dans la métallurgie, les PTT, les hôpitaux et chez les personnels communaux.

secrétaire de la CGT, écrivait, à propos de la revendication du SMIC à 6 000 F : « Le fait qu'André Lajoie, candidat aux élections présidentielles, ait mis le problème au cœur de sa campagne a permis de donner plus de force à cette exigence et sa possibilité. Si les luttes sont une condition pour que cela se concrétise, les élections présidentielles permettent également que le bulletin de vote constitue une vaste pétition nationale pour exiger le SMIC à 6 000 F, pour donner plus de poids encore à cette nécessité. »

Le bureau de la Fédération de la métallurgie, dans une déclaration sur l'élection présidentielle, est encore plus net : « Aucun des syndicats de la métallurgie, à partir des actes, des faits, des déclarations, ne peut ignorer les implications graves qui nous sont opposées, si nous opposons dans les luttes, concrètes, importantes, durées, aux gouvernements social-

istes, à celui de Chirac, à la droite, au patronat mais aussi à l'actuel président de la République. Ainsi, les « convergences » qui sont le fait du Parti communiste français, de ses organisations et représentants, sont « autant d'éléments de soutien, d'élévation et de prolongement aux luttes des salariés de la métallurgie ».

Quant à l'Union générale des fédérations de fonctionnaires CGT, sans aller aussi loin dans la formulation, elle dresse un bilan négatif du septennat et, après avoir choisi la gauche, rejette implicitement le PS : « L'enjeu c'est bien ou la poursuite de l'austérité, quelles qu'en soient la dose et la cadence, ou une politique progressiste de mesures significatives s'attaquant aux causes et conséquences de la crise. » Action syndicale ou « action-pétition » ?

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Cette grève, antérieurement déclarée, a pris fin le 23 mars.

REPERES

Mécanique française Balance commerciale déficitaire en 1987

Selon la Fédération des industries mécaniques et transformations de métaux, la balance commerciale du secteur est devenue négative de 7 milliards de francs en 1987, alors qu'elle était positive de 4 milliards l'année précédente. Cette dégradation est due à une croissance des importations (107,3 milliards en 1987 contre 98,1 en 1986) et à une stagnation des exportations (100,3 contre 100,1). Imputable essentiellement à la chute des ventes vers les pays du Proche-Orient.

Le chiffre d'affaires de la mécanique s'est accru en valeur de 2,8 % à 248,6 milliards, mais il a stagné en volume (- 0,1 %), et le résultat net devrait dépasser légèrement les 2 % du chiffre d'affaires. Les effectifs (522 800 personnes) ont diminué de 3,5 % en 1987.

La reprise des investissements, amorcée en 1986, s'est poursuivie l'année dernière avec 10,8 milliards de francs, ils ont été de 8,8 %.

Conjoncture

la commission de l'ONU s'inquiète

La croissance économique en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord se détériore probablement pas 2 % cette année et sera peu supérieure à 3 % dans les pays social-

istes, estime le secrétariat de la commission économique de l'ONU pour l'Europe (CEE) dans son rapport économique pour 1987-1988.

« Une demande faible, ainsi que de faibles perspectives de croissance sont les raisons essentielles de ce ralentissement dynamique et de cet affaiblissement persistant des conditions de l'offre », note le rapport, qui souligne un besoin de croissance économique particulièrement sentir en Allemagne fédérale.

L'ECR propose trente-cinq pays d'Europe occidentale, plus l'Union soviétique, les États-Unis et le Canada.

Dette Réaménagement « recommandé » pour le Togo

Comme il l'avait fait le 22 mars pour le Gabon, le Club de Paris a décidé de « recommander » à ses pays membres « un réaménagement important de la dette extérieure de la République togolaise ». Celui-ci portera sur des prêts et des crédits garantis accordés par onze pays créanciers. Le Togo n'a pratiquement pas de créanciers privés. Selon le dernier rapport annuel de la Banque mondiale, la dette extérieure du Togo s'élevait, à la fin 1985, à 787 millions de dollars, soit 121 % de son produit national brut. Les échéances de remboursement, qui ont été rééchelonnées, s'étendent sur une durée de seize ans avec une période de différé de huit ans.

Le Monde AFFAIRES

L'ENTREPRISE ATOMISÉE

Taxis, routiers, moqueurs, architectes, consultants... Ils sont de plus en plus nombreux à être à la fois dans et hors des entreprises. Mais derrière ces ex-salariés reconvertis en faux travailleurs indépendants se cache souvent l'emploi à risques.

Egalement au sommaire :

CGE-SCHNEIDER : UNE CONCURRENCE SURVOLÉE

L'un grandit et l'autre p... Aujourd'hui, la CGE a largement distancé son grand rival des années 70. Téléphonique a rejoint leur lutte.

APPEL À LA RECHERCHE D'UN PROFÈTE

En attendant en justice deux de ses concurrents, le constructeur informatique, aujourd'hui en excellente santé, redoute l'érosion de son leadership technologique.

BODIAC RECONFIÉ

C'est aussi le premier fabricant mondial de toboggans d'évacuation pour avions. Un retour aux sources pour celui qui bâtit sa fortune, au début du siècle, en construisant des ballons dirigeables.

DEMAIN DANS Le Monde Chaque vendredi, les affaires c'est l'affaire de tout Le Monde.

En nationalisant les banques puis en les reprivatisant, on n'aurait pas oublié quelque chose ?



LA CONCURRENCE PAR EXEMPLE.

CLM & BDD

E. LECLERC



DEMANDEZ A VOTRE BANQUIER CE QU'IL EN PENSE.

مقرا من الاميل

Marchés financiers

BOURSE DU 23 MARS

Cours relevés à 17 h 32

Règlement mensuel																	
Composant	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
ALB 1978	2870	2870	2870	2870		ALP	1018	1018	1018	1018		ALP	1018	1018	1018	1018	
C.A.F. 25	1018	1018	1018	1018		ALP	1018	1018	1018	1018		ALP	1018	1018	1018	1018	
ALP	1018	1018	1018	1018		ALP	1018	1018	1018	1018		ALP	1018	1018	1018	1018	
ALP	1018	1018	1018	1018		ALP	1018	1018	1018	1018		ALP	1018	1018	1018	1018	
ALP	1018	1018	1018	1018		ALP	1018	1018	1018	1018		ALP	1018	1018	1018	1018	

Comptant (sélection) SICAV (sélection) 23/3

Comptant (sélection)				SICAV (sélection)			
VALEURS	Cours	Dernier cours	%	VALEURS	Cours	Dernier cours	%
ALP	1018	1018		ALP	1018	1018	
ALP	1018	1018		ALP	1018	1018	
ALP	1018	1018		ALP	1018	1018	
ALP	1018	1018		ALP	1018	1018	
ALP	1018	1018		ALP	1018	1018	

Cote des changes				Marché libre de l'or			
MARCHE OFFICIEL	COURS	COURS	COURS DES BILLETS	MONNAIES	COURS	COURS	COURS
Est-Us (51)	5 757	5 756	5 830	Dr de Libé en franc	82200	82200	
ECU	7 042	7 041		Dr de Libé en franc	82200	82200	
Allemagne (100 DM)	339 750	339 640	349 800	Franc Suisse (20 S)	517	518	
Belgique (100 F)	10 250	10 249	10 250	Franc Suisse (100 S)	517	518	
Canada (100 \$)	302 820	302 820	285	Franc Suisse (20 S)	517	518	
France (100 F)	88 570	88 500	82	Franc Suisse (20 S)	517	518	
Grande-Bretagne (10 £)	90 220	90 440	95	Franc Suisse (20 S)	517	518	
Italie (1 000 Lit)	10 320	10 354	10 350	Franc Suisse (20 S)	517	518	
Japan (100 ¥)	4 252	4 242	3 800	Franc Suisse (20 S)	517	518	
Maroc (100 Dirhams)	4 591	4 596	4 300	Franc Suisse (20 S)	517	518	
Norvège (100 Nkr)	4 910	4 905	4 800	Franc Suisse (20 S)	517	518	
Pays-Bas (100 Gld)	365 250	365 250	365 250	Franc Suisse (20 S)	517	518	
Portugal (100 Esc)	48 350	48 340	46 800	Franc Suisse (20 S)	517	518	
Espagne (100 Ptas)	5 076	5 086	4 850	Franc Suisse (20 S)	517	518	
Suède (100 Kr)	4 158	4 158	3 900	Franc Suisse (20 S)	517	518	
Suisse (100 Sfr)	4 813	4 818	4 450	Franc Suisse (20 S)	517	518	
Turquie (100 Liras)	4 828	4 832	4 400	Franc Suisse (20 S)	517	518	

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-52, poste 4330

مصارف الامارات

مقرا من الاموال

22

E

Le... de... 10 h... L... J... Jusq... Ga... In... JA... SU... Col... MIL... Jusq... Cy... rison

Mu

ER... 18 h... 21 h... CA... E... M... Jusq... DE... 23 F... FO... Jusq... M... D... LE... INDU... 23 F... VA... Jusq...

100... R... W... S... Y... M... P... A... L... D... D... DE... RE... le 2... 18... 42... 1... M2

Table with 7 columns: ÉTRANGER, POLITIQUE, SOCIÉTÉ, CULTURE, ÉCONOMIE, SERVICES, MINITEL. Lists various news items and their page numbers.

Framatome ayant décidé de ne pas surenchérir Schneider pourrait gagner la bataille sur Télémechanique

A 3 400 francs, nous a déclaré le président de Framatome, je n'ai pas l'intention de surenchérir. C'est fini! Mais ce ne veut pas dire que nous renonçons...

M. Juppé estime prioritaire un allègement des droits de succession

La loi sur la transmission des entreprises est une bonne chose, mais il faudra aller plus loin, notamment réviser la loi sur les droits de succession...

BOURSE DE PARIS Matinée du 24 mars Modeste reprise

Après beaucoup d'hésitation, le marché parisien s'est redressé jeudi matin, mais sans réelle conviction...

PÉROU : l'Etat va acquérir les deux principales banques privées du pays.

Certes, cette annonce n'est pas rétroactive, elle ne concerne pas les dépassements déjà constatés en octobre, novembre et décembre...

Le gouvernement a consulté le Conseil constitutionnel sur l'organisation des élections cumulées en Nouvelle-Calédonie

Le Journal officiel du jeudi 24 mars publie le décret portant convocation des électeurs pour les élections aux conseils de région et au congrès de la Nouvelle-Calédonie...

Les dépassements publicitaires de TF 1 Le Conseil d'Etat donne raison à la CNCL

Plus question dorénavant pour TF 1 de dépasser douze minutes de publicité pour une heure donnée...

Trois élections à l'Académie des beaux-arts

L'Académie des beaux-arts a élu, dans la section des membres libres, M. André Bettencourt, en remplacement de M. Michel Faré...

Sur le vif Une mine d'or

C'est fou ce que ça part bien, le cul, au moment. De mon temps, c'était pas pareil. Ça se vendait cher, et même très cher...

Aller en Finlande, c'est renaître

IL y aura le soleil presque sans arrêt dans le ciel. Juste devant vous l'un des 180 000 lacs de Finlande, ourlé de sable...

Au grand Nord, en Laponie, vous aurez le sentiment de posséder le monde à vous tout seul, tellement l'espace y est grand et vierge...



Office du Tourisme de Finlande, 13 rue Anber, 75009 PARIS. Tél.: 42 66 40 13 - Minitel 36 16 Finlande. Includes a form for name and address.

Numéro d'avril en vente dès aujourd'hui THEMATIQUE magazine

6 TELEMATIQUES DIFFERENTES Comment Barre, Chirac, Le P.S., Juquin, Lajoinie, Waechter conçoivent l'avenir du minitel français.

73 SERVICES pour tout acheter par minitel. 42 000 000 D'ABONNÉS L'âge d'or des trusts du câble aux Etats-Unis.

Le Monde sur minitel

TOUS LES SONDAGES IPSOS 3615 TAPEZ LEMONDE

EN FLANELLE, DOUBLÉ PANTALON 189 f ou 219 f EN SERGE EXTENSIBLE. Uniquement pour homme, blazer pure laine, 399 F...

Le Monde AFFAIRES. Tél.: 46 55 91 82. Boite 4180 ou 4107.

THEMATIQUE magazine. 6 TELEMATIQUES DIFFERENTES. 73 SERVICES pour tout acheter par minitel. 42 000 000 D'ABONNÉS. TOUS LES SONDAGES IPSOS.